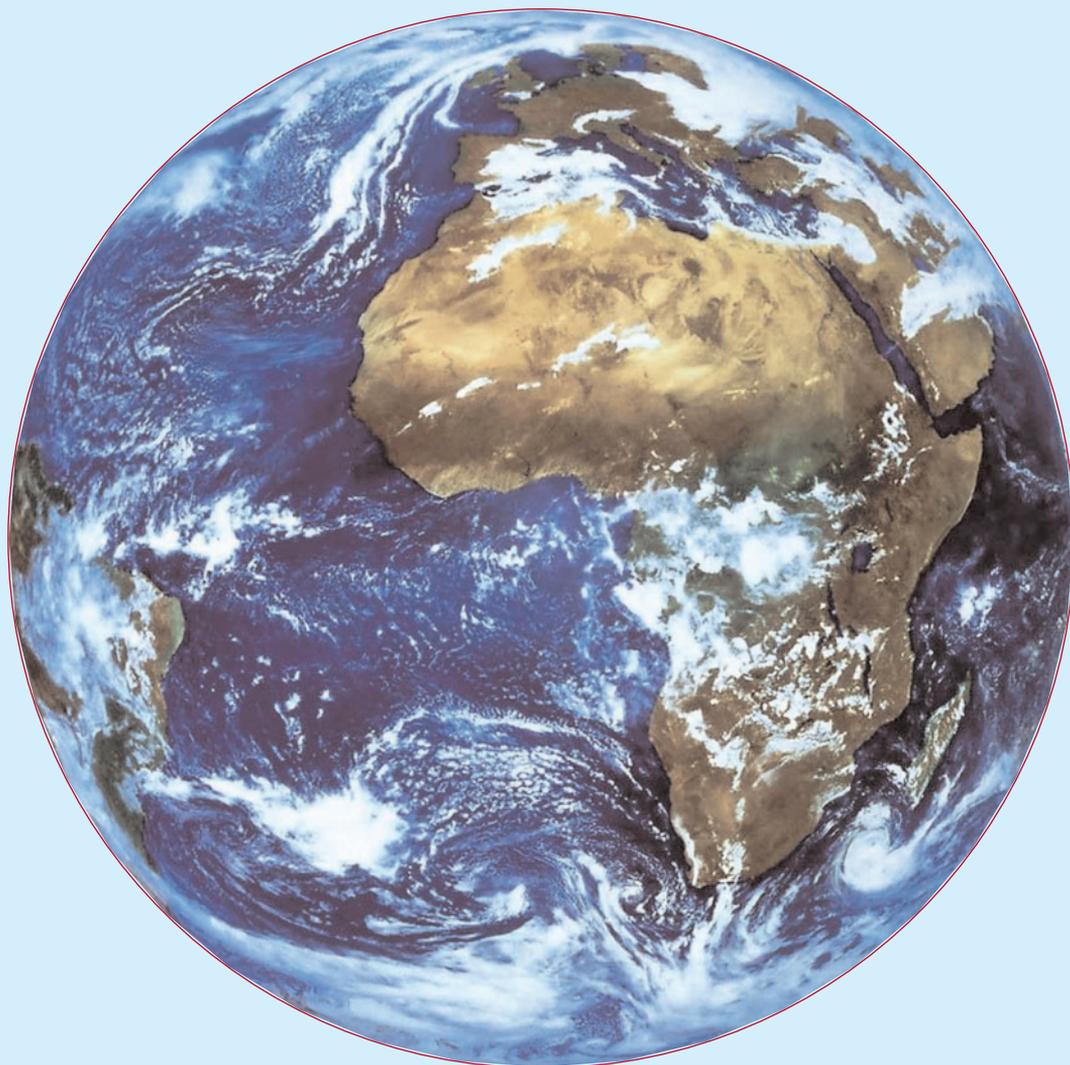


« La Terre est bleue comme une orange »
Paul Eluard



pour un **développement**
durable *et* **solidaire**
de la planète

forum national à l'initiative du Parti communiste français
Paris, 23 et 24 septembre 2005

Chers amis, chers camarades,
Voilà déjà plusieurs décennies que la question environnementale a fait irruption dans la société et dans le débat politique. Il faut reconnaître qu'elle n'a pas toujours été considérée comme elle aurait dû l'être, à commencer sans doute par nous-mêmes, ici, au Parti communiste français. Nous avons longtemps pensé que la question écologique serait réglée presque mécaniquement une fois le capitalisme dépassé, et nous avons considéré cette question comme secondaire. C'est lorsque nous avons compris que l'ensemble des luttes émancipatrices participait de notre combat de libération que nous avons commencé à mieux prendre la mesure des problèmes.

La conscience de la gravité des enjeux progresse aujourd'hui considérablement, mais force est de constater que les réponses apportées peinent à en prendre la mesure. La question est pourtant cruciale tant pour les conditions de vie actuelles des hommes et des femmes que pour l'avenir. Le développement de l'humanité ne peut se concevoir dans la dégradation de son cadre de vie et la destruction de son bien commun : la planète.

Établir un diagnostic précis est indispensable à la compréhension des mécanismes qui sont à l'œuvre. L'heure est aujourd'hui à la définition des fondements d'une politique écologique qui s'attaque aux racines des problèmes, une politique écologique qui n'utilise pas comme instrument d'action la discrimination sociale mais s'attaque elle aussi à la réduction des inégalités, une politique écologique qui remet en cause l'ordre établi par le marché, le dogme productiviste et la loi de l'argent. Résolument, nous devons réfléchir aux conditions d'une croissance de type nouveau qui place en son sein le développement durable et solidaire, le développement responsable de l'humanité.

Il y a urgence. Pas un jour ne se passe sans que l'on évoque les graves difficultés qui se présentent devant nous, dans les dizaines d'années à venir.

Avec le nouveau choc pétrolier et la perspective d'un épuisement progressif des ressources planétaires, le débat sur la question de l'énergie a pris un tour nouveau. Cela renforce la nécessité de travailler à la fois sur les énergies renouvelables et sur les énergies non-productrices de gaz à effet de serre, de façon à ce qu'elles deviennent propres et durables. Je sais qu'il y a un débat sur le nucléaire – et notamment sur les déchets produits –, en toute transparence et sans anathèmes, menons-le. En tout cas, la perspective d'un épuisement de ces ressources indique que nous sommes au seuil d'un changement de société majeur auquel nous devons nous préparer. Mais

on pourrait citer également les dégâts récents dus aux choix d'aménagement du territoire, ou les nombreux problèmes touchant au vivant (OGM, vache folle, grippe aviaire...).

Dans chacun de ces domaines, il ne suffit pas de constater les symptômes et de passer directement à la phase des remèdes. Il faut mettre en lumière les racines du mal et s'y attaquer. Que constate-t-on au cœur de tous ces maux qui mettent en danger l'avenir de la planète et donc de l'humanité ? La mondialisation capitaliste est en train d'étendre un mode développement dont on connaît les conséquences environnementales.

Ainsi, nous savons que le pillage du sous-sol est organisé par des multinationales aux bénéfices mirobolants, et nous savons aussi qu'elles pèsent de tout leur poids contre l'émergence de nouveaux types de véhicules et l'exploitation d'autres sources d'énergie. Nous savons que la spéculation immobilière sauvage menace les équilibres sur le territoire et dégrade le cadre de vie. Nous savons que la recherche est orientée massivement vers l'amélioration de la rentabilité quel que soit le coût environnemental. Nous savons que derrière l'utilisation des OGM se cache la mainmise de grandes multinationales sur l'ensemble du monde agricole. Nous savons que la disparition de services publics, la baisse massive du nombre d'agents de la fonction publique, la réduction des missions de l'État réduit massivement les capacités d'intervention positives. Nous savons que les choix opérés favorisent cette course à la rentabilité et l'opacité au lieu de mettre la démocratie au cœur des processus de décision pour que l'humain soit au centre des enjeux.

Refuser de s'en prendre à ce système, c'est renoncer à peser réellement sur le cours des choses. Il faut donc penser ces enjeux comme fondamentaux dans un projet de société et définir des politiques publiques réellement audacieuses.

Tout d'abord, je voudrais poser un préalable. Celui du développement. Nous voulons que l'humanité continue à se développer, à élever son niveau de vie et de bien-être. En un mot à grandir. Et j'ajoute immédiatement que cela n'est pas contradictoire, ou en tout cas, ne doit pas l'être, avec la protection de l'environnement. Fondons la croissance sur de nouveaux objectifs et de nouveaux critères : sociaux, humains, environnementaux. C'est ce que nous appelons le développement durable et solidaire. Il ne sert à rien d'opposer le développement des uns à celui des autres, comme le propose la mondialisation capitaliste, tant sur le plan social et économique qu'environnemental.

Dire tout cela, cela ne traite pas entièrement le problème posé par beaucoup, de la surconsom-

mation et du productivisme. Sur cette question, je crois qu'il faut faire preuve d'un peu de nuance. La surconsommation, y compris dans nos pays dits développés, n'est pas le fait de tout le monde, et certainement pas le fait de la majorité. Trop de besoins humains ne sont pas satisfaits pour qu'on pose la question en ces termes. Plus. La qualité des produits doit être accessible à tous, elle doit être une ambition qui touche l'ensemble de la production. Toute politique n'ayant pas en tête cette visée ne sera pas à la hauteur des défis écologiques et aggravera les stigmates d'une société à deux vitesses. En revanche, je crois nécessaire de poser la question de sens qui interroge sur la finalité de la production, sur son utilité, autant que sur son mode et sa qualité.

En réalité, la seule manière de garantir que ce qui se fait respecte l'homme – et donc également la nature –, la seule manière, en fait, de garantir l'intérêt général face aux intérêts particuliers et de court terme, c'est que partout les choix soient maîtrisés par les hommes et les femmes eux-mêmes et ne soient pas confisqués par quelques uns. C'est la démocratie.

Pour ce qui concerne les biens communs de l'humanité correspondant à des besoins fondamentaux des êtres humains, c'est le plus haut niveau de propriété commune qui doit être requis. Pour l'eau, pour l'énergie, ce doivent être des services publics, articulés entre eux qui doivent en assurer une gestion démocratique et permettre à la fois l'accès de tous aux mêmes droits et la préservation maximum de l'avenir. C'est trop important pour qu'on le laisse à la loi des marchands. Je pense également aux transports, nous voyons bien leur caractère stratégique pour le développement durable comme pour le droit fondamental des hommes et des femmes à se déplacer. Mais nous savons que les enjeux environnementaux, comme les enjeux sociaux sont partout. Et c'est pour cela qu'il faut travailler à de nouveaux types d'entreprises, dans lesquelles, les salariés, les usagers, les citoyennes et citoyens, les élus prennent part aux choix essentiels.

En somme, pour faire face, il y a besoin de dépasser le capitalisme, de transformer radicalement l'ordre existant et les rapports sociaux. Il y a urgence à y travailler fermement. Disant cela, je ne repousse pas aux calendes grecques le moment d'apporter les réponses aux défis de la planète. Bien au contraire. Je voudrais situer l'urgence d'engager des processus de transformation sociale audacieux. Et cela ne dispense pas de mener dans les conditions actuelles les combats nécessaires. Les deux sont indissociablement liés. Définir de nouvelles pratiques industrielles, fixer des objectifs écologiques à la production, développer la recherche, fournir un effort inédit pour le ferroutage...

Chers amis, chers camarades, ce ne sont pas de petites questions qui nous occupent. C'est sim-

plement la question essentielle que tout homme et toute femme se posent : quelle société, quel monde allons-nous laisser à nos enfants ? Quel avenir préparons-nous ? De plus en plus, ce n'est plus seulement de l'avenir que nous parlons, mais du présent. Il faut apporter les réponses nécessaires, vite et fort. L'aspiration à un développement durable et solidaire, à un développement responsable est grande. Elle doit se traduire concrètement par des actes et des choix politiques.

Je voudrais remercier Alain Hayot et l'ensemble de la commission environnement d'avoir organisé ce forum de réflexion. Je voudrais également remercier tous ceux et celles qui vont y participer. Je crois que dans cette période intense, nous avons besoin de poursuivre le débat politique de fond, de débattre de l'alternative progressiste qu'il faut opposer à la droite. La gauche se trouve face à des questions cruciales. Elle doit tirer les leçons de ses échecs passés. Elle doit en finir avec la politique du "moindre mal" et la résignation, elle ne doit pas s'accommoder du libéralisme qui peu à peu fabrique une société tribale, où la seule valeur qui pèse est l'argent. Elle doit proposer un vrai changement, ouvrir des horizons, répondre concrètement aux attentes. Ce sont des chemins de courage, qui conduisent à affronter l'adversité. Mais sans doute les seuls possibles, au regard des enjeux et les seuls valables au regard de la dignité humaine. Ce sont ces chemins là qu'il faut emprunter pour construire un co-développement durable et solidaire.

La garantie de cette gauche là, c'est que le peuple s'en mêle, c'est que les hommes et les femmes eux-mêmes en soient pleinement les acteurs. La politique n'est pas une affaire de spécialistes ! C'est pour cela que le débat de la gauche doit se faire sur la place publique. Nous avons vu, lors du dernier référendum, combien la dynamique populaire est puissante, combien elle est capable de faire bouger les rapports de force. Cette dynamique qui s'est exprimée, nous pensons qu'elle ne doit pas être sans lendemains, qu'elle doit se traduire au pouvoir dans une nouvelle manière de gouverner, et pour un projet qui change vraiment la vie. Changer la vie, voilà notre seul objectif.

C'est pourquoi, nous avons besoin de parcourir ensemble le champ des défis posés et des réponses à construire. Partout en France se tiennent des forums, des rencontres réunissant largement des hommes et des femmes pour bâtir ensemble un projet qui réponde enfin aux attentes et aux aspirations. Le 26 novembre prochain, nous tiendrons un grand forum national pour faire un point d'étape. Je vous invite à venir y porter votre pierre. Face à la pédagogie du renoncement et aux chantres de la résignation, il y a besoin de créer des espaces pour inventer, espérer, construire. C'est ce que nous nous efforçons de faire, pour que la gauche soit à la hauteur et pour que change vraiment la vie. Je vous remercie.

QUEL AVENIR POUR LA PLANÈTE: UN TERRIBLE CONSTAT

OUVERTURE: **Denis Cohen**

membre du Conseil national du PCF,
responsable de la commission **Développement durable**

En introduction à cette première table ronde, je voudrais tenter de dégager quatre idées.

La première, c'est le fait que nous sommes entrés dans une phase qualitativement nouvelle et que l'on ne peut en rester en l'état.

L'activité humaine fait désormais peser des menaces sur le climat au point de poser la question de la survie des espèces, y compris celle de l'espèce humaine.

Nous avons, durant les quarante dernières années, consommé plus d'énergie que celle accumulée depuis l'apparition de l'espèce humaine sur la planète.

L'eau se raréfie au point de mettre en cause les productions agricoles. La biodiversité diminue au rythme de 27 000 espèces qui disparaissent chaque année. À ce rythme, 20 % des trente millions d'espèces animales et végétales disparaîtront d'ici quelques décennies. C'est une vague d'extinction sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

L'accroissement des risques industriels, la dégradation du cadre de vie urbain et rural pèsent sur la vie quotidienne et la santé des populations. Les pollutions se multiplient au point de rendre l'air irrespirable dans les mégapoles et l'eau imbuvable dans les régions où se pratiquent l'élevage et l'agriculture intensifs.

L'activité humaine dépasse aujourd'hui les capacités de la planète à se régénérer sans pour autant avoir réduit les inégalités.

La simple énumération de quelques-unes des questions en débat montre qu'elles acquièrent des dimensions jamais égalées. Nous pouvons dire qu'elles sont devenues des enjeux de civilisation et appellent donc des réponses politiques.

Devant l'ampleur de ces questions, deux mots me viennent à l'esprit : responsabilité et urgence.

Urgence, pour ne pendre que l'exemple du climat car, comme l'indique l'association *Sauvons le climat*, l'aspect le plus inquiétant est l'inertie du système climatique. Les mesures prises pour réduire l'ampleur du changement climatique ne porteront leurs effets bénéfiques qu'après plusieurs décennies au cours desquelles la température continuera de s'accroître au même rythme que précédemment, sans espoir de retour en arrière avant des centaines d'années.

Autrement dit, si nous attendons de constater les conséquences néfastes du changement climatique pour agir, nous condamnons les générations futures à connaître un climat bien plus dégradé que celui qui nous a décidés à réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

La seconde idée, face à ce constat, est de travailler à l'intervention humaine sur ce champ, le besoin que la politique se réapproprie les questions d'écologie.

Nous sommes conscients des retards que nous avons pris. L'humilité nous oblige à reconnaître que d'autres que nous travaillent depuis longtemps, et souvent d'arrache-pied, sur ces questions. Non pas d'ailleurs que de nombreux communistes, de nombreux élus ne soient pas engagés avec sérieux sur ces questions, mais force est de constater qu'il existe un vide laissé par la politique. Vide qui nous interpelle, bien sûr, comme force politique mais aussi et peut-être surtout en tant que force communiste.

Les inégalités, les flux migratoires, les famines, les guerres, sont en effet autant de combats qui fondent l'identité communiste.

Or, la raréfaction des ressources naturelles, comme le pétrole, conduit à des tensions géopolitiques et des conflits régionaux. Les pénuries d'eau engendrent déjà de vives tensions entre États. Le Jourdain, par exemple, qui traverse le Liban, la Syrie, Israël et la Jordanie, donne lieu à des affrontements d'une grande âpreté. L'eau devient un bien de plus en plus rare. La quantité d'eau disponible par tête est passée de 12 900 m³ en 1970 à moins de 7 000 aujourd'hui et descendrait à 5 100 m³ en 2025.

Cela ne résulte pas seulement d'une inégale répartition des ressources naturelles.

L'inégalité en matière d'accès à l'eau – comme d'accès à l'énergie – est probablement le signe le plus criant de la fracture Nord-Sud. Aujourd'hui, 1,1 milliard d'êtres humains n'a pas accès à une eau salubre ; 1,6 milliard d'êtres humains n'a pas accès à l'énergie autrement que par le bois de chauffe.

La disparition accélérée de nombreuses espèces végétales et animales, sous la pression humaine, concerne directement l'agroalimentaire, la pharmacologie et sous-tend des enjeux vitaux pour l'humanité, la sécurité alimentaire, la santé...

Le réchauffement climatique est susceptible de devenir une cause majeure d'instabilité géopolitique à cause des pressions migratoires et des transferts d'activités qu'engendreront ses conséquences.

Lorsque l'on regarde ce qui vient de se passer aux États-Unis, comment ne pas se dire qu'il s'agit bien de questions de classe. Ce sont là des questions bien trop sérieuses et bien trop lourdes pour ne reposer que sur les Verts.

Sans doute certains aspects culturels pèsent sur notre engagement. Comme pour le féminisme, la hiérarchisation des terrains de lutte renvoyait à un "après" la réponse à ces questions.

Au-delà, n'avons-nous pas nous-mêmes accrédité l'idée, en parlant de "force de gauche et écologiste", que les partis de gauche n'avaient pas vocation à intégrer ces questions dans leur projet et leurs pratiques, que l'alliance avec ceux qui font de l'écologie un programme suffisait ?

La troisième idée est que ces questions sont un terrain de lutte et de rassemblement. Je pense même que, devant de tels enjeux, de nouveaux rassemblements sont possibles.

La situation rend caducs les traditionnels clivages, au demeurant stériles, entre partisans du progrès scientifique et technique et défenseurs de la nature. Des résistances se font jour contre la marchandisation du monde. Ce sont toutes les initiatives en faveur d'un "autre monde possible", forums sociaux, manifestations contre l'OMC, le G 8, la guerre d'Irak, mais aussi celle contre le démantèlement de la protection sociale, contre les marées noires... Celles-ci témoignent de la prise de conscience par les mouvements sociaux de l'étroite relation entre social et écologie, entre la reconstruction des instances internationales, l'annulation de la dette des pays en voie de développement ou émergents, la défense des services publics, l'instauration de droits nouveaux pour les salariés.

Bien sûr, le résultat de ces luttes n'est pas sans contradiction.

Ainsi, la notion de développement durable est souvent perçue par les milieux populaires comme le nouveau "cache sexe" de l'exploitation et de la domination capitaliste, mais l'engagement des multinationales, du gouvernement, même s'ils tentent de l'utiliser à des fins de communication, découle avant tout de ces luttes et rassemblements.

La meilleure façon de peser sur ces lignes de force n'est-elle pas de donner un contenu transformateur à cette notion pour en faire un des leviers du dépassement du capitalisme ?

Je crois que nous y contribuons déjà lorsque nous nous mobilisons pour une autre utilisation de l'argent, public ou privé, ou encore pour la transformation des institutions.

Nous y contribuons à travers la défense des services publics, à travers notre action pour les biens publics mondiaux que sont l'eau, la santé, l'éducation, l'énergie, les droits sociaux et humains.

Nous y contribuons également en recherchant, au travers de la construction de l'Europe des peuples et du progrès, un point d'appui pour faire prévaloir au niveau du continent un autre modèle de déve-

loppement, soucieux des hommes et de leur environnement.

Nous pouvons contribuer à faire grandir l'idée de ce que devrait être une politique agricole commune à 25, fondée sur la qualité et la diversité des productions.

Une politique énergétique basée sur l'indépendance énergétique de l'Union européenne, le respect des engagements de Kyoto, l'harmonisation des normes environnementales.

Une politique de transport favorisant le ferroviaire et les transports collectifs.

Une politique de recherche en général, environnementale en particulier.

Promouvoir les services publics pour répondre aux droits les plus fondamentaux.

Contrôler les multinationales notamment par des droits nouveaux pour les salariés et leurs organisations syndicales.

La quatrième idée est que la planète est déjà malade du capitalisme.

Une des forces du capitalisme a été de tout temps d'intégrer à son profit les nouveaux défis en ouvrant de nouveaux marchés dans une recherche constante de rentabilité maximale. Avec lui, tout devient marchandise, tout ce qui est humain, un coût.

Le chacun pour soi et la concurrence sont érigés en modèle. Il en est de l'environnement comme du reste. L'environnement est devenu un nouveau marché. Cette fuite en avant ne va faire qu'aggraver les inégalités. Le fossé entre les pays riches et les pays pauvres va s'approfondir et les inégalités dans les pays développés se creuser.

La recherche de rentabilité à court terme conduit à des déstructurations massives, des reculs sociaux qui handicapent les possibilités de développement et invitent à de nouveaux reculs, à de nouvelles impasses pour préserver coûte que coûte les possibilités de profits financiers à court terme. Le capitalisme tente d'utiliser à ses fins une mondialisation à laquelle il s'efforce de donner un contenu conforme à ses besoins. Comment par exemple analyser les permis de polluer qui, tout en visant à réduire les rejets de gaz à effet de serre, marchandisent l'atmosphère ?

On pollue et on épuise toujours davantage, au point maintenant de dépasser les capacités d'auto-régulation et de régénération de la planète.

Cet élément pose d'une façon nouvelle à la fois :

- la crise du capitalisme et sa mise en accusation ;
- le besoin de réponses communistes aux enjeux de civilisation et nos efforts de créativité pour y répondre.

Après ces deux remarquables introductions de Marie-George Buffet et de Denis Cohen, je vais parler du diagnostic environnemental, mais d'abord je voudrais remercier le PCF de son invitation et de cette initiative qui me paraît tout à fait heureuse et bienvenue.

Rarement, dans la communauté scientifique, il y a eu une telle unanimité concernant les phénomènes actuels de l'environnement. Les biologistes sont d'accord sur la disparition des espèces vivantes. Denis Cohen en a parlé, mais sait-on qu'aujourd'hui même, il y en a 80 qui ont disparu. Il y en aura probablement une trentaine de mille qui vont disparaître cette année. Nous sommes au cœur de la sixième grande extinction dans l'histoire de la planète. Sur quatre milliards et demi d'années, il y a eu cinq grandes extinctions où jusqu'à 90-95% des espèces ont disparu. Tout le monde connaît la cinquième qui a provoqué la disparition des dinosaures suite à la chute d'une météorite dans le golfe du Yucatan. Maintenant, nous sommes en plein dans la sixième extinction, mais nous sommes à la fois la météorite et les dinosaures, l'espèce humaine est la cause de cette grande extinction.

La prédation marine est un phénomène connu : pour la pêche à la morue, on a récolté 800 000 tonnes en 1980 et en 2000, zéro tonne. On déverse aujourd'hui 150 millions de tonnes d'engrais dans la mer et les cours d'eau, c'est-à-dire 10 fois plus qu'en 1950. Ces engrais polluent et tuent les espèces marines.

L'unanimité scientifique règne aussi sur la question du changement climatique. Les Nations unies ont mis sur pied depuis de longues années l'International Panel on Climate Change (Panel international sur le changement climatique) composé de quelque 1 600 scientifiques, qui sont tous d'accord sur le diagnostic et, comme le disait le scientifique principal auprès du gouvernement britannique, le changement climatique est une menace bien plus grave pour l'humanité que le terrorisme.

Des scientifiques de nombreux pays, réunis par le gouvernement britannique à Exeter au mois de février dernier, ont déclaré que nous avons dix ans, seulement dix ans pour changer de cap, sinon ce sera l'irréversible. Le permafrost en Sibérie commence à fondre, or il retient des millions et des millions de tonnes de méthane, gaz à effet de serre vingt fois plus puissant que le CO₂. Il est en train de fondre et va lâcher tout ce méthane dans l'atmosphère.

Les "rétroactions positives" ou "feedbacks", mécanismes qui renforcent le réchauffement de la planète, sont difficiles à mesurer, mais nous savons qu'elles sont en marche et peuvent amplifier les phénomènes délétères. Les climatologues nous ont dit, il y a déjà dix ou quinze ans, de regarder à ce

propos deux grandes zones géographiques particulièrement sensibles : l'Arctique et le golfe du Mexique. Pour l'Arctique, c'est évident : tout le monde peut constater la fonte des glaciers; la fonte du permafrost en Sibérie participe au même phénomène. Pour le golfe du Mexique, ce sont les cyclones qui augmentent en nombre et en sévérité ; Katrina n'est qu'un exemple particulièrement meurtrier et pourtant, aux États-Unis, tout le monde semble considérer le cyclone Katrina comme un phénomène isolé, sans se rendre compte que George Bush est non seulement un criminel social et un criminel de guerre, mais un criminel environnemental.

Les Nations unies ont également réuni 1 300 scientifiques pour mesurer l'état de 24 écosystèmes de la planète. L'originalité de cette étude a été d'apprécier ces systèmes en termes de services qu'ils seraient capables de rendre à l'humanité (par exemple poisson, céréales, plantes médicamenteuses, fibres, pâturages, bois...). Ces savants ont conclu que 5 de ces écosystèmes étaient stables, que 15 étaient en déclin parfois grave et que 4 seulement avaient un peu de marge pour se développer. Cela signifie que ces écosystèmes sont hors d'état de rendre des services aux humains et, comme nous sommes 6 milliards 600 millions d'habitants sur la planète, il faut reconnaître que des millions de personnes seront condamnées à disparaître si rien ne change. Les hommes ont le plus grand mal à admettre que les civilisations sont mortelles et la plupart de celles qui nous ont précédé sont mortes d'avoir mal prévu leur consommation de ressources et leur exploitation de leur écosystème.

Je demande que l'on se pose la question suivante : n'est-il pas possible que toutes les questions politiques et sociales dont nous nous occupons quotidiennement, vous comme moi, que toutes ces pré-occupations sont vraiment totalement secondaires à côté de notre sujet de ce soir ? Personnellement, j'en suis de plus en plus convaincue. Nous vivons collectivement "à côté de la plaque". Autrement dit, il faut se poser de toute urgence la question, qui peut agir ? Et comment ?

Les personnes individuelles peuvent bien sûr agir ; on nous abreuve d'ailleurs souvent de listes de choses que nous devrions faire pour être de parfaits citoyens écologistes. Je ne néglige en aucune manière ce genre de recommandation, le besoin d'éducation pour l'environnement et la nécessité d'actions individuelles, mais même si 10 ou 15 ou 20 % des citoyens du monde entier commencent à vivre demain de manière absolument écologique, ça ne suffirait pas, parce que la consommation industrielle et gouvernementale dépasse de très loin la consommation individuelle, c'est donc à un autre niveau qu'il faut agir.

La constitution européenne à laquelle nous avons échappé était un modèle de ce qu'il ne faut pas faire en matière écologique. J'y reviendrai si nous avons le temps dans la discussion, parce que je crois que quand on se pose la question : qui peut agir ?, il faut se poser simultanément la question géopolitique : qui va agir ? Les États-Unis ? C'est hélas évident que non ; ils n'ont même pas ratifié le protocole de Kyoto et aucune mesure écologique sérieuse ne sera prise par les américains dans les 3 ou 4 prochaines années et probablement au-delà.

Notons même une chose très bizarre qui joue dans ce sens. Les fondamentalistes chrétiens aux États-Unis, qui sont entre 70 et 100 millions, ont une croyance profonde dans le fait que plus la dégradation écologique continue, plus vite le Christ va revenir. Non, je ne plaisante pas, c'est très sérieux, il existe des publications tout à fait sérieuses à ce sujet. Pour ces croyants, seul Dieu peut intervenir et s'il n'intervient pas, c'est qu'il sait ce qu'il fait. Le monde naturel matériellement ne peut pas être sauvé, Dieu a donné à l'homme la nature pour qu'il l'exploite (voir le livre de la Genèse, dont ces gens font une lecture littérale). Consommons donc tout ce que nous voulons maintenant, parce que c'est bien, parce que ça va hâter le retour du Christ sur terre et de toute façon, nous les croyants nous allons être sauvés et nous pourrons regarder de là-haut brûler les mécréants. Bref, jusqu'à 100 millions de personnes croient à ce genre de sornettes aux États-Unis. Cela signifie que rien ne sera fait au niveau américain.

D'autre part, l'idéologie néolibérale encourage le mépris pour les pauvres et il n'est pas étonnant que Bush n'ait rien fait au moment de Katrina jusqu'à ce que l'opinion publique l'y oblige. Il ne reconnaîtra jamais que ce genre de phénomène est lié au réchauffement de la planète causé par les activités humaines. Le capitalisme est un système qui ne peut reconnaître que l'intérêt à court terme.

Christian Ngô

délégué général d'*Écrin*, conseiller scientifique du haut commissaire du CEA

Je m'occupe de l'association *Écrin* dont l'objectif est de rapprocher la recherche de l'industrie. C'est un lieu neutre, où l'on essaie de créer de l'innovation et des emplois. Pour mon intervention, j'aurais voulu me concentrer sur le problème de l'énergie, parce que cette dernière est essentielle à la vie et au développement économique. Or, le monde est actuellement dominé par l'utilisation des combustibles fossiles (pétrole, charbon et gaz) qui représentent pratiquement 85% de l'énergie primaire commerciale. Ils sont en particulier largement utilisés dans les pays développés. Nous leur devons notre niveau de vie, mais leur utilisation massive conduit à des dégradations de l'environnement, notamment par l'émission de gaz à effet de serre. Pour donner quelques ordres de grandeur de notre

J'ai déjà dépassé mon temps, mais je vous demande une minute de plus. La Chine et l'Inde ne vont pas agir non plus à l'échelle qu'il faudrait et se préoccupent avant tout de leur "développement", qui est synonyme de leur possibilité d'exploiter les ressources naturelles, généraliser l'usage de la voiture, etc... Je ne développe pas ce point, mais je crois que c'est assez évident. À mon avis, cela laisse l'Europe. Ce sont les citoyens européens qui doivent obliger l'Europe à agir en faveur de l'environnement et soyez-en certains, sans la pression des citoyens, elle ne le fera pas non plus. Même certaines entreprises sont prêtes à agir, récemment il y a eu en Angleterre, un congrès de l'industrie de la construction qui a mis en avant toutes les solutions écologiques prêtes à fonctionner.

Par exemple, l'air conditionné pourrait ne consommer que 5% de l'énergie qu'il consomme actuellement, des systèmes d'éclairage, des systèmes de chauffage, etc. pourraient devenir parfaitement efficaces et économes. Mais il faudrait pour cela que le gouvernement exige que tout le monde applique les mêmes normes. Or le gouvernement britannique, les blairistes considèrent que c'est au marché de s'occuper de tout cela. Il est tout de même curieux de voir des entrepreneurs qui demandent des normes pour que tout le monde soit à la même enseigne en termes de concurrence – avec un gouvernement qui ne sait qu'invoquer le marché. C'est ainsi que l'Europe va agir aussi dans la mesure où nous n'exigeons pas une attitude écologiquement responsable. Il faut de la régulation gouvernementale en attendant cet autre monde que Marie-George et Denis ont mis en avant et auquel tout le monde aspire. Faisons donc en attendant de grandes alliances de citoyens pour obliger nos gouvernements et l'Union européenne à réguler, à exiger et à mettre en place des normes extrêmement draconiennes pour sauver la planète. Le leadership viendra de l'Europe ou il ne viendra pas. Je vous remercie.

voracité énergétique, rappelons qu'un être humain a besoin d'environ 3 kWh de nourriture par jour. Ce qui est le plus coûteux en énergie chez l'être humain, c'est lorsqu'une femme conçoit un enfant ; cela dure 9 mois et demande un supplément de l'ordre de 90 kWh. Ramenés à notre civilisation, 90 kWh est l'énergie contenue dans 9 litres d'essence, ce qui permet de faire environ 100 km en voiture. Notre civilisation a d'énormes besoins en énergie. Si l'on ramène l'énergie consommée dans notre pays à chaque Français, cela correspond à environ 150 kWh par jour et ceci ne tient pas compte de l'énergie consommée dans les pays étrangers, comme la Chine, pour fabriquer des objets manufacturés que nous utilisons en France. Notre consommation énergétique est donc considérable.

Par ailleurs, il y a 2,8 milliards d'habitants, soit pratiquement la moitié de population mondiale, qui vivent avec moins de 2\$ par jour. S'ils utilisent l'énergie solaire photovoltaïque, il leur en coûte 1,5\$ par kWh, ce qui est une somme considérable. L'utilisation des combustibles fossiles, qui ont fait et font notre richesse, a aussi un impact négatif sur l'environnement en émettant des gaz qui contribuent à accroître l'effet de serre. De plus, ces ressources sont en quantité finie sur la planète. Dans le principe, le pétrole est une énergie renouvelable et la nature fabrique du pétrole en ce moment mais à une échelle de temps bien supérieure à la nôtre. Pour donner un ordre de grandeur, si la consommation annuelle d'électricité de la France, qui est d'environ 450 TWh, était de l'énergie solaire, la nature ne fabriquerait qu'environ 45 litres de pétrole à partir de celle-ci et il faudrait une quantité de biomasse considérable. Le rendement est extrêmement faible et il a fallu des centaines de millions d'années à la nature pour fabriquer les réserves de pétrole que nous allons consommer en 2 siècles. Pendant des années, tout se passait comme si nous avions un robinet qu'il suffisait d'ouvrir un peu plus quand nous voulions plus de pétrole. Malheureusement, nous allons bientôt atteindre le moment où ce robinet va être ouvert au maximum et il se refermera peu à peu.

Quand va-t-on atteindre ce pic de production du pétrole conventionnel ? Dans moins de dix ans pour les pessimistes, dans trente à quarante ans pour les optimistes. C'est-à-dire demain. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de pétrole dans 50 ans ou dans 100 ans. Dans 100 ans, il y en aura encore, mais son prix ne sera pas le même qu'aujourd'hui. On exploitera des pétroles non conventionnels (extra lourds, sables asphaltiques, schistes bitumineux...). En 2050, la production de pétrole sera sans doute du même ordre de grandeur que maintenant alors que les besoins de la planète seront deux à trois fois supérieurs. Cela signifie qu'il y aura un déficit d'énergie et les cinquante prochaines années seront difficiles à passer pour l'humanité en matière énergétique.

Si l'on évalue grossièrement ce déficit en énergie, il devrait représenter à peu près 20% des besoins totaux. Les énergies renouvelables et le nucléaire ne pourront pas le compenser si bien qu'il va nous falloir évoluer dans la manière dont nous utilisons l'énergie. Le prix croissant de l'énergie fera certes diminuer la consommation, mais il va falloir trouver des solutions complémentaires pour consommer encore moins, tout en conservant notre niveau de vie et pour que les pays en voie de développement augmentent le leur.

La planète consomme actuellement à peu près 10 milliards de tep (tonne équivalent pétrole) par an d'énergie primaire. Sur ces 10 Gtep, 4 sont perdus avant d'obtenir une énergie finale utilisable par le consommateur (électricité, chaleur, carburant

pour les transports). Cela provient des rendements de conversion et des lois de la physique. Il ne reste donc pour le consommateur que 6 Gtep d'énergie utilisable. Sur ces 6 Gtep, 1 Gtep sont de l'électricité, 2 Gtep sont utilisés dans les transports et 3 Gtep sont de la chaleur. Tout le monde se focalise sur l'électricité, mais c'est le problème le plus facile à résoudre : on peut en produire à partir de multiples sources (combustibles fossiles, nucléaire, énergies renouvelables) et les technologies sont relativement bien maîtrisées.

La production de chaleur, qui représente une quantité d'énergie trois fois supérieure à celle de l'électricité, fait encore l'objet de nombreux gaspillages que l'on pourrait très certainement réduire grâce à la technologie et l'éducation. Par exemple, pourquoi n'utilise-t-on pas plus le solaire thermique en France pour fabriquer de l'eau chaude, ce qui permettrait d'économiser du pétrole ou de l'électricité ? L'utilisation de pompes à chaleur permettrait aussi de récupérer des calories des sources à basse température pour produire de la chaleur utilisable par le consommateur. En effet, une pompe à chaleur se comporte comme un amplificateur d'énergie puisqu'en consommant 1 kWh d'électricité elle peut produire 3 à 4 kWh de chaleur.

Le problème le plus difficile à résoudre est celui des transports qui correspond à une consommation deux fois supérieure à celle de l'électricité à l'échelle mondiale. Ils sont dominés par les transports terrestres. Ce problème est très difficile car ils dépendent pour 98% du pétrole. Comment vont évoluer les transports ? Des progrès constants sont faits dans les moteurs à combustion interne et permettent de fortement diminuer la consommation de carburant. Mais on va très certainement assister au développement de véhicules hybrides, dans lesquels on aura à la fois des batteries (dont les versions futures pourront se recharger sur le réseau électrique) associées à des moteurs électriques, et un moteur à combustion interne comme nous avons actuellement. Ils consommeront peu de carburant, et permettront de diminuer fortement la consommation de pétrole ainsi que les émissions de gaz à effet de serre.

Les biocarburants contribueront aussi à diminuer notre dépendance au pétrole même s'ils ne pourront pas remplacer ce dernier. Ils pourraient, dans les décennies qui viennent, fournir jusqu'à 20% de l'énergie nécessaire aux transports.

Si la technologie est importante, elle n'est pas suffisante. Pour les transports du particulier qui se rend à son travail, la solution n'est ni exclusivement la voiture, ni exclusivement les transports en commun mais, pour beaucoup, une solution hybride combinant les deux. Tout le monde n'habite pas près d'une gare, or si vous prenez votre voiture, il est souvent difficile, voire impossible, de se garer près de celle-ci. Il s'agit là d'un simple problème d'organisation qui pourrait être résolu au prix de

faibles investissements puisque souvent il existe des terrains aux abords des gares susceptibles d'être utilisés pour bâtir des parkings. Il faut donner la possibilité aux gens de pouvoir se garer gratuitement dans les gares pour qu'ils puissent utiliser les transports en communs, tout en dédommageant, par le biais de l'État ou de la Région, la commune qui les accueille.

Gérard Durand porte parole de la Confédération paysanne

Je vais être un petit peu plus sur le domaine agricole. En effet, quand on parle d'agriculture, on est obligé d'apporter quelques chiffres. Nous sommes plus de 6,3 milliards d'habitants sur cette planète, et sur les 3 milliards d'actifs, 1,3 milliard sont des actifs agricoles. Il faut savoir que pour ces 1,3 milliard d'actifs, il n'y a que 25% des paysans qui travaillent, soit avec une traction animale, soit avec une traction motorisée (25 millions de tracteurs), donc 75% des paysans ne travaillent qu'avec "l'huile de coude". La population active agricole, c'est 1% en Angleterre, 3% en France et 50% dans les pays les moins avancés comme en Afrique, le Burkina Faso, le Mali, ou en Asie, l'Indonésie.

Les écarts de productivité sont énormes entre les exploitations. En France, un travailleur peut produire 100 hectares à 100 quintaux, soit 10 000 quintaux alors qu'un producteur malien qui ne travaille qu'avec sa pioche, quand il a produit 10 quintaux, il a bien travaillé. C'est important ; il faut aussi savoir que 850 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, dont une grande majorité sont des ruraux, des paysans. Donc, quand on veut parler de développement et d'alimentation, on est obligé de parler d'agriculture et de tenir compte de tout cela.

Bien sûr le productivisme, en agriculture, est au centre de notre bagarre depuis 30 ans au sein de la Confédération paysanne. Les crises sanitaires, les crises écologiques, nous ne faisons que les dénoncer, Suzan George en a parlé, je ne vais pas y revenir. C'est vrai qu'à l'heure actuelle on en parle un petit peu plus. À cause des problèmes de ressources en eau qui se sont posés cette année, nous avons forcément posé le doigt là où ça fait mal, c'est-à-dire la remise en cause des systèmes de production (monoculture du maïs et du blé).

Le système productiviste en Europe et au niveau mondial pousse à une spécialisation, à une territorialisation des productions. Au niveau du Sud, certes, il y a des avantages comparatifs pour certains pays, mais il faut savoir que compte tenu du climat, ces productions ne peuvent être qu'éphémères. L'exemple typique est le Brésil, dans ce pays, on défriche la forêt amazonienne pour faire du soja, mais cela ne peut durer que trois ou quatre ans, parce que les terres se lessivent sous les effets du climat tropical (pluies diluviennes et soleil de

Les cinquante prochaines années seront difficiles en matière énergétique. Aussi, serait-il absurde d'opposer les sources d'énergies les unes aux autres car, même en les utilisant toutes, nous risquons de ne pas en avoir assez d'énergie pour satisfaire nos besoins. Il va nous falloir penser à utiliser l'énergie de manière différente et pour cela la recherche, la technologie et l'éducation sont essentielles.

plomb) ensuite on plante de l'herbe avec des bœufs dessus mais, là encore, au bout de 7 ou 8 ans il n'y a plus rien, l'herbe disparaît et se trouve remplacée par de la savane. C'est ce système qui permet au Brésil d'exporter du soja pas cher et des bœufs à faible coût vers l'Europe.

Que nous enseigne cette émergence du Brésil comme pays agricole hyper productiviste ?

On ne peut plus maintenant parler de la classique opposition Nord-Sud, soit les pays riches du Nord contre les pays pauvres du Sud, car avec des pays émergents comme le Brésil, l'Afrique du Sud ou la Thaïlande, s'ajoute désormais une opposition Sud-Sud. En termes plus clairs, ces pays émergents profitent de leurs avantages comparatifs, c'est-à-dire qu'ils bénéficient de conditions agro-climatiques comme une heureuse alliance entre pluies et soleil sur des surfaces immenses. S'y ajoute le dumping social comme le très bas coût de la main d'œuvre et l'absence de couverture sociale digne de ce nom. Résultat de cette politique : de façon massive, les agricultures vivrières sont menacées, voire tuées parce que les prix agricoles mondiaux sont tirés vers le bas puisqu'ils s'alignent sur les très faibles coûts de production de ces pays dit compétitifs. N'oublions pas de dire que cette fracture nouvelle entre les pays du sud n'enlève aucunement la pertinence de l'opposition Nord-Sud. Les pays du Nord, en subventionnant leurs exportations agricoles, contribuent à cette politique meurtrière des paysanneries du Sud. En fait, on est en train de passer progressivement d'un système d'opposition entre le Nord et le Sud traditionnel, à un système qui oppose des modes de développement, c'est-à-dire, un système de développement agro-industriel, agro-exportateur contre un système de production paysanne, vivrière.

Tout cela est renforcé par la politique agricole commune et les négociations internationales à l'OMC qui n'ont qu'un seul objectif : mettre en concurrence en multipliant les échanges pour soi-disant multiplier les richesses. Pour nous, c'est la volonté de rémunérer l'ensemble des paysans à un prix le plus bas possible. Jamais les consommateurs ne verront leur kilo de sucre ou leur litre de lait baisser. Seuls les actionnaires des firmes transnationales en bénéficient, aucunement les consommateurs ou les producteurs.

L'enjeu pour demain se trouve bien là : comment allons-nous nourrir 9 milliards d'habitants ? Comment allons-nous les nourrir sur une planète qui se réchauffe, avec des systèmes qui soient soutenables et avec les problèmes qui se posent déjà à l'heure actuelle, les ressources en eau, les ressources énergétiques, mais aussi les problèmes d'érosion des sols, parce là aussi, il y a un vrai problème.

Nous en tant que Confédération paysanne, en tant que coordination paysanne européenne et en tant que Via Campesina, nous avons des propositions à faire. Nous nous bagarrons pour que la sécurité alimentaire soit un droit reconnu universellement mais pour qu'il soit aussi réellement appliqué. Pour nous, la sécurité alimentaire est associée à la souveraineté alimentaire. Il s'agit bien de permettre à tous les pays de pouvoir choisir ce qu'ils veulent comme agriculture, combien de paysans ils veulent, et choisir ce qu'ils veulent manger. C'est le droit de se protéger aux frontières, le droit d'avoir une organisation et une régulation de leurs productions agricoles dans chaque pays, c'est-à-dire l'anti-thèse ce que nous propose la libéralisation voulue par l'OMC.

À plus court terme, il y a des choix à faire. La politique agricole commune a été votée en 2003 au niveau de Bruxelles dans une optique très libérale, mais le gouvernement français avait toutefois la possibilité d'appliquer cette réforme de façon à promouvoir un autre système de développement qui aurait pu préserver à la fois le maintien des paysans, une production et un environnement de qualité.

Ce système de développement que nous voulons, nous l'appelons "agriculture paysanne", nous avons un slogan "produire, employer, préserver" ; quand on dit produire, c'est vouloir assurer la sécurité alimentaire dans ses trois dimensions : quantité, qualité et sanitaire ; le deuxième terme, "employer", recouvre le maintien d'un maximum de paysans sur tout le territoire car c'est la condition incontournable pour obtenir cette sécurité alimentaire que l'on vient de déclinier. Quant au troisième terme, celui de "préserver", il signifie la nécessité de pratiques agricoles soucieuses de l'environnement et d'une agriculture durable. Ce mode paysan de développement est le seul moyen de sauvegarder ce qui peut encore l'être, soit les 500 000 exploitations agricoles, une alimentation saine, une occupation de territoire gage de dynamisme rural. C'est le seul moyen de lutter contre les projections libérales actuelles qui nous conduisent tous à la catastrophe : soit dans moins d'une décennie, 1 000 000 exploitations productivistes avec des pratiques agro-industrielles et agro-chimiques qui nous conduiront forcément à une alimentation dangereuse qualitativement et sanitaire, ainsi qu'à une dégradation de l'environnement ; cela nous conduira aussi à une désertification du territoire

car seules les terres labourables seront cultivées. En d'autres termes, fini le bocage et l'agriculture de montagne, place au modèle agricole du Bassin parisien.

Le deuxième point sur lequel nous voulions intervenir, c'est celui des choix énergétiques. Nous sommes pour une relocalisation des productions. Tout le monde connaît l'exemple des frites consommées à Bruges : les pommes de terre sont produites dans le nord de la France, puis transportées en Italie pour être découpées en frites ou en chips et enfin elles sont expédiées à Bruges.

Inutile d'insister sur le caractère catastrophique du bilan énergétique et environnemental.

Il faut aussi parler de la désaisonnabilité des productions à travers un autre exemple : Soldive est une grosse entreprise qui a des exploitations en Guadeloupe, au Maroc et en Espagne. Cela lui permet d'approvisionner en melon les étals à longueur d'année. Est-ce une solution en termes de transport ?

Autre point, les biocarburants. Il faudrait pouvoir les développer, mais pas selon le modèle Villepin qui est aussi celui du syndicalisme agricole majoritaire ; leur choix de privilégier le bioéthanol, loin de respecter l'environnement renoue en réalité avec leur logique agro-industrielle, elle permet de trouver des nouveaux débouchés à la monoculture du maïs irrigué. Nous ne pouvons qu'être en désaccord avec ce choix pour deux raisons : d'une part, la valeur ajoutée va encore une fois échapper à la majorité des paysans qui ne sont pas dans ce modèle, et d'autre part, le bilan énergétique des bioéthanol est très faible.

Nous sommes davantage pour les huiles végétales dures produites à partir des tournesols ou des colzas. Celles-ci permettent en effet de conserver la valeur ajoutée aux paysans car elles se contentent d'une filière artisanale, contrairement au bioéthanol, qui lui requiert une filière industrielle lourde. Elles ont par ailleurs un rendement énergétique plusieurs fois supérieur au bioéthanol. La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 autorise bien l'utilisation de ces huiles, mais elle en limite l'usage aux activités agricoles, et au sein de celles-ci aux seuls tracteurs. Nous revendiquons qu'elles soient utilisées plus largement dans le milieu rural notamment pour tous les services publics dont le milieu rural à besoin, c'est-à-dire La Poste, c'est-à-dire les infirmières, c'est-à-dire peut-être les médecins aussi. Ces huiles végétales ne doivent pas être réservées à l'agriculture, mais elle doivent aussi servir à la vie des territoires, à partir de micro-projets projets.

Bilan des courses, on revient toujours à la case départ : qu'il s'agisse de commerce agricole international ou de filière bio-énergétique, nous retrouvons toujours l'opposition entre le système agro-industriel et le modèle d'agriculture paysanne et vivrière.

Yves Dimicoli, membre du Conseil national du PCF, président de la commission **Politique économique et sociale**

Le constat, aussi terrible soit-il, ne doit pas conduire à la paralysie de l'action avec la prophétie du chaos, mais à le prévenir en appelant à la mobilisation la plus large pour un changement de logique. Encore faut-il éclairer sur le fond de cette logique prédominante. Je veux à ce propos souligner deux enjeux importants.

1. Dans les processus en cours, il y a des ambivalences. Certes, le monde encoure de graves périls et on voit l'ampleur des gâchis humains, environnementaux, matériels et financiers engendrés par une utilisation des progrès technologiques telle qu'ils se retournent en risques de barbarie contre l'humanité. Mais il y a aussi de formidables promesses avec l'émergence de nouveaux domaines, l'apparition de potentiels de productivité nouvelle colossaux qui, utilisés autrement, permettraient de frayer les voies d'une autre civilisation. Gardons-nous de toute vision unilatérale qui pourrait nous faire sombrer dans un pessimisme historique noir. Il y a une lutte dans les ambivalences de la situation. Et cela exige d'intervenir pour conjurer les périls, faire reculer les facteurs de risque, promouvoir une maîtrise sociale nouvelle, du local au mondial, sur les potentiels de progrès.

2. Tous ces processus ambivalents sont dominés par la logique de rentabilité financière et le marché financier. Ce totalitarisme de la finance exprime et accompagne l'impératif de rendre le maximum d'argent aux actionnaires. Cela renvoie à l'irresponsabilité sociale, territoriale, environnementale, nationale, européenne et mondiale des grandes entreprises qui cherchent à répondre, pour la rentabilité financière, aux formidables défis de la révolution informationnelle. Cela engendre un extraordinaire gâchis de ressources financières, le rejet dans le chômage et le sous-emploi de centaines de millions d'êtres humains,

Claude Aury, Mouvement national de lutte pour l'environnement

Depuis plusieurs années notre mouvement lance l'idée qu'il convient de sortir de l'âge des énergies fossiles et les propos de Suzan George ne font que me convaincre que le mot d'ordre est juste. L'intervention du représentant de la Confédération paysanne pose un problème, à mon avis, fondamental, celui du développement local. C'est sans doute le niveau où les citoyens peuvent intervenir le plus directement, Envisager un développement local ne signifie pas bannir toutes les décisions politiques qui peuvent être prises à l'échelon supérieur, y compris à l'échelon européen. Mais en matière de transport, d'énergie, d'agriculture l'appréhension locale permet l'émergence de solutions adaptées.

N'oublions pas que l'agriculture ne produit pas que des aliments mais aussi des fibres et peut être sollicitée pour produire de l'énergie, même si les chiffres que donne l'ADEME sont modestes. Il semble que la production d'huile végétale sur une superficie équivalente à ce qui est actuellement mis en jachère pourrait suffire

une insécurité sociale et environnementale grandissante. En 2003, les grandes entreprises du CAC-40 ont réalisé 35 milliards d'euro de profits. En 2004 cela a atteint 60 milliards d'euro. Pour le seul premier semestre 2005 on comptabilise déjà 40 milliards de profits et 22 milliards d'euro reversés en dividendes. Au-delà des seuls profits, il faut voir la totalité des ressources mises chaque année à la disposition des entreprises non financières incluant aussi les fonds publics distribués et les emprunts réalisés auprès des banques et sur les marchés. Depuis le début des années 2000, cela représente en moyenne, selon les comptes de la Nation, l'équivalent de deux fois le budget total de l'Etat. Et plus de la moitié de cette manne sert à payer des dividendes aux actionnaires, des intérêts aux créanciers et à faire des placements financiers. Il y a donc une logique qui pousse à une utilisation de toutes les ressources matérielles, financières, naturelles et humaines par les grandes entreprises pour augmenter encore et toujours plus la rentabilité financière des capitaux, contre les besoins de sécurisation et de développement de toutes les populations et au détriment de la qualité de leur niche écologique, la Terre. C'est cette logique qui s'oppose aux besoins de révolution énergétique, de révolution écologique et conduit à traiter de la pire des façons les défis de la révolution démographique. C'est d'elle qu'il faut chercher à s'émanciper en visant une ambition historique de dépassement progressif du capitalisme. Cela pose la nécessité d'une réorientation des politiques d'Etat et de leurs unions. C'est particulièrement vrai s'agissant de l'Union européenne et du rôle qu'y joue la Banque centrale européenne. Mais cela pose, inséparablement, la nécessité d'une tout autre gestion des entreprises. L'enjeu est bien de les soumettre progressivement, par la conquête de pouvoirs nouveaux d'intervention des salariés, des citoyens et des élus, comme par l'avancée de critères d'efficacité sociale, alternatifs à ceux de la rentabilité financière, à de nouveaux buts sociaux de sécurisation et de promotion des salariés, des populations et de leur environnement.

pour faire tourner les tracteurs de l'exploitation. C'est à la fois peu et beaucoup dans la mesure où certains agriculteurs pourraient devenir autonomes au plan énergétique et moins consommateurs d'énergie fossile. Concernant, les transports, il est nécessaire de réfléchir à la politique du logement. Actuellement les salariés des entreprises sont rejetés, c'est particulièrement vrai en région parisienne, de plus en plus loin de leurs entreprises ce qui augmente considérablement la durée et la longueur des trajets domicile-travail. S'il n'y a pas une maîtrise foncière pour réduire ces distances, pour cesser de rejeter les salariés toujours plus loin, on ne trouvera pas de solution satisfaisante, on ne réduira pas les émissions de gaz à effet de serre dues à ces déplacements. Ce ne sont pas les véhicules hybrides qui vont permettre de modifier considérablement la donne.

Les productions industrielles ont été modifiées, l'approvisionnement et la distribution aussi. Si on ne prend pas en compte les besoins de logistique nouvelle des entreprises, on va laisser les entreprises externaliser leur logistique et l'externaliser "naturellement" au routier, qui est grand consommateur d'énergie fossile.

CROISSANCE, DÉCROISSANCE OU NOUVEAU TYPE DE DÉVELOPPEMENT

OUVERTURE: **Alain Hayot**

membre du Comité exécutif national du PCF

en charge de l'**Écologie** et du **Développement durable**

Le Parti communiste est au début d'un véritable chantier de réflexion, d'écoute, d'élaboration et d'intégration des enjeux écologiques dans ce qui fait sa raison d'être : un parti de la transformation sociale et du dépassement des rapports capitalistes d'exploitation, de domination et d'aliénation dans un processus d'émancipation des femmes, des hommes et des peuples de notre planète.

À l'origine de cette prise de conscience, il y a le terrible constat dont la première table ronde vient de tracer les contours et qui se résume à une hypothèse grossière mais qui parle d'elle-même : il faudrait 4 à 5 planètes si toute la population mondiale produisait et consommait sur le même modèle que l'actuel monde dit développé. Mais il ne s'agit pas seulement d'un constat quantitatif. En effet, la croissance actuelle génère autant de dégâts sociaux qu'environnementaux. C'est ce que ne voit pas le programme actuel dit de "développement durable et soutenable" des Nations unies qui veut s'appuyer sur "une croissance vigoureuse socialement et environnementalement soutenable" sans mettre en cause le type et le contenu de cette croissance.

Dans le premier chapitre du *Capital* (qu'apparemment beaucoup d'entre nous relisent par les temps qui courent), Marx nous démontre que la croissance matérielle, sa valeur se rapporte non à son usage mais aux rapports sociaux qui déterminent la production et la circulation de la marchandise et il a cette phrase prémonitoire : "À une masse croissante de la richesse matérielle peut correspondre un décroissement simultané de sa valeur".

Or, penser comme M. Bush que "la croissance est la solution et non le problème", c'est ne pas voir que le modèle de croissance actuel, capitaliste dans sa phase mondialisée non seulement ne réduit pas la pauvreté mais l'aggrave considérablement.

En 40 ans, malgré une croissance considérable de la richesse produite dans le monde, les inégalités ont explosé : l'écart entre les plus pauvres et les plus riches était de 1 à 30 en 1960, il est aujourd'hui de 1 à 80.

Dans le même temps, les dégâts environnementaux ont atteint des seuils que nous savons et contrairement à une idée reçue ce sont les plus pauvres au Sud comme au Nord qui subissent cette dégradation du rapport à notre environnement naturel. Du "cauchemar de Darwin" à la Louisiane, les similitudes sont impressionnantes.

Le productivisme débridé que nous subissons est modelé par un capitalisme mondialisé qui conjuge

parfaitement croissance, inégalités sociales et mise en cause de notre écosystème.

C'est pourquoi si nous avons pris du retard à prendre la mesure du problème, nous sommes convaincus qu'il ne suffit pas de parler de "développement durable" en sautant sur un fauteuil tel un cabri surtout lorsqu'on est le PDG de Total ou le président des USA ; qu'il ne suffit pas non plus de peindre en vert la chambre des enfants de la maison de la gauche qu'elle soit "plurielle" ou "durable", mais qu'il nous faut repenser le type même de développement et de croissance dans ses finalités comme dans ses modes opératoires

Cela suppose impérativement de s'inscrire dans le dépassement des modes de production et de consommation actuel, dans la marchandisation dessinée par le capitalisme mondialisé. Il nous faut penser un type de développement qui soit capable, parce qu'il combat les diverses formes de domination, de répondre aux aspirations à une planète propre, vivable et respirable, comme à celle d'un monde solidaire garantissant à chaque être humain et à chaque peuple l'accès aux droits sociaux, culturels ainsi qu'aux ressources naturelles. Certains nous disent qu'à la croissance capitaliste il faut opposer une décroissance absolue, mais si celle-ci reste dans le cadre de la marchandisation, elle entérinerait et aggraverait les inégalités actuelles.

Oui, il est nécessaire de penser une décroissance dans certains secteurs dangereux ou inutiles (les armements, les gâchis générés par un productivisme aveugle dans sa recherche du profit maximum) mais il nous faut l'inscrire dans un autre type de croissance, économe des ressources naturelles, répondant aux besoins sociaux de tous, ainsi qu'aux services (éducation, culture, santé, la qualité de la vie et de la ville, de l'ensemble de la population mondiale). Le constat pour nous est clair : un autre mode de croissance et de développement tout à la fois durable et soutenable, social et solidaire n'est possible qu'à la condition de s'affranchir des politiques néo-libérales.

Peut-on défendre l'environnement en faisant des quotas de pollution un véritable marché dominé par les plus riches et favorisant le dumping environnemental ?

Peut-on défendre l'environnement en faisant de "la concurrence libre et non faussée" le credo d'une économie dominée dès lors par les voyous de la mer (Total, Erika et Prestige) comme les voyous de la terre (Metaleurop ou Nestlé ou HP...)?

Peut-on défendre l'environnement sans faire des services publics le bras armé de cette ambition ; l'eau, l'énergie, les déchets, la défense de la biodiversité sont des biens communs qui doivent échapper comme l'école, la santé, ou la recherche, à la marchandisation ?

Penser un développement durable et solidaire, cela passe par un autre type de croissance orientée non vers la rentabilité financière et la baisse du coût du travail mais vers la satisfaction des besoins sociaux dans une société économe de ses ressources, soucieuse de la qualité de vie pour aujourd'hui et pour demain.

Cela suppose d'investir prioritairement dans la formation et la qualification des individus, dans un aménagement du territoire et un urbanisme soucieux de

préserver les écosystèmes et d'économiser l'énergie. Cela suppose également d'utiliser les gains de productivité non pour accroître les profits, générer des inégalités sociales et des dégradations environnementales, mais pour diminuer le temps de travail, en redéfinir les contenus, sécuriser le parcours d'emploi et de formation, développer la recherche et la démocratie participative afin de penser un développement répondant aux exigences d'égalité et de progrès social pour tous en même temps que garantissant la reproduction des écosystèmes et des espèces vivantes y compris la nôtre.

Cela suppose donc de soustraire le développement et la croissance aux appétits du capital et de faire de l'être humain la finalité d'une économie sociale et solidaire, durable et soutenable.

Jacques Attali

économiste, écrivain

Je vous remercie de votre invitation, je suis ravi d'être là, je m'excuse de l'impolitesse qui consistera à partir pratiquement après avoir fini de parler, parce que la table ronde a commencé après l'heure où elle était supposée se terminer, ce qui peut bousculer quelques emplois du temps. Je suis aussi particulièrement ravi de revenir dans une maison où je suis venu pour la première fois négocier ce que fut l'échec de l'actualisation du programme commun, il y a 30 ans. J'espère que ceci ne sera pas les prémises d'un échec, sachant que l'échec de la négociation de l'actualisation du programme commun, comme vous le savez, a eu, quelques années plus tard, des suites plutôt positives. Mais je n'oublierai jamais les soirées très tristes que nous avons passé dans cet immeuble, très tristes pour tout le monde.

Je dirai, très rapidement, que ce qui importe, c'est la rareté. La rareté parce que le seul enjeu que l'homme affronte, c'est de sortir de la rareté, de la rareté des biens matériels, de la rareté des biens intellectuels, de la rareté du temps, par l'allongement de l'espérance de vie, de la rareté de l'espace de vie, c'est-à-dire la rareté des libertés et toute notre bataille d'humain, que vous appeliez tout à l'heure l'émancipation, c'est la lutte contre les différentes formes de rareté.

Je crois qu'il faut affronter les choses comme elles sont, la croissance est et restera pour longtemps, pour l'immense majorité des hommes, la meilleure façon de lutter contre la rareté. Il y a aujourd'hui une croissance mondiale qui est de l'ordre de 4% par an, c'est la plus grande de l'histoire de l'humanité ; elle va sans doute rester là longtemps, s'accélérer peut-être, on sait tous qu'elle est extraordinairement

inégalitaire, parce qu'elle est sans mécanisme régulateur. Au fond, le marché n'existe nulle part, sauf à l'échelle du monde. Il n'y a aucune nation qui ait un marché pur et parfait, puisqu'il y a toujours un État, mais le marché pur et parfait existe à l'échelle mondiale puisqu'il n'y a pas d'État mondial.

Nous sommes en train de vivre le marché mondial sans État mondial. Tout naturellement, la croissance énorme est créatrice d'inégalités, mais en même temps elle est créatrice de marchés, de nouvelles sources de conquêtes et la frontière devant nous est absolument illimitée pour la croissance, sauf par les matières premières, je vais y revenir. Mais le champ de croissance, quand on sait que les 2/3 de l'humanité ne sont pas dans le marché aujourd'hui et que l'humanité va augmenter de 50% sa population, c'est-à-dire de 3 milliards d'habitants dans les 40 ans qui viennent, on va passer de 2 milliards dans le marché aujourd'hui à peut-être 5 sur 9 milliards, en 30 ans. Donc, le potentiel de croissance du marché est gigantesque.

Deuxièmement, à l'intérieur même de ce potentiel, il y a de nouveaux marchés qui vont apparaître, qui sont gigantesques aussi, puisqu'il y a toute une série de secteurs qui ne sont pas encore dans le marché mais qui, pour beaucoup d'entre vous comme pour moi, sont de façon cauchemardesque des marchés nouveaux mais qui vont le devenir, c'est-à-dire les grands champs du système collectif, qui sont l'éducation et la santé, où on va voir l'individualisation de ses biens sous forme de prothèses médicales, sous forme de système éducatif individualisé, dont le passage aujourd'hui par la distraction est un détour vers la marchandisation de l'éducation et de

la santé qui va être considérable. Donc forte croissance devant nous.

Je ne crois pas qu'on a un ralentissement de la croissance, d'aucune façon, je ne crois pas non plus qu'on puisse dire que le marché a échoué, qu'il est sans réponse par rapport à cela. Il ne faut jamais sous-estimer l'ennemi, le marché à d'énormes moyens de réussir, d'abord parce que le progrès technique est sans cesse là, dans le marché, l'expérience a montré que le marché est un facteur d'incitation au progrès technique et, dans le marché, le progrès technique trouve des solutions.

La stratégie américaine à l'égard de Kyoto n'est pas une stratégie aveugle, c'est une stratégie très intelligente, qui consiste à dire que Kyoto va rétablir des règles strictes, immédiates, alors que j'ai intérêt à ne pas les appliquer, le temps de mettre en place les progrès techniques qui vont me permettre à moi de faire des économies d'énergie, ayant été le seul à le faire de façon technologique et non pas de façon quantitative, par la rareté artificielle, je vais inonder le marché mondial avec mes moyens à moi de réduire la consommation d'énergie et Kyoto sera mort dans le ridicule. C'est ça la stratégie américaine et elle n'est pas idiote. Parce que le progrès technique peut réussir à réduire les besoins de matières premières. N'oubliez pas que le prix du pétrole aujourd'hui est extraordinairement bas, comparé à ce qu'il était il y a 30 ans, n'oubliez pas qu'on consomme aujourd'hui par unité de production la moitié du pétrole qu'on consommait il y a 30 ans. On consomme en fait six fois moins, puisqu'on consomme aussi en termes de pouvoir d'achat, vu le progrès technique depuis 30 ans, la productivité pour une heure de travail, on peut payer trois fois plus d'énergie. Donc, en fait, le pétrole est aujourd'hui sept fois moins cher qu'il y a 30 ans. Il l'est encore moins, ça c'est une autre question, à cause du fait qu'il est moins cher qu'il y a 30 ans en terme de prix et que l'euro nous le rend encore moins cher. L'énergie n'est pas chère contrairement à ce qu'elle devrait être aujourd'hui et ce qu'elle sera et le marché va l'ajuster. Donc, il y aura un ajustement par le progrès technique, il y aura un ajustement par les prix, il y aura aussi un autre ajustement qui va venir par les nouvelles structures collectives.

Il ne faut pas croire aussi que le marché, c'est une structure individualiste, ce n'est pas vrai du tout, nous sommes dans un univers qui est du plus en plus dans le marché collectiviste, mais collectiviste privé, parce que la règle qui est en train de se mettre en place à l'échelle de la planète, dans les parties développées, c'est que deux tiers du produit national passe par du collectif, des assurances, l'État est une forme d'assurance et, de plus en plus, l'État laisse la place aux assurances privées. Les assurances sont des machines à fabriquer les normes, comme l'État, mais, à la place de l'État, vous avez des normes publiques, vous allez voir ce

qui va surgir à partir de ce qui se passe dans les catastrophes écologiques, les grandes compagnies d'assurances produisent des normes, comme elles l'ont produit sur le tabac, etc., parce qu'évidemment, pour réduire les coûts et augmenter le profit, il faut fixer des normes et la démocratie va disparaître sous les coups de la fixation de normes par des compagnies d'assurances qui édictent des normes pour les conditions de leur propre équilibre financier. Progrès techniques, système de prix, système d'assurances, qui vont réorienter la croissance dans le marché et puis j'ai dit tout à l'heure que le marché était producteur d'inégalités, mais en même temps le marché est tout à fait capable de créer de nouvelles élites et l'histoire du XVIIIe, XIXe, XXe siècles ont montré que les élites trahissent et que si le marché est capable d'avaler des élites, et bien n'oubliez que l'on passe de l'Ancien Régime à l'Empire avec une vraie phase révolutionnaire, Mais, dans les 15 ans qui ont suivi, vous avez une nouvelle élite qui a pris le pouvoir et qui a continué ce qu'il y avait avant.

Cette métaphore de l'Ancien Régime à l'Empire, c'est exactement ce qui se passe à l'échelle mondiale, c'est-à-dire progressivement le marché assimile dans les élites anciennes les élites nouvelles qui trahissent et qui font que le système dure. Il ne faut pas sous estimer la capacité du système à durer, d'avoir des champs d'avenir et de s'adapter en permanence. Face à cela, évidemment, nous sommes tous réunis ici parce qu'on sait que ça conduit à la catastrophe, parce qu'on sait que tout ça c'est un aveuglement, parce qu'on sait que tout ça ne conduira pas à la dignité humaine autrement pour ceux qui en seront les maîtres et que ça conduit aussi à une disparition de l'espèce humaine, puisque ça étend le champ de la marchandise, la seule chose qui reste, c'est de transformer l'homme lui-même en objet et qu'il s'oublie en tant qu'être pensant et vivant.

C'est certainement, au bout de cette croissance, la disparition de l'homme en tant qu'être conscient. Alors ce n'est pas une question de croissance ou de décroissance, parce que ce n'est pas la croissance qui est le problème, c'est la production. Décroissance, pardonnez-moi, mais ça n'a pas de sens, il ne suffit pas de réduire la croissance pour que la production soit de qualité convenable, c'est changer la nature de la production qui compte.

Et pour changer la nature de la production, il faut s'adresser à la question première que je posais tout à l'heure, c'est celle de la rareté, il faut trouver une façon de sortir de la rareté, qui ne passe pas seulement par l'abondance matérielle, ce qui est une phrase obscène pour les 6 milliards d'habitants de la planète ou les 4 milliards d'habitants de la planète qui vont venir, 6 qui sont très pauvres et à qui on ne peut pas dire ça et à qui évidemment il faut laisser entrer dans le mode de production, évidemment passer par la croissance. Mais il faut créer les

conditions pour que dans la pointe avancée de l'avant-garde du modèle de développement que nous sommes, nous ayons une sorte de réorientation du désir, vers un désir qui ne soit plus un désir d'accumulation matérielle, mais un désir d'autres choses, que je vois autour de trois dimensions. Il faut passer du désir du spectacle au désir du savoir, il faut passer du désir de la délégation, je me soumetts aux autres, au désir de la responsabilité, il faut passer du désir de l'accumulation de richesses au désir de la gratuité, la gratuité des objets, la gratuité des sentiments, la gratuité des actes et la gratuité des plaisirs.

Cela donne trois axes, priorité de l'éducation, priorité du pouvoir participatif, priorité de la gratuité qui à mon avis est le grand axe, pas seulement la gratuité des biens marchands, comme l'éducation et la santé, mais la gratuité des biens qu'on rend rares artificiellement, par exemple, si je vous donne cette bouteille d'eau, je ne l'ai plus, elle est rare, par contre quand je vous dis quelque chose, je l'ai encore, donc ce n'est rare par nature. Si nous étions dans une société qui serait de plus en plus dans une société de l'information et non pas de l'énergie, on sort de la rareté par le fait que donner n'est plus perdre et cette réorientation du désir vers la gratuité qui me permet un axe essentiel. Savoir et responsabilité gratuite, au lieu de spectacle, délégation et accumulation.

Cela implique trois principes d'organisations au moins. Premier, rien sur la mondialisation du droit, c'est absurde de penser que 1% de la population mondiale qui fait 3% de la production va être capable de changer les choses, il faut être un modèle, c'est la grande question de Marx. Mondialisation de droit, ce n'est pas mondialisation des normes, il n'y a pas de droits sans police, il n'y a pas de police sans justice et il n'y a pas de justice sans Parlement et donc sans démocratie, donc mondialisation du droit c'est mondialisation de la démocratie, on ne sortira pas de ça, si le mouvement social ne pense mondial et ne pense pas démocratie mondiale, ce qui n'est pas une façon de rejeter aux calendes grecques les changements, la démocratie mondiale,

Francine Bavay

vice présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Les Verts

Je voudrais tenter de répondre à l'interpellation de tout à l'heure. Je crois que nous avons suffisamment fait pour faire entrer dans les faits la question de l'écologie et pour en faire un bien qui nous soit commun à toutes et à tous.

Cette préoccupation de l'écologie doit gouverner toutes nos activités ; et force est d'admettre qu'il y a eu des mesures symboliques, telles que le "superphénix". Mais je crois, malheureusement, que nous n'avons pas été capables d'inventer ce nouveau mode de développement que l'on attend et qui est urgent et nécessaire.

elle, est possible, elle est là, en train de naître, il nous appartient d'accélérer. Mondialisation du droit, appropriation collective des biens rares, je pense que ce que le mouvement socialiste a apporté à l'échelle des nations en parlant d'appropriation des ressources essentielles à la nation se pose aujourd'hui à l'échelle de la planète et ce qu'on appelle les biens essentiels dont l'appropriation collective est nécessaire me paraît aujourd'hui un grand sujet, je pense évidemment à tous les biens nécessaires à la vie, l'air, l'eau, qui doivent faire l'objet d'une appropriation planétaire dont il n'est pas seulement poétique de parler mais il est extrêmement pragmatique de s'exprimer.

Et enfin, je crois qu'il faut aussi penser que, hors du marché, un troisième principe d'organisation est très important, c'est d'imaginer les structures d'actions collectives qui ne soient pas seulement d'une entreprise qui s'exprime dans le marché. Je crois qu'il y a en particulier, mais c'est un sujet qui mériterait des heures de discussion, dans ce qui est en train d'apparaître dans les ONG, un mode d'organisation extraordinairement dynamique de changement et d'émergence d'un autre mode de développement. D'abord, parce que ça tient beaucoup à la gratuité, à la responsabilité, au savoir, ensuite parce que ça crée des modèles qui font des profits, c'est-à-dire de l'équilibre financier d'ONG, une contrainte et non pas une finalité et ça renverse radicalement la logique, et enfin parce que leur intérêt, leur objet social c'est de l'intérêt collectif et non pas l'intérêt particulier d'actionnaires puisqu'ils n'en ont pas, et je crois qu'aujourd'hui on est en train de voir dans l'émergence de ce que les ONG représentent sur la planète quelque chose comme entre 10 et 15% du PNB planétaire. Déjà, aujourd'hui, quelque chose d'aussi subversif que l'a été le capitalisme par rapport au féodalisme quand il représentait une toute petite partie de l'économie des pays les plus riches, il y a, je crois des pistes fortes, mais qui naturellement supposent que les partis politiques pensent à d'autres choses que leurs habitudes.

Je vous remercie.

J'ai envie de donner, malgré tout, une version optimiste de la situation, suivie d'une version pessimiste après ce que je viens d'entendre.

La version optimiste, c'est qu'il y a réellement une nouvelle conscience de l'urgence d'agir ; il y a la conscience de la finitude de la planète et , me semble-t-il, il y a des citoyens qui se lèvent et qui essayent de trouver des solutions, passant souvent par la localisation, la réinscription de leurs activités dans leur territoire. Cela peut être un point d'appui et je crois que cela a remis à l'ordre du jour des valeurs que les altermondialistes défendent par

ailleurs, celles par exemple, aujourd'hui, de l'économie sociale et solidaire.

Je crois cependant qu'il nous faut aller plus loin et que nous en avons les moyens. Il nous faut en quelque sorte organiser des ruptures avec le mode de développement qui a été celui de la société à laquelle nous appartenons aujourd'hui. Ces ruptures peuvent ne paraître que "symboliques" dans un premier temps, mais qui seront significatives par rapport à la situation présente et permettront d'aller de l'avant dans l'élaboration d'un nouveau paradigme. Ces mesures doivent bien entendu être soutenables par nous toutes et tous.

Tout à l'heure, j'ai entendu Marie-George Buffet poser la question des énergies renouvelables, la question du nucléaire et la question des déchets. Je crois que nous sommes tous d'accord pour dire que nous ne pouvons pas faire supporter par les générations qui nous suivront des risques dont nous ne connaissons pas aujourd'hui l'ampleur.

Des décisions vont être prises prochainement sur l'enfouissement des déchets. Cette question interpelle notre société, et interpellera tous les politiques que nous sommes. Ce doit être l'occasion de démontrer à la société notre volonté d'effectuer un choix dans les technologies. Parce qu'après tout, dans l'histoire de l'humanité, nos actes, notamment nos choix technologiques ont toujours eu des conséquences importantes, mais la conscience que nous en avons après tout est nouvelle.

À partir du moment où on en prend conscience, c'est, me semble-t-il, qu'on a changé de moment démocratique et c'est ce moment démocratique là qu'il nous faut rendre visible. Et ce moment démocratique, il est de permettre à l'être humain de ne pas renoncer à son avenir ni à ceux des générations qui le suivront. Évidemment, je sais bien que cela pose question mais je crois que tant qu'on n'est pas sûr des conséquences d'une technologie, ou tant qu'on n'est pas sûr de trouver la technologie qui permettra de limiter les conséquences des déchets que produisent nos activités, alors nous avons la responsabilité d'en appeler au principe de précaution.

C'est la version optimiste de ce que je voulais vous dire, que je centre volontairement, bien sûr, sur la question du nucléaire, parce que je crois que nous avons les moyens aujourd'hui de de l'affronter sérieusement grâce aux énergies renouvelables, parce qu'aussi nous sommes conscients que nous devons lutter contre le néolibéralisme et que quelque part la situation où nous sommes avec 57 réacteurs nucléaires, nous met dans une situation de surproduction, qui nous oblige à faire concurrence aux productions des autres pays européens et sur le fond ne nous arme pas pour faire de l'énergie ce droit incontournable et aliénable auquel nous nous référons pour lutter contre le néolibéralisme.

Donc je suis assez confiante. Cela peut peut-être vous étonner d'entendre ces propos ici, mais je suis en effet assez confiante en la matière.

Par contre, mon pessimisme me vient des propos de Jacques Attali, lorsqu'il nous dit que le marché va continuer à se développer.

C'est bien cela le risque, en effet. Et je crois qu'il nous faut être conscient qu'il y a là un risque énorme pour l'humanité.

Nous savons déjà qu'il y a des catastrophes liées à certaines technologies – je pense que chacun peut ici s'intéresser à ce se passe aujourd'hui à Tchernobyl par exemple, avec les problèmes de santé des populations qui y vivent. Mais je crois qu'il peut y avoir aussi des catastrophes de marché ; on l'a vu en Argentine. Je vous recommande à ce sujet la lecture du petit ouvrage de Benoit Mandelbraut, qui explique qu'après tout, les marchés financiers vont vers la catastrophe car tous les moyens qu'on essaye d'utiliser pour les réguler ne sont absolument pas d'une technologie rassurante...

Après tout ce que nous avons entendu, en faisant campagne les uns et les autres ce printemps contre un texte qui ne garantissait pas le minimum de sécurité aux Européens, je crois que le principe de sécurité écologique, sociale et démocratique, est quelque chose qui doit donc nous préoccuper au premier chef.

En conséquence, je crois qu'il nous faut être capable d'inventer de nouveaux modes d'organisation de nos échanges, de choisir des technologies dont nous serions sûrs qu'elles organisent la précaution, de penser également nos modes de vie, c'est à dire, à la manière de Latour, intégrer, non pas le principe de rareté mais le principe de sobriété : quand on sait qu'il y a rareté et que l'on fait participer cette rareté à la décision démocratique, alors on invente le principe de sobriété, on ne gaspille pas quand on peut s'abstenir de gaspiller. Ce mode de développement, que l'on peut qualifier d'économe, est certainement un mode de développement écologique que nous pourrions toutes et tous nous approprier. Et je suis d'accord avec Denis Cohen, l'écologie n'appartient surtout pas aux Verts, il n'y aurait aucune raison de privatiser ce qui est une ressource fondamentale pour l'humanité.

Choisir nos modes de vie, c'est aussi penser notre vie ensemble, penser nos villes, l'urbanisation galopante du monde, penser qu'il faut être capable de limiter les transports et que pour limiter les transports, vérifier que les institutions prennent les décisions au plus tôt... Je partage également d'ailleurs ce qui a été dit sur le temps : prendre les décisions au plus tôt, c'est assumer nos responsabilités de personnes qui ce sont engagées en politique même quand ça demande du courage en ce qui concerne les impôts adaptés aux besoins.

Je prendrai, pour illustrer mon propos, ce qui se passe aujourd'hui en Île-de-France : nous nous battons contre la rareté du logement, parce que nous n'avons pas agi au moment où il aurait fallu ; mais cette rareté du logement crée des drames et, on l'a vu avec ces catastrophes qui se sont passées

récemment, ça crée aussi de la mal-vie , parce que de fait, on “délocalise” des gens très loin en Seine et Marne, ils n’ont pas accès aux services publics auxquels ils auraient droit, ils n’ont pas accès à la garde des enfants, ils ont des temps de transport invraisemblables... Donc, de fait, des choix qui n’ont pas été fait à temps ont induit un mode de développement qui est loin d’être satisfaisant. Il nous faut donc apprendre à agir vite, du courage, et opérer des ruptures symboliques, pour montrer que nous entrons dans une autre phase de ce que

Jean-Christophe Le Duigou secrétaire confédéral de la CGT

J’aurais beaucoup de chose à dire dans le débat sur l’avenir du secteur énergétique. J’aimerais bien savoir si on est, aujourd’hui, en situation de surproduction d’électricité ou au contraire dans une phase de sous investissements. Je crains pour l’avenir une sous production et un certain nombre de ruptures qui mettront à mal notre gestion du “MIX-énergétique”.

Venons-en à la question “croissance-décroissance”. Je suis content tout d’abord d’avoir été invité parce que nous avons, en tant que syndicalistes, besoin de faire un gros effort sur le sujet. Mais nous pouvons aussi apporter quelque chose d’essentiel au débat, y compris pour clarifier les enjeux. Non pas que le syndicalisme ait une vision à lui du développement durable, englobante et générale. Mais il a des choses spécifiques à apporter. Cela fait maintenant une bonne dizaine d’années que la CGT s’essaye à des gammes sur le sujet. Je ne dirais pas que le développement durable est une démarche complètement intégrée à la réflexion. Mais dans certains secteurs et, confédéralement, c’est désormais une préoccupation à part entière.

De manière très générale, j’aurais quelques remarques à faire, Je dirai les choses très clairement : je ne me retrouve pas dans le débat croissance-décroissance. J’ai cru comprendre que c’était aussi la situation de Jacques Attali. C’est le contenu de la croissance qui m’intéresse et qui me paraît absolument essentiel.

Trois remarques, à partir de là : j’ai pleinement conscience, comme le disait Francine Bavay, “qu’on va dans le mur”. Cette prise de conscience est désormais largement répandue, y compris dans des pays comme la Chine, qui pourtant ont bien d’autres questions à résoudre.

Parce que les perspectives sont relativement graves et qu’on va dans le mur, on a besoin de se donner les moyens de bien réfléchir aux choix que l’on opère. Quand les orientations, seront arrêtées, le moindre biais peut avoir des conséquences énormes. Nous sommes sur des choix structurants pour le long terme et je ne suis pas sûr qu’il y ait un deuxième coup. On a besoin d’être très inventifs.

quelqu’un a appelé le développement durable et solidaire. Pour moi, cela signifie tenir ensemble, la lutte contre le productivisme et celle de l’anti-libéralisme, parce qu’elles sont liées. Cela passe par plus que des discours !

Je terminerai en paraphrasant Marx, qui nous appartient à toutes et tous, lorsqu’il a dit que “la preuve du pudding c’était qu’on le mange”, je crois que la preuve de notre volonté c’est de faire des propositions concrètes assimilables immédiatement par la société qui les attend.

Est-ce que l’on fait quelques adaptations pour rendre le système supportable, ce qui peut être une voie facile, ou est-ce que l’on a une vision radicalement nouvelle du développement ? Je pense que c’est un débat politique et social majeur.

Je suis d’accord avec Alain Hayot. Pour imposer un nouveau type de développement, il faut se battre contre la toute puissance de la rentabilité, de la logique financière, thèmes que je développe assez souvent. Mais, j’ai envie de retourner la proposition en disant que, pour lutter contre la logique financière, il faut être capable de suivre un autre type de développement. L’assertion se renverse donc complètement et les deux dimensions sont absolument liées.

Il y a un débat qui m’agace considérablement, c’est le débat sur la comptabilité nationale. Je suis le premier à critiquer la comptabilité nationale telle qu’elle existe. Mais je suis le premier à la défendre contre ce qu’on est en train d’essayer de nous imposer comme comptabilité de la richesse. Aujourd’hui, on se bat contre la toute puissance américaine, des organismes financiers, qui veulent imposer une comptabilité patrimoniale qui fasse disparaître la notion de valeur ajoutée et de richesse produite. Je critique bien la comptabilité nationale dans le sens où ce n’est que la valeur ajoutée utile qui permet de répondre aux besoins et pas tout ce qui est actuellement inclus dans le PIB. Mais je refuse de larguer la question de la création de richesses. Attention de ne pas revenir en arrière. La critique doit nous aider à dépasser les contradictions. Il y a besoin d’une nouvelle construction.

Deuxième chose. Dans la démarche que l’on a essayé d’initier dans la CGT, nous avons cherché à faire prendre en compte la dimension environnementale et écologique. Trop peu encore par rapport aux besoins. Mais nous avons avancé, quand on a su la rattacher aux rapports sociaux. C’est-à-dire en parlant d’un environnement qui n’est pas coupé des conditions de la vie humaine, mais qui s’interprète en fonction des objectifs sociaux que l’on se donne. Là, on a pu vraiment avancer et dépasser un

certain nombre de contradictions. La coupure que vivent quotidiennement les salariés et les travailleurs entre leur activité de producteurs à l'entreprise où ils n'ont pas leur mot à dire sur ce que l'on fait, le produit du travail, et, de l'autre côté, la reproduction de la force de travail, est essentielle. Cette réflexion a le mérite de donner toute son importance au champ de la reproduction sociale. On mesure bien les enjeux dans la confrontation avec le Medef. Lors de sa récente université d'été, le Medef met en avant une idée : "L'entreprise, c'est la réalité, à la société de s'adapter". Et la réponse n'est pas simplement de dire : "Non, c'est à l'entreprise de s'adapter à la société", il faut que l'entreprise et la société soient adaptées aux nouveaux enjeux auxquels on doit faire face. Cela redonne aux salariés un sens à la bataille qui vise à relier ces deux dimensions qui sont structurellement clivées. La vision de l'environnement et de l'écologie change. Dès lors, elle est celle de la survie et du développement de l'espèce humaine, pas la seule atteinte à la nature quelque peu déifiée.

On a connu des avatars à ce débat dans le mouvement syndical. Dans les années soixante-dix, la CGT était très productiviste, avec en face une CFDT qui parlait des dégâts du progrès. Ce n'était pas la réplique juste à la CFDT. Il aurait fallu dire que ce n'étaient pas les dégâts qui résultaient du progrès, mais les dégâts d'une certaine organisation sociale et d'un progrès et d'un développement qui étaient conditionnés par les logiques capitalistes.

Troisième aspect, la décroissance. Je ne m'y retrouve pas. Mais, ça a été dit par Alain Hayot, décrois-

sance rime avec inégalités. On en a la preuve : dans les phases de fortes régressions, les inégalités s'accroissent très fortement. Je pense de plus que la décroissance ne peut aller sans autoritarisme.

Enfin, parler de décroissance évite de se poser les bonnes questions sur les enjeux centraux du changement de l'entreprise. Croissance ou décroissance, on résonne quantitativement, alors qu'il y a cet enjeu de finalité et de gestion des entreprises. Nous avons des défis majeurs, je ne les rappelle pas. Face à eux, on va avoir besoin de plus de richesse utile, de plus de valeur d'usage.

La question est bien celle de l'économie de moyens matériels et financiers relativement à la richesse produite. Là est la grande question qui à mon avis est posée et qui débouche sur des approches en terme de démocratie : quelle maîtrise collective des biens publics par rapport à la privatisation des gestions et des règles ?

Avec l'expérience, on sait qu'il ne suffit pas de l'État pour se protéger contre les dérives. Nous avons l'expérience des régimes socialistes qui n'ont pas été des exemples d'écologie, bien que l'on ait eu une propriété publique écrasante. Cela a été même absolument désastreux.

On peut sans doute faire mieux du point de vue étatique que ce qui a été fait, mais je ne crois pas que ça puisse être seulement l'État qui s'oppose à la privatisation des règles.

Il y a bien un enjeu de maîtrise collective, d'actions, d'organisation de la société pour affronter ces questions.

Tel est l'enjeu d'un nouveau contenu d'une politique de développement.

dans le débat

Bernard Guibert, responsable national de la commission économique des Verts

Une minute de publicité : avec Serge Latouche, j'ai organisé deux colloques d'un week-end chacun en février 2004 et en février 2005. Le premier colloque, celui de février 2004, avait pour titre "Altermondialisme et antiproductivisme". Les intervenants y étaient en général des économistes. Il s'agissait de savoir si on pouvait trouver un terrain d'entente commun entre d'une part les économistes altermondialistes majoritairement en faveur d'une relance productiviste et d'autre part les économistes "verts" qui, comme tous les Verts, sont fondamentalement anti-productivistes. Vous trouverez la réponse dans les actes qui vont être publiés début 2006 par la maison d'édition Parangon. Ce colloque s'était conclu sur une question : le salut écologique de l'humanité est-il compatible avec la démocratie ? Le deuxième colloque a essayé d'apporter une réponse à cette question. Il s'est tenu en février 2004 dans une petite ville proche de Saint-Étienne, Montbrison.

Je vais essayer, non pas de résumer en cinq minutes les débats de tous ces deux week-ends, mais les leçons personnelles que j'en ai tirées en tant que Vert.

I. Quel est le problème ?

Le problème politique, potentiellement mortel pour la démocratie, est celui de la tentation irrésistible du despotisme éclairé dans une situation caractérisée par l'urgence écologique et sociale.

Mais ma conclusion, pour la résumer brutalement, est la suivante : aucune situation d'urgence, qu'elle soit écologique ou sociale, ne légitime la proclamation de l'état d'urgence. Au contraire, le recours à la démocratie est plus que jamais nécessaire pour que la solution des problèmes posés par l'urgence écologique et sociale soit authentiquement durable c'est-à-dire qu'elle rencontre l'adhésion des personnes pour qu'elles changent profondément leurs comportements.

Les signes annonciateurs de la catastrophe écologiste se précipitent. La situation est à la fois urgente et dramatique. Et comme après 1933, après l'irrésistible ascension d'Hitler, que font les démocraties ? Elles palabrent sur leur impuissance. Ne faudrait-il donc pas dans cette situation d'urgence prendre des mesures énergiques et instantanées, gouverner par ordonnance comme Villepin en ce moment en France ? En faisant allusion à Carl Schmitt, théoricien du droit constitutionnel du régime nazi, "Le souverain est celui qui décide de l'état d'exception". Donc la tentation est de suspendre les libertés constitutionnelles qui caractérisent les démocraties occidentales. C'est bien ce que fait Bush aux États-Unis depuis le 11 septembre 2001. La guerre contre le terrorisme lève le tabou du respect des libertés fondamentales de la démocratie. Alors pourquoi pas, au nom de cette cause mondiale du salut de l'humanité, céder à la tentation du "despotisme éclairé" et donner les pleins pouvoirs à un Premier ministre écologiste comme Yves Cochet ? Après tout il y a pire dans l'obscurantisme politique et entre Yves Cochet et Nicolas Sarkozy je n'hésiterais pas une seule seconde ! Ce Mais, blague à part, l'autre terme de l'alternative est aussi mortel pour la démocratie. En effet on peut être tenté de s'en remettre au darwinisme implicite à l'idéologie ultralibérale de notre "hyper capitalisme" financier mondialisé. En extrapolant les visions apocalyptiques esquissées par Yves Cochet lors des deux colloques que j'ai mentionnés, mais aussi dans ses articles notamment dans le journal *Le Monde*, ou évidemment dans son dernier livre "Pétrole apocalypse", on pourrait attendre que la géopolitique résolve la question de la raréfaction du pétrole, de l'eau etc. à coups de bombes thermonucléaires.

Une fois que la population mondiale aurait été divisée par 10, les survivants pourraient confisquer le pétrole restant et les ressources naturelles redevenues relativement abondantes pour un certain temps pour un nouveau sursis de quelques décennies et ainsi résister à l'hiver nucléaire.

Cette solution est évidemment éthiquement, donc politiquement, inacceptable.

Mais il va être très difficile de résister à la tentation du despotisme éclairé.

On le voit de nos jours avec la question du terrorisme, des dérives angoissantes de la démocratie américaine et des bavures dans la démocratie britannique, la patrie de la plus ancienne révolution bourgeoise, la patrie de l'habeas corpus, la patrie de la Magna Carta de 1215.

Pourtant notre démocratie en France, qui pour la première fois dans l'histoire a mis une majuscule au mot de Terreur, n'a pas de leçons à donner à ses sœurs américaine et britannique, même si Robespierre et les Jacobins ont été précédés d'un siècle auparavant par Cromwell et la terreur des Niveleurs et si la décapitation à la guillotine de Louis XVI a été anticipée par celle, à la hache, de Jacques I.

Alors les démocraties sont-elles condamnées à se faire hara-kiri pour s'en remettre à un "sauveur suprême", un Bonaparte en 1795, un Napoléon III en 1851, un De Gaulle en 1958 et un Sarkozy en 2007 ?

II. L'oxymore du social libéralisme (Fernand Braudel)

Mais peut-on résister démocratiquement à l'hypercapitalisme financier et mondialisé ? C'est là où intervient, me semble-t-il, une question "clivante" chez les écologistes, non pas la question du référendum sur le traité constitutionnel européen (TCE), mais la question de savoir comment résister victorieusement à l'hypercapitalisme financier mondialisé, comment endiguer ces déchaînements dévastateurs pour la nature et l'humanité à l'échelle planétaire.

Ce clivage, si je cède à la facilité du nominalisme, je le baptiserais le clivage entre le :

- le social-libéralisme ;
- le réformisme social-démocrate radical.

Le "réformisme radical" – j'y reviendrai dans ma troisième partie – ce sont certes des politiques publiques, donc au sein des institutions, mais radicales, c'est-à-dire des politiques publiques qui ne se contentent pas de prétendre contenir (endiguer) le capitalisme par des moyens uniquement économiques.

Le social-libéralisme est une contradiction dans les termes, un oxymore, qui n'a pas été mieux énoncé que par Lionel Jospin : "Oui à l'économie de marché. Non à la société de marché."

Cette illusion, tragiquement erronée, relève du "positivisme vulgaire" qui imprègne malheureusement même la culture marxiste de la plupart des partis de gauche. Elle exprime sans doute la fidélité du social-libéral Lionel Jospin à ses engagements de jeunesse, conformément à une idéologie positiviste de foi aveugle dans le progrès, idéologie désuète et désormais obsolète.

Il a pour cela des circonstances atténuantes puisqu'au fond, cette erreur qui consiste à penser qu'il peut y avoir une économie de marché sans qu'il y ait société capitaliste a été propagée en France par notre mondialement connue école d'historiens, "l'école des annales", à commencer par son plus prestigieux chef de file Fernand Braudel.

Celui-ci en effet dans son analyse de l'histoire pluri-séculaire de l'économie-monde fustige et diabolise un capitalisme mondialisé financier et spéculateur et exalte pour s'opposer à lui victorieusement le "doux commerce" d'un marché où il pourrait y avoir vraiment une "concurrence libre et non faussée".

Ces thèses de Fernand Braudel commandent la lecture de notre histoire nationale et surtout inspirent la doctrine de politique économique dominante du parti socialiste actuel et que j'ai résumée par la citation de Lionel Jospin. L'erreur consiste à penser qu'on peut contenir (endiguer) le tsunami de l'hypercapitalisme financier et mondialisé avec les châteaux de sable de la petite production marchande,

- avec de l'économie publique, les nationalisations du Parti communiste et de la première gauche en 1981 ;
- avec de l'économie sociale et solidaire, du tiers secteur – de la petite production marchande dans le langage marxiste de Fernand Braudel – chez les "bo-bo" écologistes.

Non pas évidemment qu'il ne faille pas protéger les services publics, ni développer le tiers secteur et l'économie sociale et solidaire !

Mais la question urgente et dramatique de l'heure est de savoir si cela est suffisant pour sauver la planète de son naufrage "hyper-capitaliste".

En réalité on ne peut pas séparer désormais le capitalisme des marchés et réciproquement : le marché est le meilleur cheval de Troie du Capital.

La preuve "expérimentale" en effet est fournie malheureusement par les dévastations du tiers-monde, l'effondrement de l'ancienne URSS en transition accélérée vers une catastrophe ultralibérale, etc.

III. Réencastrement ou petite production marchande (Karl Polanyi)

La critique de Fernand Braudel a été opérée par un certain nombre d'anthropologues, de philosophes et d'historiens dont les plus célèbres sont sans doute de Karl Polanyi et Hanna Arendt.

Selon ces critiques du "marxisme positiviste vulgaire" – ce marxisme qui imprègne tragiquement l'aile droite sociale-libérale du Parti socialiste –, le basculement dans la modernité n'est pas comme le prétend Fernand Braudel, l'autonomisation du capital par rapport au marché, mais l'autonomisation en bloc de l'ensemble, indissolublement solidaire, du "marché-dont-capital" par rapport à l'ensemble de la société, ce que Karl Polanyi appelle le "désencastrement" de l'économie (marché-dont-capital) par rapport aux deux autres instances de la société, le politique et le culturel.

La question "clivante" chez les écologistes oppose donc deux politiques dans un cadre démocratique :

- la "politique économique marxiste vulgaire (quoi que puisse prétendre Michel Rocard) sociale-libérale" ; elle prétend de manière tragiquement erronée "contenir" le capitalisme financier mondialisé uniquement par des moyens économiques : taxes, marché de quotas, etc.

- la "politique réformiste radicale" prétend au contraire "réencastrent" l'économique dans le social, c'est-à-dire revenir sur l'autonomie de l'économique par rapport au politique.

Au niveau européen, par exemple, c'est revenir sur l'irresponsabilité de la banque centrale européenne (BCE). Cette irresponsabilité revient à la soustraire à l'exercice de la souveraineté populaire démocratique pour la livrer pieds et poings liés à la "dictature invisible des marchés".

Au niveau local, c'est reprendre la tradition de l'auto-gestion, c'est-à-dire la démocratisation de la production : résister à la dictature invisible des marchés, ce qu'il faut traduire par dictature de l'hyper-capitalisme qui avance masqué derrière l'égalitarisme apparent des marchés.

Mais en même temps il faut mettre en évidence l'originalité de la "petite musique verte". Et c'est là où il faut parler de "décroissance". En effet, le PIB, c'est le marché. Donc vouloir la croissance tous azimuts et à toute vitesse pour résoudre l'emploi, c'est se jeter dans les bras du capitalisme financier et mondialisé pour qu'il nous sauve du capitalisme ! C'est le pompier qui se jette dans les bras du pyromane !

Il faut donc rendre visible la richesse en dehors du marché et "planifier" le redéploiement de la produc-

tion de cette richesse afin d'en faire une affaire publique et non pas une affaire privée confinée à l'intérieur de la sphère domestique privée. D'où l'importance de la "visibilisation" des choses et du concept "d'empreinte écologique". Il faut opposer l'empreinte écologique au PIB. Il faut forger et publier d'autres indicateurs que les simples citoyens puissent s'approprier et assimiler afin qu'ils puissent maîtriser collectivement dans un espace public de délibération les conditions matérielles de leur vie quotidienne, vie quotidienne qui s'effectue dans un périmètre géographique relativement restreint. Cela implique en particulier qu'on subordonne le PIB à cet autre indicateur d'inspiration écologiste "l'empreinte écologique".

Au niveau micro-économique, la "décroissance sélective et démocratique" se traduit par le slogan de la "décroissance de l'empreinte écologique et de la relocalisation de l'économie" et donc de l'emploi. La "relocalisation" est donc la meilleure défense contre les délocalisations.

La relocalisation, c'est faire en sorte qu'un pot de yaourt n'implique pas des déplacements de l'ordre du millier de kilomètres pour être fabriqué. Pour rendre visibles les effets de la délocalisation il s'agit de pondérer les différents ingrédients par le nombre de kilomètres parcourus. Un pot de yaourt parcourt par exemple des milliers de kilomètres si on inclut dans sa fabrication les produits pétroliers qui ont été nécessaires à la fabrication du film plastique qui le rend imperméable et constitue son emballage. Il faut donc privilégier la marche à pied, l'utilisation de la bicyclette, des transports économes en ressources naturelles et en gaz à effet de serre, il faut limiter les importations en toute saison des aliments qui viennent des pays exotiques éloignés à des milliers de kilomètres. Cela permettra de retrouver le goût des saisons et le rythme des saisons. Il faut forger de nouvelles techniques de mesure. Il faut également expérimenter de nouvelles techniques de "planification participative locale". Un certain nombre de modèles ont été mis au point en Amérique du Sud avec ce qu'on appelle les budgets participatifs. Un certain nombre d'autres expériences, encore trop rares et balbutiantes, permettent d'espérer de mettre au point un certain nombre d'autres comptabilités possibles, d'autres indices, etc.

Conclusion

Le mot d'ordre de "décroissance sélective et conviviale" correspond ainsi d'abord au refus du social-libéralisme. Il ne faut pas être dupe : lorsqu'on dit "oui" à l'économie du marché, on dit en fait "oui" au capitalisme ultralibéral financier et mondialisé. Il ne faut pas que nous soyons victimes du sort qui a complètement dénaturé le slogan, progressiste il y a 20 ans, de "développement durable".

Il faut plutôt faire une "piqûre de rappel" de notre vigilance assoupie et populariser le slogan de "décroissance sélective et conviviale" même si cela peut paraître logiquement aussi contradictoire que celui de "développement durable". Évidemment il ne s'agit pas de vouloir baisser le revenu des classes les plus défavorisées de notre pays.

Ce que nous voulons faire décroître, il y a consensus là-dessus c'est l'empreinte écologique, c'est la quantité de pollution, c'est la quantité de gaz à effet de serre émise dans l'atmosphère et qui menace le climat.

Ce que nous voulons faire augmenter c'est ce qui fait du lien et non pas ce qui fait du bien. Nous voulons faire augmenter le welfare.

Les statisticiens ont démontré que depuis une vingtaine d'années la croissance du PIB n'est pas équivalente à celle du bien-être. On observe ainsi un ciseau : il y a décroissance du bien-être et en même temps augmentation du PIB. Il s'agit d'inverser ce ciseau et donc de diminuer la partie du PIB qui est la cause directe de la diminution du bien-être afin d'augmenter à nouveau le bien-être total. L'adjectif "convivial" rime avec "démocratie".

Il s'agit en effet, pour que le slogan soit efficace, non seulement de changer les caractéristiques macro-économiques de l'économie, mais également de changer les comportements individuels de chacun. Pour cela, il faut obtenir, au lieu d'une obéissance plus ou moins réticente à des ordres venus d'en haut, la liaison volontaire à un projet à long terme de fraternisation humaine, et en conséquence, à court terme, l'intériorisation d'une vigilance et d'une conscience politique de tous les instants combinées à une solidarité fraternelle avec nos voisins, notre famille et nos amis et collègues, pour que nous prenions tous ensemble le chemin de l'augmentation du bien-être, c'est-à-dire que nous apprenions à vivre d'une manière économe et sobre certes, mais solidaire et joyeuse.

ALAIN Obadia, membre de Comité exécutif national du PCF coordinateur du pôle *Entreprises-économie-social*

Je souhaite intervenir sur le nouveau type de croissance que nous voulons et sur le fait que l'on doit prendre me semble-il, les problèmes de la rareté d'une manière un peu différente de ce qui a été dit tout à l'heure.

Développer un nouveau type de croissance, aller vers un nouveau modèle de développement, c'est fondamentalement pour nous la satisfaction des besoins humains, la satisfaction des aspirations à l'épanouissement humain dans des rapports homme-nature, différents.

C'est à mon sens là-dessus que peuvent se créer la dynamique économique et la dynamique sociale, facteurs de croissance, d'une croissance évidemment tout à fait différente de la croissance actuelle fondée sur la rentabilité financière. Cela a été dit et je ne le développe pas. C'est en fait le théorème de Schmidt qui est constamment réactualisé : les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, et les emplois d'après-demain et si on généralise au social. Joseph Stiglitz, qui est l'ancien vice-président de la Banque mondiale, appelait cela la politique des retombées. Nous savons à quel point tout cela est fallacieux, et porteur de drames humains.

Si nous partons bien sur cette autre conception du développement, nous ne pouvons que constater que les besoins humains sont loin d'être satisfaits dans le monde, aussi bien dans les pays en voie de développement que pour les travailleurs pauvres dans les pays développés. Ils sont loin d'être satisfaits au niveau des infrastructures, des nouveaux réseaux, des services publics, etc. C'est en cela que le débat ne peut être posé entre croissance et décroissance. Il ne peut y avoir de décroissance globale, sauf à décider que l'on accepte des conséquences catastrophiques pour les peuples du monde et dans les pays développés, pour les plus modestes, pour les plus fragiles.

Après, cela ne veut pas dire qu'il ne peut et qu'il ne doit pas y avoir, dans une politique différente, des décroissances sectorielles, partielles. Alain Hayot a cité les dépenses d'armement, mais on peut citer d'autres choses.

Oui, il faut des économies d'énergie, mais pas simplement en suggérant d'éteindre la lumière quand on quitte une pièce. Il faut des économies d'énergie structurelles, intégrées dans le processus de production.

Oui, il faut une montée en fiabilité des produits et des process, même quand c'est opposé à la rentabilité du capital

Oui, il faut des réflexions sur la relocalisation des activités et des transports. Je le prends dans ce sens-là. À mon avis, on ne peut pas dire diminuer, limiter les transports, sinon nous sommes dans une logique à l'envers. Ce qu'il faut, c'est faire en sorte qu'il puisse y avoir des relocalisations d'activités comme cela a été dit tout à l'heure dont la conséquence sera un moindre besoin de transports.

Oui, je pense que l'on peut faire des économies immenses sur les gâchis de moyens financiers dans les spéculations, dans la recherche de la rentabilité, etc.

Dire les choses comme cela montre que nous ne sommes pas sur une ligne de décroissance globale qui aurait des conséquences catastrophiques, mais bien d'une croissance nouvelle, d'un type nouveau, une croissance sociale, solidaire, citoyenne. Une croissance qui tienne compte de nouveaux rapports homme-nature.

L'aspect citoyenneté me semble déterminant parce que la notion de démocratie, la notion de nouveaux pouvoirs des citoyens, des salariés dans l'entreprise, est consubstantielle à cette nouvelle manière de voir le développement.

QUELLES SOLUTIONS ALTERNATIVES AU LIBÉRALISME COMME AU PRODUCTIVISME ?

OUVERTURE: **Luc Foulquier**

ingénieur, chercheur en écologie

Comme vient de le montrer la précédente table ronde nous sommes confrontés au besoin d'un nouveau type de développement pour faire face aux enjeux de la société. Dans la vie quotidienne comme au niveau international tout démontre l'urgence de trouver des réponses alternatives. Car répondre aux besoins en plaçant les hommes au centre des finalités implique nécessairement une autre croissance faite de solidarité, de durabilité et de sociabilité.

C'est tout le contraire d'une croissance fondée sur la concurrence et la compétitivité financière. Visiblement les solutions libérales et productivistes mises en œuvre sont incapables de résoudre la satisfaction des besoins de l'humanité, d'assurer son devenir et de respecter la qualité des écosystèmes lieu géographique des activités humaines.

Les constats de la dégradation de la nature, du cadre de vie, de la non réponse aux besoins sont évidents : famine, épidémie, accès à l'eau potable... C'est donc dans la recherche d'une nouvelle réponse audacieuse et créative que nous avons à travailler ensemble dans le respect de nos diversités.

Parmi tant d'autres, je vous propose quatre axes de réflexion:

- La démocratie participative, l'intervention des gens n'est-elle pas la clé centrale qui nous permettra de trouver des solutions novatrices ? Devant une telle complexité, il n'est pas de groupes humains, si compétents soient-ils, qui peuvent prétendre seuls posséder les solutions. De notre point de vue, cela implique en particulier une extension radicale des droits des salariés dans les entreprises et des droits des citoyens dans leur ville, leur région et dans le monde. Ainsi le rôle essentiel des scientifiques, des experts doit-il se situer dans leur mise en rapport permanent avec les mouvements et les réflexions de la société. C'est pourquoi la maîtrise publique est indispensable face aux nouveaux déficits des rapports au temps et à l'espace qu'imposent les enjeux de civilisation ; citons pour l'exemple la déforestation, la crise urbaine, les besoins alimentaires... Tout cela ne peut s'accorder avec la notion de rentabilité immédiate.

Au contraire, c'est en terme de droits de l'humanité qu'il faut raisonner. L'eau, la santé, l'énergie, le logement, l'éducation et la culture, la connaissance scientifique, la nourriture sont des biens communs de l'humanité. Cela implique non seulement de préserver les services publics, mais d'assurer leur développement, leur rénovation et leur humanisation.

- Si l'on est d'accord là dessus, la démocratie nécessite la mise en œuvre de nouvelles règles institutionnelles à tous les niveaux (du local au mondial en passant par l'Europe) qui permettent une réelle transparence et une réelle circulation des informations, des résultats de la recherche, de l'exercice concret de la citoyenneté. Par exemple, comment organiser et maîtriser l'élaboration des normes environnementales et sanitaires, des règles de sûreté et de sécurité, des moyens de surveillance et de contrôle si ces grandes questions sont laissées entre les mains de quelques uns en dehors de tout contrôle démocratique (comme c'est le cas par exemple dans le rôle et la méthode de travail de la Commission européenne).

- Dans une telle perspective, la science et la recherche prennent une place de plus en plus importante pour contribuer de manière efficace à répondre aux besoins de la société. La recherche fondamentale, dans le respect de son mouvement autonome, en dehors des besoins de rentabilité financière immédiate, que ce soit au niveau des sciences du vivant comme dans celle de la matière, donne à la société des moyens de maîtriser les problèmes que nous évoquons ; les progrès dans la connaissance des matériaux, le stockage d'énergie, les biotechnologies en sont une illustration...

De même l'éducation, la culture environnementale, de l'école à l'université, et la diffusion de cette culture doivent prendre un tout autre essor incompatible avec les moyens rabougris qu'on leur accorde aujourd'hui.

- Nous pensons que la démocratie, le développement des sciences et des techniques, celui de l'information, la culture du débat permettent d'aborder autrement l'aménagement du territoire.

Il en est ainsi des questions de l'énergie avec l'impérieuse nécessité d'assurer l'indépendance énergétique du pays, le droit à l'énergie en France et dans le monde, le respect des accords de Kyoto. L'utilisation diversifiée et complémentaire de toutes les formes d'énergie non productives de gaz à effet de serre, énergies renouvelables et nucléaire, associée à la chasse au gaspillage et à une meilleure efficacité énergétique sont à mettre en œuvre avec hardiesse.

Il en est ainsi du besoin d'un travail normatif coordonné au niveau européen.

Il en est ainsi des transports collectifs mettant leur priorité sur le ferroviaire, le fluvial et le maritime.

Il en est ainsi de la mise en œuvre d'une autre politique agricole commune qui réponde aux besoins

en dehors d'une production productiviste. (André Chassaigne interviendra à ce sujet). Et beaucoup d'autres préoccupations qui sont à débattre.

- Enfin, il est évident que de réelles coopérations à tous les niveaux, les échanges et les partages des savoirs doivent permettre de ne laisser aucun pays au bord du chemin, mais d'assurer un développement durable et solidaire partout dans le monde. La misère, le sous-développement sont des fac-

teurs essentiels de dégradation, à la fois des conditions de vie humaine et de la nature. Ne faut-il pas aider à la décroissance des gaspillages (je pense en particulier aux armements) des gâchis du capital et des risques que son mode de fonctionnement fait subir à toutes et tous et organiser ensemble une autre croissance qui permette de sortir de cette dramatique situation des rapports humains et de la planète ?

Philippe Corcuff

maître de conférences en science politique à l'IEP de Lyon,
membre du conseil scientifique d'Attac

Sur les questions qui ont été posées autour du constat dans le premier débat de ce Forum, comme sur celles qui vont être abordées maintenant autour des alternatives, en particulier avec le débat sur croissance/décroissance, je vais essayer de donner quelques axes synthétiques. Je serais amené à passer en revue six dimensions distinctes et emboîtées.

Première dimension : je dois préciser à quel niveau d'analyse je me situe. Je suis sociologue et philosophe et, en tant que tel, je n'ai pas de compétences particulières dans le domaine programmatique des propositions concrètes. Je me situerai donc sur le plan plus général de la philosophie politique. Ce qui m'intéressera ici, c'est alors le cadre au sein duquel on pourrait réinsérer des propositions concrètes alternatives et des débats contradictoires entre forces radicales au XXI^e siècle. Bref il s'agit du cadre civilisationnel à partir duquel on pourrait réinventer une gauche au XXI^e siècle ; cadre civilisationnel commun à partir duquel des courants différents, des propositions différentes pourraient s'opposer, mais à l'intérieur de ce cadre renouvelé, comme cela l'a été d'une certaine façon, pour la génération antérieure, dans le cadre du marxisme. Cadre commun qui n'élimine pas les différences, mais qui les situe par rapport à un horizon partagé. C'est ce cadre qui est privilégié par le livre collectif auquel j'ai contribué (dans un texte intitulé "Question écologiste et nouvelle politique d'émancipation") : *Écologie et socialisme*, dirigé par Michael Löwy (Éditions Syllepse, 2005).

Deuxième dimension : l'orientation qui est la mienne dans le cadre de la philosophie politique. Mon hypothèse principale suppose ici que "la question écologiste" constitue, avec d'autres questions nouvelles ou renouvelées (comme "la question individualiste", c'est-à-dire la question du statut de l'individualité, "la question féministe", c'est-à-dire la question du rapport entre les genres, etc.), un

aiguillon pour l'élaboration d'une nouvelle politique d'émancipation au siècle siècle. Cette nouvelle politique d'émancipation serait à constituer à partir des politiques d'émancipation antérieures qu'a connues le monde moderne : la politique républicaine, qui est née au XVIII^e siècle avec les Lumières, et la politique socialiste au sens large, qui est née au XIX^e siècle. Certains pensent qu'il faut simplement relooker la politique socialiste, en rompant avec les déviations autoritaires stalinienne et avec les accommodements sociaux-démocrates. Pour ma part, je pense qu'il faut, plus radicalement, faire émerger une politique post-républicaine et post-socialiste, une nouvelle politique d'émancipation, à partir certes de ressources républicaines et socialistes, mais en utilisant aussi d'autres ressources, pour inventer face à des problèmes renouvelés.

Troisième dimension : comment situer "la question écologiste" dans cette nouvelle politique émancipatrice ? La question écologiste apparaît comme une des questions principales qui poussent à l'invention d'une nouvelle politique d'émancipation. Pourquoi ? Parce qu'elle interroge profondément une vision contestable du progrès avec un grand P qui a irrigué historiquement à la fois la gauche républicaine et la gauche socialiste. On a là une vision contestable d'une amélioration nécessaire, inéluctable, illimitée qui passe par le développement scientifique et technique et qui irrigue aussi bien la gauche républicaine que la gauche socialiste. La question écologiste nous oblige à nous confronter à la finitude de la planète, nous amène à prendre en compte l'ampleur des risques techno-scientifiques contemporains, nous amène à intégrer les effets de nos actes présents sur les générations futures. Toute une série de développements dans la philosophie politique contemporaine nous outillent dans cette perspective : je pense notamment au "principe responsabilité" de Hans Jonas, à la problématique de "la société du risque" d'Ulrich Beck, à la "politique de la natu-

re” de Bruno Latour, en ce qu’ils nous invitent à déborder le cadre marxiste. Cela ne nous force pas à abandonner l’idée du progrès mais à repenser la question du progrès pour le XXI^e siècle et à repenser les Lumières du XVIII^e siècle. Je renvoie sur ce plan aux jalons avancés dans mon livre *La société de verre. Pour une éthique de la fragilité* (Éditions Armand Colin, 2002, pp.146-166 et 177-186).

Quatrième dimension : quel rapport entre cette nouvelle politique d’émancipation et le cadre dominant de la société existante : le néolibéralisme et le capitalisme ? Le néolibéralisme, c’est-à-dire la série de contre-réformes, qui se sont déployées dans le monde à partir de la fin des années soixante-dix et du début des années quatre-vingt, visant à une plus grande marchandisation de l’humanité et de la planète ne peut que s’opposer à la prise en compte sérieuse de la question écologiste, qui suppose que d’autres critères se substituent à la logique marchande de la concurrence. Au-delà même de son cours néo-libéral, le capitalisme, avec sa logique du profit, ne peut que tronquer les revendications écologistes. La finitude de la planète, les générations futures, les risques techno-scientifiques ne peuvent être qu’oubliés dans l’hégémonie des critères de rentabilité. Toutefois, en même temps, l’antilibéralisme et l’anticapitalisme ne suffisent pas à intégrer la question écologiste, n’offrent pas de garantie suffisante pour intégrer la question écologiste. Comme l’a écrit de manière provocatrice le militant écolo-libertaire Stéphane Lavignotte : “Nos vies valent plus que la seule critique de leurs profits” ! (dans la revue *ContreTemps*, n° 11, septembre 2004, dans un n° consacré à “Penser radicalement à gauche”).

Cinquième dimension : quelle relation entre la question écologiste et les forces politiques ? La question écologiste, et plus largement l’idée de l’invention d’une nouvelle politique d’émancipation au XXI^e siècle, se pose à l’ensemble des forces politiques à gauche. Il s’agit d’inventer une nouvelle gauche et aucune force politique à gauche n’est a priori privilégiée. Aucune force de gauche ne peut échapper au questionnement de ses modes de pensée. Bien entendu, le Parti communiste, tard venu à l’écologie politique, n’a point ici de privilèges. Et il ne suffira pas de donner un nom ancien – “communisme” – à des problèmes nouveaux pour avoir vraiment avancé dans l’exploration du chemin. Le Parti communiste ne peut pas se contenter d’appeler “communistes” toutes les questions nouvelles, afin de recycler l’ancien label “communiste” pour lui donner un air de nouveauté. Ce ne serait pas à la hauteur de l’effort intellectuel et pratique à produire pour répondre aux enjeux du temps présent. L’antériorité des Verts sur ce terrain n’est pas, non plus, un gage de réflexion radicale : en se concevant trop souvent comme une “entreprise politique” bénéficiant d’un quasi-“monopole” du “label” écologiste, les Verts tendent à glisser aujourd’hui dans

une paresse intellectuelle confondant l’évidence d’une “marque électorale” avec les enjeux intellectuels d’une philosophie politique écologiste. Je sais de quoi je parle, ayant été membre des Verts trois ans (1994-1997). Quant à la gauche socialiste, majoritairement sociale-libérale, elle a beaucoup perdu de sa crédibilité en la matière comme en d’autres. Elle a abandonné, pratiquement et théoriquement, l’ambition de poser des digues face aux contre-réformes libérales et à la logique du profit. Je sais là encore, plus encore que pour les Verts, de quoi je parle, car j’ai été militant de cette famille socialiste pendant 17 ans (1976-1992).

Sixième et dernière dimension : il me semble que, dans l’invention de ce nouveau cadre civilisationnel, il faut abandonner les pensées magiques au profit d’une pensée des tensions et de la pluralité. Il faudrait ainsi abandonner les restes de prestidigitation d’inspiration hégélienne que nous avons fréquemment retiré de notre formation marxiste. Je pense à la fameuse triade thèse-antithèse-synthèse, de la dialectique hégélienne, débouchant sur une synthèse finale harmonieuse supprimant définitivement les contradictions sociales. Il faudrait plutôt se tourner ici vers les critiques que le socialiste libertaire Proudhon (1809-1865) a faites à la philosophie de Hegel (1770-1831). Je renvoie ici à mon petit manuel d’introduction à la philosophie politique : *Les grands penseurs de la politique* (Éditions Armand Colin, collection “128”, 2005). Proudhon parlait d’une “équibration des contraires”, dans la perspective d’une société meilleure aménageant démocratiquement les contradictions et les conflits, dont certains sont susceptibles de se déployer de manière infinie. Proudhon visait d’ailleurs moins la complexité de la dialectique hégélienne que ce que le philosophe Maurice Merleau-Ponty (1908-1961) nommait “le Hegel des manuels”.

Que pourrait signifier cette “équibration des contraires” dans la perspective d’une nouvelle politique d’émancipation intégrant la question écologiste ? Il s’agirait, par exemple, de la mise en tension du goût de la lenteur et du goût de la vitesse, des plaisirs de l’ascèse et des plaisirs de la dépense, des joies du “vivre au pays” et des joies du voyage, du désir de travail et du désir d’oisiveté, des aspirations de l’individualité et des protections de la solidarité collective, etc. Cependant, les marxistes traditionnels (avec la supposée “dernière instance” jouée par la contradiction capital/travail sur l’ensemble des rapports sociaux) comme certains théoriciens actuels de la décroissance (n’ont-ils pas choisi, définitivement, la lenteur, l’ascèse et le “vivre au pays” contre la vitesse, la dépense et le voyage ?) tombent encore souvent dans le piège magique et ne s’affrontent pas pleinement à l’exigence de pluralité. Ce qui supposerait d’admettre du contradictoire, de l’incertain et de l’indécidable, là où les contes de Noël nous promettent une éternelle harmonie. Nous deviendrions alors radi-

caux et mélancoliques. Radicaux, car comme Marx nous nous efforcerions de “saisir les choses à la racine”. Or, il n’y a pas qu’une (la contradiction capital/travail), mais plusieurs racines emmêlées.

Corinne Lepage

ancienne ministre de l’écologie, animatrice de CAP21

Je voulais tout d’abord remercier Marie-George Buffet de m’avoir accueillie ici ce soir, cela va peut-être paraître à certains curieux, mais je me sens assez à l’aise dans ce débat et je voulais vous le dire et vous en remercier.

Pour quelles raisons ai-je accepté cette invitation ? Sans doute parce que Mr Cohen me l’a demandé, nous avons déjà travaillé ensemble, mais ce n’est pas la seule raison. Je crois tout à fait juste ce que vient de dire Mr Corcuff. On n’invente pas l’électricité en bricolant la bougie. Cela signifie que nous avons tous un effort, une révolution culturelle sans jeu de mots à faire. Toutes les manières de pensée sont utiles ; si nous ne sommes pas pragmatiques en essayant vraiment de reprendre les problèmes à la base et d’examiner les expériences réussies, comme problématique, d’où quelles viennent, sans à priori, il sera difficile de trouver une solution. C’est la raison pour laquelle je suis ici, ouverte à ce que vous dites, et ayant envie de partager mes interrogations et mes réflexions. Il me paraît difficile d’envisager un choix pour savoir si on continue avec le concept de croissance, ou si on ne continue pas. De toutes façons on ne peut pas le faire ; c’est matériellement impossible. La question pour moi n’a même pas de sens. Il faut que l’on change de mode de développement et plus tard, on s’en rendra compte et plus le changement sera douloureux et en particulier pour les plus fragiles. Cette première question : faut-il changer ou ne pas changer ? pour moi n’a aucun sens. Deuxièmement, il faut comprendre que la rareté a complètement changé de camp. C’est une des difficultés majeures à l’origine des questions d’emplois et de délocalisations. Notre modèle économique est fondé sur la gratuité de tous les éléments naturels, tout au moins l’eau, l’air, le sol, à l’exception des matières premières et de l’énergie dont le prix ne reflète en rien le coût collectif, la valeur ajoutée était celle du travail matériel et intellectuel. Mais depuis quelques décennies les prix des produits industriels n’ont pas arrêté de baisser, objectivement depuis une vingtaine d’années, ce n’est plus l’homme qui est rare, mais c’est la ressource qui est rare. Et par conséquent un nouveau modèle économique va devoir intégrer cette inversion de rareté, ce qui est une totale innovation. Ça, c’est le premier point.

Deuxième point, je voudrais revenir sur un propos essentiel de Suzan George, en terme de comptabilité. Croissance, décroissance, au regard des règles actuelles de comptabilité publique, ça n’a pas beaucoup de sens. Il faut impérativement – d’où le

Mélancoliques, et non pas nostalgiques, car lésés par les échec passés et conscients de nos imperfections et de nos fragilités, mais dans une disponibilité à l’avenir.

besoin de l’État et des États – entrer dans une voie de véritable internalisation des coûts externes. Tant qu’on n’internalisera pas les coûts externes, il est exclu de s’en sortir. Tout à l’heure, le représentant de la Confédération paysanne expliquait que grâce au système qu’il avait mis en place, il économisait 20 000 litres. Le système économique devrait le faire bénéficier de la tonne de carbone évitée, or le système aujourd’hui ne le fait pas. Il faut donc inventer un système économique qui internalise effectivement les coûts externes, une comptabilité qui les traduit et donc qui évalue effectivement les biens collectifs : la santé, l’éducation, la justice, le travail, la qualité de vie. Le PNB est une absurdité : la croissance telle qu’on la calcule aujourd’hui est absurde. C’est donc une vraie révolution qu’il faut faire.

Je terminerai par un appel à l’optimisme. Il ne faut à mon avis en rien céder à l’idée c’est f... , de toutes façons il n’y a rien à faire, tel qu’on est parti on est mort. Certes, de toute façon, on est tous morts à terme, on le sait. Mais nous avons les technologies si on veut bien les utiliser, nous pouvons relancer l’économie et donc l’emploi, tout un développement j’emploie volontairement le mot de développement et non le mot de croissance économique, fondé sur des énergies renouvelables, fondé sur une nouvelle économie des matériaux et des matières premières secondaires, fondé sur d’autres modes de transport, fondé sur un habitat différent, un habitat à énergie positive, c’est ce à quoi Suzan George faisait allusion tout à l’heure, est possible. C’est l’éco-économie. Tout ceci nécessite un système économique pour l’accompagner effectivement, il est créateur de technologies, de richesses et d’emplois. On peut allier l’un à l’autre, reste effectivement la grande difficulté, c’est la volonté politique. Ce que je propose n’est pas aujourd’hui politiquement majoritaire : comment est ce que l’on fait politiquement pour aller vers cette révolution économique, non seulement en France mais au delà. Nous ne sommes jamais qu’un pour cent dans l’immensité de la planète, ce qui n’est effectivement pas grand chose. Il faut encore des solutions qui soient valables pour tous les pays du Sud et ceux qui en ont le plus besoin, je pense en particulier évidemment à l’Afrique. Je ne vous apporte pas beaucoup de solutions, j’en suis bien consciente, mais peut-être l’idée que le temps est venu de trouver de nouvelles bases de travail en commun, ne serait-ce que pour poser les bonnes questions. Quand on se pose les bonnes questions, généralement on arrive à trouver des réponses.

Le travail du député que je suis, c'est souvent un travail qui se nourrit de la participation à ces réflexions collectives. C'est cela qui est intéressant. Cela m'amène à deux observations, en lien direct avec mon activité de député, et qui me semble-t-il se raccroche d'assez près aux interventions précédentes.

Quand un problème se pose, il nous faut essayer d'apporter des réponses qui soient des réponses politiques, à l'occasion d'un débat sur un projet de loi au parlement, ou à l'occasion d'une proposition de loi que nous allons déposer, ou encore à l'occasion d'intervention de politique générale.

Je citerai deux exemples, le premier, c'est celui des déchets ménagers, Nous avons réfléchi à la question des déchets ménagers pour présenter une proposition de loi et quand cette proposition a été élaborée, j'étais, comme chacun d'entre nous, pris par le vécu du local, dans les syndicats intercommunaux, sur la question des déchets ménagers, les débats entre incinérateurs, pas d'incinérateurs, la question du tri sélectif, etc. Est-ce qu'on s'y prend bien ? Sur quel territoire doit-on gérer la question des déchets ? Je me suis rendu compte qu'en fait ces questions là sont importantes, mais que les questions fondamentales sont ailleurs : cela n'est pas seulement vrai pour les déchets. Il arrive un moment où nous avons le nez contre la vitre, où nous touchons à l'essentiel ; c'est le système capitaliste qui régit absolument tout notre vécu.

Ainsi, sur cette question des déchets, on peut considérer qu'il faut changer nos habitudes, au niveau individuel, se battre pour modifier tous nos gestes quotidiens, c'est-à-dire faire reposer le règlement du problème sur la prise de conscience de chacun d'entre nous. Mais si on en reste là, on n'avancera que très peu : il faudra bien à un certain moment poser la question de la maîtrise publique, c'est à dire des modalités d'intervention des citoyens, en liaison avec la recherche, avec le progrès scientifique.

De la même façon, la science ne nous apportera pas de réponse en soi, par la seule grâce du progrès scientifique : tout débat sur le fait de construire ou non un incinérateur pose aussi la question de ce que l'on recherche au final, y compris part rapport à notre mode de vie.

Tout à l'heure, j'écoutais Corinne Lepage qui parlait d'internalisation des coûts externes : il s'agit par exemple de suivre la production d'un emballage de sa production jusqu'à son recyclage ou son élimination et de faire rentrer les coûts de cette élimination dans la conception initiale de cet emballage. Il est bien évident qu'il s'agit aussi de s'attaquer aux grands groupes qui dominent ce secteur. Si on ne s'attaque pas à ces grands groupes, si on ne remet pas en cause le système capitaliste qui recherche

toujours plus de profits, toujours plus de bénéfiques, on n'arrivera à rien en matière de déchets, d'autant plus qu'ils maîtrisent les technologies les plus innovantes et écrasent, par cette maîtrise technique, les collectivités territoriales, compétentes en matière d'élimination des déchets. Si on ne s'attaque pas à ce système, on ne pourra pas résoudre le problème.

Parce que dans notre vécu, dans notre quotidien, à un certain moment, on a le nez contre la vitre, il faut bien se poser les problèmes de fond qui sont les problèmes de notre société, il faut bien envisager une rupture, avoir une démarche politique complètement différente : c'est peut-être de la langue de bois que de dire ça, mais penser aux hommes et sortir de cette société du fric.

Le deuxième exemple, pour être rapide, c'est celui de l'agriculture. Je présume qu'ici il y a ici des élus locaux, des citoyens, certains qui habitent en milieu rural. On a une réelle intelligence en terme de réponse sur les problèmes de l'agriculture, c'est admirable ce qui se passe. Souvent, ces réponses partent des agriculteurs eux-mêmes qui essaient de développer une nouvelle approche de l'agriculture. Ils bénéficient de plus en plus de l'accompagnement des collectivités territoriales, départements ou régions qui cherchent aussi à apporter des réponses locales. On essaie de développer les filières courtes, en s'appuyant sur la qualité, pour qu'il y ait une traçabilité, avec un contact direct entre le producteur et le consommateur. On va avoir des réponses en termes d'une production bio, qui sont des productions de qualité qui ne pourront pas fondamentalement solutionner toute la question de l'agriculture, mais qui à la marge peuvent apporter de réelles réponses à certains agriculteurs et à certains consommateurs.

Une autre réponse est bien entendu celle, développée tout à l'heure par le collègue de la Confédération paysanne, de l'agriculture paysanne, qui tient compte des coûts, qui cherche à vivre avec le plus d'emplois possibles sur les territoires, de façon à pouvoir vivre, voir survivre, et maintenir une vie dans nos territoires. Mais au final, là aussi, si on s'arrête à cette approche, à un certain moment on aura le nez contre la vitre.

Le fond du problème, c'est bien là aussi le système capitaliste, qui fait que le produit alimentaire n'est pas pris en compte en fonction de sa valeur réelle. Le prix agricole ne tient compte ni des systèmes de production, ni des hommes qui travaillent la terre, ni de ce que représente un produit sur un territoire. La mondialisation des échanges réduit ce produit à un simple prix de marché qui ne prend jamais en compte la rémunération du paysan, la question de la qualité du produit ou de la sécurité alimentaire.

À partir de là, on liquide l'agriculture mondiale, on morcelle, on territorialise, il n'y a plus de rotation des cultures, par la simple recherche du profit maxi-

mum. C'est pourquoi, si l'on ne remet pas en cause le système, nos discours ne vont pas aboutir à grand-chose.

dans le débat

Manuela Gomez, membre du Comité exécutif national du PCF coordinatrice du pôle **Villes-territoires-développement durable**

Je voulais aborder deux réflexions.

La première, je partage complètement la réflexion de Philippe Corcuff, que tout ce qui est nouveau n'est pas communisme. C'est justement, je crois la question à laquelle il faut que nous réagissions : si tel était le cas, il suffirait de se "pencher" pour "ramasser" ce communisme et on pourrait considérer que ce parti est simplement incapable de se "pencher" suffisamment.

Je pense que c'est d'un autre effort qu'il s'agit. Un autre effort appelé créativité, parce que de nouvelles questions surgissent dans notre société qui réclament un apport communiste. S'il y a une utilité, une réalité à l'existence de ce parti, c'est justement d'être, face à ces questions nouvelles, capable d'avoir un apport à partir de son parti pris de la transformation sociale. Mais ça se gagne, vous avez raison, ça ne se décrète pas.

Une deuxième question me fait réagir, celle posée par Jacques Attali dans son intervention : pourquoi devrions-nous réserver aux ONG la capacité – en ont-elles même l'intention – d'intervenir sur les finalités de nos sociétés ? Je pense quant à moi que c'est l'objet même de la politique. S'il y a un besoin aujourd'hui de faire autrement de la politique, et nous y travaillons au Parti communiste, c'est parce qu'il est urgent pour changer réellement la vie, que les gens se réapproprient le débat politique, qu'ils trouvent des chemins de cette ré appropriation. Ce qui est en jeu ainsi, c'est une intervention populaire, efficace qui atteigne ses objectifs ; nous avons l'ambition d'être utile à créer une telle dynamique. Nous qui avons pour parti pris de changer les finalités de notre société.

Les ateliers de demain donneront l'occasion de développer des questions précises. Je souhaite donner mon avis sur la question des transports.

Yannick Jadot, directeur des campagnes de *Greenpeace* France

Ce sur quoi je voudrais intervenir ici, c'est montrer combien la question sociale, la question écologique sont intimement liées. Aujourd'hui, il n'y a pas prédation écologique sans prédation sociale, et inversement.

Je pense qu'à partir du moment où on fait tous, ce constat, on sait que de toute façon on aura à travailler ensemble. Plusieurs cas : aujourd'hui, quand on pense les solutions écologiques, on voit à quel point elles ont un potentiel considérable en matière économique et en matière sociale

Prenons la rénovation thermique des bâtiments d'avant 1975 : on sait que le chauffage représente environ 40% de la consommation énergétique, 35% des émissions de CO₂. Réduire la consommation de chauffage, c'est en enjeu social, réduire les émissions de CO₂, là, c'est un enjeu écologique.

La rénovation thermique des bâtiments d'avant 75 représente 120 000 emplois pendant 20 ans, des emplois liés à l'aménagement du territoire, des emplois non délocalisables.

Le développement des énergies renouvelables peut créer 75 000 emplois d'ici 2010. On pourrait décliner comme ça l'ensemble des enjeux. Quelqu'un parlait tout à l'heure du tri sélectif ou des incinérateurs. On sait à quel point le tri sélectif est plus créateur d'emplois que les incinérateurs, même si on oublie la question de l'environnement, la question des pollutions par les dioxines... Donc aujourd'hui, l'enjeu est d'articuler les questions écologiques avec les questions

sociales et je pense que nous avons de ce point de vue, tous des avancées à faire.

Cela va peut-être vous surprendre, mais nous, *Greenpeace*, nous arrivons à travailler avec la CGT, pas encore avec la CGT énergie, je vous rassure, mais nous arrivons à travailler avec la CGT chimie, pour une chimie verte.

La chimie verte, ça veut dire quoi ? Ce n'est pas seulement la pollution des écosystèmes, la pollution de la biosphère, c'est aussi la santé des travailleurs.

Une chimie qui innove pour être en phase avec la société, c'est une chimie, qui fait travailler la recherche.

Donc, nous avons ensemble des perspectives extrêmement importantes de développement commun pour trouver des solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Quand Monsieur le député du Puy de Dôme dit qu'il faut changer le système, bien sûr qu'il faut changer le système. Mais déjà au niveau local on peut faire des choses considérables.

Sur les questions énergétiques, on le voit aujourd'hui, quand on discute d'un projet d'efficacité énergétique ou de maîtrise de l'énergie ou d'un projet d'énergie renouvelable au niveau local, dans certains cas, c'est magnifique la démocratie qui se crée parce que l'énergie à une telle importance dans nos vies. Quand les gens s'emparent de ces questions pour dire quel devenir énergétique ils veulent, cela crée beaucoup de démocratie.

CLIMAT, ÉNERGIE, TRANSPORTS, PENSER LA SOCIÉTÉ POST-PÉTROLIÈRE

OUVERTURE: **Sandrine Mathy**

administratrice du réseau *Action climat France*

Le RAC regroupe une quinzaine d'associations environnementales et exerce un rôle de suivi des politiques liées au changement climatique, d'évaluation, de lobbying.

Il y a de nombreux points sur lesquels nous ne sommes pas en accord avec la présentation faite par Denis Cohen, notamment sur le nucléaire. La position du RAC à ce sujet est très claire, ainsi que celle des associations environnementales membres du RAC. Le nucléaire n'est pas une réponse durable au changement climatique.

Cependant, je ne souhaiterais pas que le débat se focalise sur le point. Marcel Boiteux, ancien directeur d'EDF disait qu'essayer de faire parler entre eux les défenseurs et les opposants au nucléaire, c'était comme essayer de faire parler entre eux ceux qui croyaient que la terre est plate et ceux qui croyaient qu'elle est ronde. Ceci mènerait je le pense à un débat stérile.

Je souhaiterai plutôt que l'on parte d'une redéfinition de nos besoins énergétiques.

En effet, les modèles énergétiques aujourd'hui dominants restent fondés sur un dogme qui semble intangible : produire toujours plus pour consommer toujours plus.

Pourtant, si nous continuons sur cette voie, tout porte à croire, et les récents événements concernant le prix du pétrole le montrent, que la vraie crise de l'énergie est devant nous : risques environnementaux, et industriels majeurs, épuisement des réserves du sous-sol, exacerbation des tensions entre riches et pauvres.

Devant les préoccupations liées au CC, Raffarin avait en 2003 fixé comme cap pour la France de diviser par un facteur 4 le niveau de nos émissions de GES d'ici à 2050. Ceci implique une refonte de nos modes de consommations et ne peut se faire avec des mesurette et des vœux pieux comme on peut les trouver dans le Plan Climat sorti par le précédent gouvernement en 2004.

L'approche tryptique

Devant la complexité des questions à résoudre et l'enchevêtrement des intérêts à ménager, il faut se garder de deux grandes tentations que sont celle de ne rien décider en se réfugiant dans l'incantation et celle de s'en remettre à d'hypothétiques "ruptures technologiques" dont rien ne prouve qu'elles adviendront à temps.

Nous proposons au contraire d'agir immédiatement en empruntant la voie du "non regret" celle qui passe par un tryptique d'approches :

- **Sobriété.** Supprimer les gaspillages absurdes et coûteux à tous les niveaux de l'organisation de la société. La sobriété n'est ni l'austérité, ni le rationnement : elle répond à l'impératif de fonder notre futur sur des besoins énergétiques moins boulimiques, mieux maîtrisés, plus équitables. Elle s'appuie sur la responsabilisation de tous les acteurs, du décideur au citoyen.

- **Efficacité.** L'efficacité énergétique consiste à réduire le plus possible les pertes par rapport à la ressource utilisée. Le potentiel d'amélioration de nos bâtiments, de nos moyens de transport et des appareils que nous utilisons est en effet considérable : il est possible de réduire d'un facteur 2 à 5 nos consommations d'énergie et de MP, à l'aide de techniques largement éprouvées

- **Renouvelables.** Les actions de sobriété et d'efficacité réduisent nos besoins d'énergie à la source. Le solde doit être fourni à partir d'ENR. Bien réparties, décentralisées ayant un faible impact sur notre environnement, les ENR (solaire, hydraulique, éolien, biomasse) sont les seules qui permettent d'équilibrer durablement nos besoins en énergie avec les ressources de notre planète.

La part des énergies renouvelables (par l'hydro, la biomasse et autres ENR) dans la production d'électricité n'est pas du tout négligeable, puisqu'elle représente au niveau mondial selon les chiffres de l'Agence internationale de l'énergie plus de 18% pour la production d'électricité soit un peu plus que la part du nucléaire mondial (16%), et 10% de la production d'énergie primaire contre 7% pour le nucléaire. Les scénarios basés sur ce tryptique permettent de réduire la demande d'électricité d'un facteur 2,2 et de basculer la production française vers un mix d'énergie renouvelables.

Transports

Le transport est un secteur consommant essentiellement des produits pétroliers, en forte croissance (en moyenne +2,8 % annuel entre 1985 et 2000), et donc fortement émetteur de CO₂ (28 % des émissions de gaz à effet de serre en 2001). Deux modes sont plus particulièrement consommateurs d'énergie, le transport routier et le transport aérien.

Un scénario tendanciel amène à un quasi doublement des consommations d'énergie de transport en 2050, un scénario de maîtrise des consommations à une réduction des consommations de 40 % (60 % sur les carburants fossiles), pour un service équivalent, pour ne pas dire supérieur en terme de qualité de vie.

Mais les enjeux du transport ne se limitent pas aux aspects énergétiques : se déplacer, c'est aussi consommer de l'espace, des budgets publics pour les infrastructures, au détriment d'autres secteurs (comme la santé ou l'éducation). La route consomme 76 % des investissements bruts dans les infrastructures de transports, le rail seulement 26 % (sur un budget global en 1995 de 12,5 milliards d'euros).

La limitation des consommations d'énergie pour les transports de passagers et de marchandises peut être obtenue par de multiples actions, sans attenter à notre bien-être, bien au contraire :

- à court terme par l'utilisation de moyens de déplacement plus efficaces, comme des voitures plus sobres (des voitures "3 l/100 km"),
- à court et moyen terme par le choix d'une offre de transports plus économes, comme le développement des pistes cyclables pour les petits trajets de proximité, le transport ferroviaire de certaines marchandises,
- à court et moyen terme par une politique de vérité des prix du transport, en rééquilibrant en particulier le coût du transport routier de marchandises,
- à moyen et long terme par une modification de la structuration des espaces et une diminution des besoins de mobilité en facilitant, par une baisse des droits de mutation, les changements dans le choix de son logement, en densifiant les zones situées près des réseaux de transport en commun.

Une approche purement technologique ne suffira pas à atteindre des objectifs ambitieux. L'effet de la diminution des consommations unitaires est annihilé par la "montée en gamme" (de 28 % de 1985 à 2000), consistant à acheter des véhicules plus puissants ;

Une politique cherchant à améliorer les véhicules de transport routier ne supprimera pas (ou alors seulement partiellement) les autres inconvénients de la situation actuelle : la consommation d'espace pour les routes, les parkings, les accidents, les impacts sur la faune et la flore par l'effet de coupure des infrastructures du type autoroutes (effet que l'on retrouve aussi pour le rail), le bruit.

Il s'agit donc de développer des infrastructures de transport collectif. Elles seront l'occasion d'une restructuration des espaces, pour rapprocher les différents lieux de vie, faciliter la mutation de l'habitat plutôt que la mobilité. Les plans locaux d'urbanisme (PLU), en élaboration ou en révision, doivent être l'instrument de cette restructuration des espaces, en demandant une mixité fonctionnelle (et sociale) : ils permettront de rapprocher les lieux

d'habitation des lieux d'école, de travail et d'achat, de densifier certaines zones, améliorant ainsi la rentabilité des transports en commun. Les paramètres dans les PLU à prendre en compte sont par exemple l'augmentation de la densité de l'habitat, la limitation des places de parking (pour le résidentiel comme pour le travail), la nature des infrastructures choisies.

Les collectivités doivent jouer tout leur rôle dans cette structuration des espaces.

Le monde rural ne doit pas être oublié dans cet effort de structuration des espaces, pour limiter les consommations d'énergie des transports. Il faut envisager un maintien, voire un redéploiement, en zone rurale, de certains services, publics ou privés, pour ne pas devoir se déplacer "à la ville" (ou au centre commercial) le plus proche pour certains besoins.

Cette question de la structuration de l'espace va bien au-delà de la question des transports, elle amène à se poser le choix de la localisation de l'emploi, du maillage du territoire par les services, en bref du maintien du monde rural.

Repenser nos systèmes de transport, pour un partage équilibré entre modes de transport, aidera à rééquilibrer l'espace, ainsi que la mixité fonctionnelle et sociale. C'est l'ensemble de la société qui sera gagnante si le pari d'une mobilité maîtrisée est relevé.

Habitat

Les bâtiments datant d'avant 1975 (logements et tertiaire) sont de très mauvaise qualité thermique. Ils représentent une part majeure de la consommation de chauffage en France. À ce titre, ils constituent une priorité d'action absolue pour toute politique de l'énergie.

Il faut rendre obligatoire, lors des ventes, la rénovation thermique de ces bâtiments¹. Il faudra presque 40 ans pour rénover l'ensemble du parc concerné, ce qui indique bien que cette mesure ne peut avoir qu'un caractère réglementaire et en aucun cas faire l'objet uniquement d'incitations : celles-ci ne permettront pas d'atteindre les objectifs fixés suffisamment vite.

Cette mesure sera assise sur des mécanismes financiers devant permettre, dans tous les cas de figure, de dégager un bilan de trésorerie positif dès la première année.

L'objectif poursuivi est de mettre en place des mécanismes financiers simples qui permettront dans chaque cas d'assurer un **bilan de trésorerie positif** (remboursement inférieur au revenu des

1- L'enjeu est, à terme, une économie de 34 Mtep/an

économies d'énergie)². Le nombre d'emplois créés est évalué à 120 000 pendant 20 ans, puis de 96 500 pendant les 19 années suivantes.

Les ENR et les économies d'énergie : un tremplin pour l'emploi

Le développement des ENR et des économies d'énergie offre également un grand potentiel de création d'emplois, alors qu'habituellement, le secteur de l'énergie est un des secteurs les moins intensifs en emploi par euro dépensé.

Pour obtenir un bilan complet de l'impact en emploi d'un scénario de développement des ENR et d'économies d'énergie, il faut prendre en compte non seulement

- les emplois dits directs, ceux créés dans les énergies de substitution et les économies d'énergies et ceux détruits dans la branche nucléaire,
- mais également les variations d'emplois indirects, chez les fournisseurs des précédents,
- et enfin les créations et destructions d'emplois induits par les diverses rétroactions économiques à l'œuvre.

De la sorte, on peut prendre en compte non seulement les emplois dus à la construction, l'installation et l'entretien d'une éolienne, mais également ceux nécessités par la fabrication de ses composants : électronique, matériaux composite.

On peut alors calculer le contenu en emploi, ou nombre d'emplois générés par un euro dépensé dans l'une ou l'autre filière.

On constate que le contenu en emploi du nucléaire est dans la moyenne de celui des énergies fossiles, et que les filières renouvelables présentent toutes un contenu en emploi supérieur aux filières épuisables. La filière la moins intensive en emploi est le gaz, suivi du fuel, du nucléaire, du charbon et ensuite des ENR dans un rapport du simple à entre 3 et 5 fois plus entre le gaz et les ENR, entre 1 et 1,5 - 2,5 entre le nucléaire et les ENR.

Le contenu en emploi des options qui permettent des économies d'énergie apparaît systématiquement plus élevé que celui des options alternatives, à savoir les différentes sources d'énergie épuisables. À cela, deux raisons :

- d'une part certaines mesures d'économie d'énergie, comme l'isolation, sont extrêmement intensives en travail
- d'autre part et surtout, le secteur de la production d'énergie est généralement celui qui présente le contenu en emploi le plus faible : les salaires ne représentent qu'une part assez faible du prix de l'énergie, qui rémunère largement les rentes des combustibles et l'important capital nécessaire.

Les syndicats allemands de l'énergie s'en sont rendus compte notamment pour ce qui concerne l'éolien, dont ils soutiennent désormais le développement.

Si l'on se réfère aux expériences étrangères, l'éolien à lui seul fournirait 40 000 emplois en 2010,

plus de 100 000 en 2030 et plus de 200 000 en 2050, le photovoltaïque respectivement 25 000, 40 000 et 150 000. Quant à l'exploitation de la biomasse, elle permettrait de maintenir au moins partiellement en activité une part importante de nos agriculteurs alors que la réforme de la PAC est vécue comme une menace sur l'emploi agricole. Elle créerait par rapport à la situation d'aujourd'hui 10 000 emplois nouveaux en 2010, 45 000 en 2030 et 150 000 en 2050. Au total, l'hypothèse de 500 000 emplois directs en 2030 et 1 000 000 en 2050 semble raisonnable.

Au-delà de la quantité, il faut aussi regarder la qualité des ces nouveaux emplois. Pour la plupart non-délocalisables car liés à un territoire ou pour le moins à des débouchés régionaux ou nationaux, leur contribution au développement local et à l'aménagement du territoire serait considérable. S'agissant souvent d'emplois à faible contenu en capital, leur pérennité serait assurée dans de bonnes conditions. De plus, ils offriraient une très grande diversité en termes de niveau de connaissance, de qualification et de contenu d'activité, autant d'éléments de solidarité et de complémentarité propres à renforcer la cohésion sociale.

Enfin, les conditions de vie de tous seraient améliorées, à commencer par celles des plus pauvres d'entre nos concitoyens : réduire les besoins d'énergie pour se chauffer, s'éclairer et se déplacer, c'est aussi contribuer à n'avoir pas que la survie quotidienne comme ligne d'horizon.

Collectivités et acteurs de l'énergie

Pour être effective, **la démarche globale que je décris ne peut être décrétée uniquement "d'en haut"**, du sommet de l'État. Au contraire, l'élaboration de cette démarche et sa mise en œuvre sont le fruit de travaux qui associent notamment les acteurs publics, les gestionnaires de service, du niveau communal au niveau national et international. Une redistribution des rôles entre ces acteurs est indispensable, **la décentralisation du service public de distribution des énergies** (électricité, gaz et chaleur) étant l'élément central du dispositif, dans une relation de proximité avec les consommateurs et les futurs producteurs locaux.

Le rôle des collectivités locales en matière d'énergie sera alors mieux reconnu et renforcé. Véritables acteurs de la distribution des énergies, elles auront pour **mission d'évaluer régulièrement l'efficacité des politiques publiques de l'énergie**, axées sur la sobriété, l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables.

2- Le financement des travaux pourrait être assuré par des **prêts bonifiés**, éventuellement assortis d'un différé de paiement de 2 ou 3 ans permettant à l'opérateur de rentabiliser plus facilement son opération. Enfin, il faudrait aussi envisager la possibilité d'offrir une subvention limitée aux opérations dans lequel l'équilibre de trésorerie recherché serait difficile à obtenir. On pourrait pour cela imaginer la création d'un fonds pérenne alimenté par une taxe sur l'ensemble des consommations d'énergie non renouvelable (225 Mtep/an en France).

Des objectifs nécessairement ambitieux

Il faut diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050, ce qui implique des réductions des émissions de 2,7% par an et une décarbonisation (contenu en carbone) de l'économie de 5% par an.

Il n'y a pas une unique réponse ou une homogénéisation des solutions techniques. Un mix de solutions et de technologies doit être mis en oeuvre, avec à chaque fois une mise en contexte.

Au niveau des secteurs :

Électricité

1. Efficacité énergétique et économies d'énergie

Il existe un grand gisement du point de vue des gains en efficacité énergétique des systèmes en place et des économies d'énergie. Il est ainsi possible à l'horizon 2050 de diviser par 2,2 la demande d'électricité.

2. Énergies renouvelables

Il est primordial de développer les énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermie, biomasse...). Elles représentent à la fois :

- une solution technologique ayant un faible impact sur l'environnement
- elles offrent un grand potentiel en terme de création d'emplois : l'éolien à lui seul fournirait 40 000 emplois en 2010, plus de 100 000 en 2030 et plus de 200 000 en 2050, le photovoltaïque respectivement 25 000, 40 000 et 150 000. Quant à l'exploitation de la biomasse, elle permettrait de maintenir au moins partiellement en activité une part importante de nos agriculteurs alors que la réforme de la PAC est vécue comme une menace sur l'emploi agricole. Elle créerait par rapport à la situation d'aujourd'hui 10 000 emplois nouveaux en 2010, 45 000 en 2030 et 150 000 en 2050
- une solution décentralisée dans laquelle les collectivités territoriales ont un grand rôle à jouer et peuvent entre autres se réapproprier la question de l'énergie
- mais elles posent le problème d'intermittence et d'incertitude de fourniture d'électricité. Les recherches sur le stockage de l'électricité jusqu'alors ne sont pas très probantes, c'est pourquoi un scénario de développement des ENR ne sera réellement efficace que couplé à la maîtrise de la demande.

Cependant, le développement des ENR est dépendant des fonds de recherche qui lui sont alloués ; aujourd'hui, plus de 90% des budgets publics de recherche alloués à l'énergie sont destinés au nucléaire.

Il est important de rétablir un équilibre répondant à la recherche d'une hétérogénéité de solutions conforme à chaque contexte.

3. Le nucléaire

La question du nucléaire nécessite débat. Les points soulevés sont ceux :

- des déchets, de la sûreté,
- sur la nécessité d'avoir de manière générale un accès plus transparent à l'information, notamment en ce qui concerne ITER sur le fait de savoir si la technologie relèvera des règles de fonctionnement de l'OMC avec les droits de propriété industrielle. Dans le cas d'une réussite à terme (pas avant 2050) de ce prototype, et d'une collaboration internationale dans le cadre d'un transfert de cette technologie, les pays receveurs (notamment les PED) seront-ils contraints de payer ces droits ?
- sur le devenir des investissements et des conditions d'opération des unités dans un contexte de libéralisation.

Transports

Il sera indispensable de réduire fortement les émissions de ce secteur qui est celui en plus forte croissance. Les solutions purement technologiques telles que la voitures à hydrogène, la voiture hybride, ou encore les réductions de consommations unitaires (l'effet de la diminution des consommations unitaires est depuis 20 ans annihilé par la "montée en gamme", consistant à acheter des véhicules plus puissants) ne suffiront pas.

Il est nécessaire :

- à court et moyen terme par le choix d'une offre de transports plus économes, comme le développement des pistes cyclables pour les petits trajets de proximité, le transport ferroviaire et le transport fluvial de certaines marchandises
- à court et moyen terme par une politique de vérité des prix du transport, en rééquilibrant en particulier le coût du transport routier de marchandises ; il est important que le prix du transport routier intègre et reflète les impacts environnementaux et les coûts externes sur la société
- à moyen et long terme par une modification de la structuration des espaces et une diminution des besoins de mobilité en facilitant, par une baisse des droits de mutation, les changements dans le choix de son logement, en densifiant les zones situées près des réseaux de transport en commun

Dans ce contexte, il est important de prendre en compte le fait que l'on est rentré dans une ère de prix du pétrole élevé du fait de la raréfaction du pétrole, et que les citoyens prennent ce prix élevé en compte dans leurs anticipations concernant les choix d'équipements et de déplacements. La substitution et la transition vers d'autres modes de déplacements et notamment vers l'abandon de la voiture particulière ne se feront que si les usagers reçoivent le signal que le pétrole continuera à être

cher. Il est cependant important de ne pas culpabiliser les usagers qui n'ont pas d'autres solutions à court terme. Il faut au plus vite arriver à proposer d'autres solutions. La question se pose du choix de réaffectation des recettes fiscales, par contre il est contreproductif de réclamer une baisse de la TIPP. Les enjeux du transport ne se limitent pas aux aspects énergétiques : se déplacer c'est aussi consommer de l'espace, des budgets publics pour les infrastructures, au détriment d'autres secteurs (comme la santé ou l'éducation). La route consomme 76 % des investissements bruts dans les infrastructures de transports, le rail seulement 26 % (sur un budget global en 1995 de 12,5 milliards d'euros). Il est important de rééquilibrer les budgets vers le développement des infrastructures de transport ferroviaire et des transports collectifs. Elles seront l'occasion d'une restructuration des espaces, pour rapprocher les différents lieux de vie, faciliter la mutation de l'habitat plutôt que la mobilité. Les plans locaux d'urbanisme (PLU), en élaboration ou en révision, doivent être l'instrument de cette restructuration des espaces, en demandant une mixité fonctionnelle (et sociale) : ils permettront de rapprocher les lieux d'habitation des lieux d'école, de travail et d'achat, de densifier certaines zones, améliorant ainsi la rentabilité des transports en commun. Les paramètres dans les PLU à prendre en compte sont par exemple l'augmentation de la densité de l'habitat, la limitation des places de parking (pour le résidentiel comme pour le travail), la nature des infrastructures choisies.

Habitat

Il y a un grand potentiel d'économies d'énergie dans la rénovation de l'habitat ancien (avant 1975). Il faut rendre obligatoire, lors des ventes, la rénovation thermique de ces bâtiments. Il faudra presque 40 ans pour rénover l'ensemble du parc concerné. Cette mesure ne peut avoir qu'un caractère réglementaire et en aucun cas faire l'objet uni-

quement d'incitations. L'objectif poursuivi est de mettre en place des mécanismes financiers simples qui permettront dans chaque cas d'assurer un bilan de trésorerie positif. Le nombre d'emplois créés est évalué à 120 000 pendant 20 ans, puis de 96.500 pendant les 19 années suivantes.

Des emplois de qualité

Au total (économies d'énergie, rénovation des bâtiments, développement des ENR), l'hypothèse de 500 000 emplois directs en 2030 et 1 000 000 en 2050 semble raisonnable.

Au-delà de la quantité, il faut aussi regarder la qualité des ces nouveaux emplois. Pour la plupart non-délocalisables car liés à un territoire ou pour le moins à des débouchés régionaux ou nationaux, leur contribution au développement local et à l'aménagement du territoire serait considérable. S'agissant souvent d'emplois à faible contenu en capital, leur pérennité serait assurée dans de bonnes conditions. De plus, ils offriraient une très grande diversité en termes de niveau de connaissance, de qualification et de contenu d'activité, autant d'éléments de solidarité et de complémentarité propres à renforcer la cohésion sociale.

Enfin, les conditions de vie de tous seraient améliorées, à commencer par celles des plus pauvres d'entre nos concitoyens : réduire les besoins d'énergie pour se chauffer, s'éclairer et se déplacer, c'est aussi contribuer à n'avoir pas que la survie quotidienne comme ligne d'horizon.

Système et instruments économiques

Le Protocole de Kyoto met en place un système de permis d'émission négociable avec un prix du carbone qui tourne autour de 20-23 €/t. Cependant, même si ce prix n'est pas négligeable, il ne sera pas suffisant pour insuffler les investissements qui sont nécessaires dès aujourd'hui. Il est important que la maîtrise publique oriente les décisions d'investissement du secteur privé vers les objectifs de long terme.

EAU, ÉNERGIE, DÉCHETS, ENVIRONNEMENT : QUELLE MAÎTRISE PUBLIQUE ?

OUVERTURE: **Jacques Perreux**

vice président du Conseil général du Val de Marne
délégué à l'Eau, à l'Environnement et au Développement durable

Eau, déchets, énergie, protection de la nature, biodiversité : l'exigence d'une maîtrise publique pour tous

L'objet de cette introduction est tout d'abord d'affirmer fortement que le débat est évidemment libre, que tous les points de vue doivent être confrontés d'abord parce que les communistes ont intégré depuis longtemps que la diversité est une richesse, mais aussi parce que le ou les sujets que nous souhaitons aborder dans cet atelier sont loin de faire consensus, ils sont relativement nouveaux pour le politique et donc naturellement l'objet de recherche, de tâtonnements et bien sûr de confrontations et controverses.

Je vais essayer de pointer quelques pistes qui pourraient faire l'objet de nos échanges, ce qui ne signifie évidemment pas que nos débats doivent se limiter à celles-ci.

Ma première remarque concerne le concept de développement durable lui-même.

Ce n'est pas l'objet de cet atelier de plancher là-dessus. Cela a été fait hier, cela est fait dans d'autres ateliers, mais quelques échanges me paraissent nécessaires pour constater que ce concept est très largement utilisé aujourd'hui dans les services publics, qu'il s'agisse de l'administration de l'État, des collectivités territoriales ou des services publics industriels et commerciaux. Remarquons que c'est également vrai dans les entreprises privées.

Bref, aujourd'hui tout le monde dit qu'il s'occupe de développement durable.

Ainsi, il n'est plus une action publique présentée sans être accompagnée de la phrase magique quasi universelle "on va faire ceci ou cela dans une démarche de développement durable".

Finalement concilier le social, l'environnement et l'économie (entendre le marché), tout le monde est d'accord.

Par contre, si on propose une définition qui consiste à adapter l'économie pour satisfaire les exigences sociales et environnementales, là ça se complique.

Deuxième remarque.

Alain Hayot, lors d'un débat à la Fête de l'Humanité a dit : les communistes ne sont plus productivistes, ils souhaitent devenir de vrais écologistes, mais,

a-t-il ajouté, il va leur falloir un peu de temps. Francine Bavay, élue verte, s'est félicitée d'entendre cela, mais lui a fait remarquer qu'on avait pas le temps. Je crois en effet qu'il y a urgence et les politiques, en général sous-estiment cette urgence.

Certes, la France s'est fixée l'objectif de réduire par 4 ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Mais 2050, c'est demain et réduire par 4 nos GES, cela veut dire un bouleversement dans nos modes de production, d'échange et de consommation.

Franchement, qui peut dire que les politiques publiques sont aujourd'hui engagées dans cette voie ?

Ainsi, dans le budget 2005, sur 5 ministères qui ont subi une baisse de crédits, on trouve celui du développement durable et de l'écologie et celui des transports.

Les subventions de l'État pour favoriser les transports en commun sont régulièrement remises en questions.

La géothermie est soumise à une TVA de 19,6%, alors que les énergies fossiles le sont à 5,5%. Dès que le prix du pétrole remonte, les transporteurs routiers bénéficient d'allègement fiscaux...

En fait, l'orientation libérale domine. Toutes les politiques sont consacrées à aider le marché. Mais si le marché s'intéressait au développement durable, ça se saurait.

En effet, celui-ci s'avère incapable de répondre à ses exigences pour trois raisons selon moi.

La première est son incapacité à prendre en compte prioritairement l'intérêt général. Le transport par route est désastreux pour l'environnement, mais préféré pour des intérêts particuliers, les constructeurs de voitures proposent toujours plus de 4x4, la climatisation dans leur modèle, etc..., peu importe l'effet de serre, l'important est de vendre.

La seconde incapacité du marché à appréhender ces questions est, comme beaucoup d'économistes le disent, sa myopie. Il est incapable d'envisager le long terme. Les investissements doivent rapporter tout de suite, concurrence oblige...

Enfin sa logique, celle du capitalisme est l'accumulation permanente pour vaincre la concurrence, par la production de biens matériels en expansion infi-

nie, par l'incitation à la surconsommation de produits destructibles. Cette logique productiviste considère les ressources de la planète inépuisables.

Évidemment, cela posé, la conclusion est simple : services publics.

Certes historiquement le fondement des services publics, et singulièrement en France repose sur plusieurs principes indispensables à une véritable démarche de développement durable.

Au plan social, c'est l'égalité d'accès et de traitement pour tous.

Cela a été possible grâce à l'existence de monopôles publics, opérant en leur sein les péréquations entre activités rentables et non rentables.

Pendant plusieurs décennies ces services publics y sont parvenus et ont été les moteurs de grandes innovations et réalisations. Ils ont fonctionné sans être soumis aux lois du marché, de la concurrence et du profit

Leur but n'était pas financier (ce qui ne veut pas dire gaspillage des fonds publics), mais la recherche de l'intérêt général. Et d'ailleurs, un certain nombre d'activités utiles à la cohésion sociale méritent qu'on dépense de l'argent pour les développer.

Je n'insiste pas ici sur l'offensive libérale engagée depuis les années quatre-vingt-dix, notamment sous la houlette de Bruxelles et la mise en cause de ces principes. Aujourd'hui tous les services publics industriels et commerciaux sont visés. Progressivement, on les a obligés à suivre les lois du marché et de la concurrence en leur interdisant toutes aides publiques, en mettant en cause leur monopôles, en ouvrant leur capital au fonds privés et leur mode de gestion est devenu totalement capitaliste et l'intérêt général passe au second plan.

Aujourd'hui, EDF investit les marchés financiers et industriels internationaux, défend son mode de production de l'électricité sur la base de critères financiers et freine toutes initiatives dans le domaine des énergies renouvelables, comme les pétroliers d'ailleurs.

La SNCF abandonne le fret au profit du tout camion. En province, elle ferme des lignes, et dit prenez la voiture ou le car.

La maîtrise publique est sans aucun doute indispensable pour gérer de grands secteurs comme l'eau, l'énergie, les transports et plus généralement pour agir en faveur de l'environnement et de la biodiversité.

Mais leur mode de gestion doit être différente des règles du marché.

Ainsi, la gestion de nombreux services publics sous la responsabilité de l'État ou de collectivités territoriales est délégué au privé.

C'est massivement le cas d'un bien commun par excellence : l'eau. Si le carnet des charges pose des obligations de service public, les actionnaires de ces concessionnaires restent animés d'abord par le profit. Son prix est toujours plus bas lorsqu'elle est gérée en régie par une collectivité territoriale. Véolia et la Lyonnaise des eaux ne sont pas des philanthropes. Ces débats traversent les élus, et notamment les élus communistes. Notre atelier devrait, si vous en êtes d'accord, aborder largement cette question.

Si nos services publics ont pu être si vulnérables, ne le doit-t-on pas, aussi à une gestion étatique, hyper centralisée où les usagers, les citoyens n'avaient pas à intervenir. En clair, si le service public est une condition nécessaire, elle n'est pas suffisante.

Le type de gestion des services publics est donc posée, en lien avec une évolution des institutions, sans doute d'une sixième République fondée sur la démocratie participative et décentralisée.

La conception de l'appropriation sociale doit être repensée, en investissant les pistes de l'autogestion, de la décentralisation des institutions publiques... Bref, une redistribution des compétences de la commune, au gouvernement du monde en passant par la nation et l'Europe, basée sur le principe de subsidiarité.

Certes, pour longtemps, le marché sera la règle dominante en économie et les politiques progressistes consisteront à réguler celui-ci par une sorte de mixité entre public et privé, mais cela suffira-t-il ?

Beaucoup de chercheurs pointent la nécessité de relocaliser de larges pans des activités humaines pour réduire leurs impacts sur la planète.

L'économie sociale et solidaire, le commerce équitable sont des pistes.

Sur quelles bases pourraient s'effectuer des échanges, dont le but premier serait l'intérêt général ?

Des échanges où il n'y aurait pas un gagnant et un perdant comme aujourd'hui avec la loi du marché, mais que des gagnants sur la base d'échanges équitables.

Donc, des pistes pour notre débat, ce n'est pas cela qui manque, je vous laisse la parole.

Les travaux de l'atelier se sont largement portés sur la question de l'eau – préoccupante pour de nombreux participants – la problématique de l'énergie n'ayant fait l'objet que d'un bref échange, celle du traitement des déchets n'ayant été abordée qu'indirectement.

On a cherché à éclairer plusieurs notions : celle de service public, de biens publics et de biens communs inappropriables (englobant la question de la propriété du sol).

La question de la gestion de l'eau est en effet emblématique. Compétence de la commune, le service public de l'eau consiste, d'une part à alimenter en eau potable des usagers et, d'autre part, à assurer l'assainissement des eaux usées. Le maire est directement responsable de la qualité du service public de l'eau, dont le budget, financé par les usagers, doit être équilibré. Ce service peut être géré en régie ou en délégation. Or, en même temps que le préambule de la loi sur l'eau de 1992 reconnaît l'eau comme "patrimoine commun de la nation", les communes ont, dans leur écrasante majorité (80%), délégué la gestion de l'eau et de l'assainissement à des groupes privés. Ce choix progressif a permis à trois grands opérateurs – Veolia, Suez et plus modestement la SAUR (ex-filiale de Bouygues vendue en 2004 à un fonds d'investissement) – de dominer un marché évalué à plusieurs milliards d'euros dont ils tirent des profits gigantesques. La situation est d'autant plus paradoxale que les infrastructures de l'eau sont l'objet d'un financement public.

C'est la technicité croissante du service qui a conduit les élus à la décision de déléguer ces opérations. Les volumes gérés en régie directe ont ainsi reculé de moitié depuis 1980. Chaque municipalité – ou communauté de communes – négocie son contrat. Mais les responsables disposent de peu d'information et sont pour certains, et de leur propre aveu, insuffisamment formés. Certaines des disparités constatées dans le prix de l'eau et de l'assainissement entre communes proches, voire limitrophes, trouvent sans doute leur origine dans cette situation, au demeurant préjudiciable à la pertinence des contrôles exercés par les élus locaux.

Depuis plus de dix ans, l'action des usagers, de nombreux élus a, certes, conduit à déployer d'importants efforts pour accroître la transparence de la gestion des services publics de l'eau et surtout pour réduire les fortes disparités de prix d'une commune à l'autre.

Ces efforts n'ont pas permis pour autant à la France d'échapper aux hausses de prix généralisées enregistrées par la plupart des pays développés. La France se situe au cinquième rang des pays où l'eau est la plus chère. Et contrairement à d'autres ser-

vices publics nationaux dont la tarification est identique sur l'ensemble du territoire, le secteur de l'eau – caractérisé, on l'a vu, par une gestion locale – ne connaît pas de péréquation tarifaire nationale. C'est une source d'inégalités pointée par tous les participants.

Les paramètres techniques inhérents à chaque bassin (le service public de l'eau est organisé en six bassins hydrologiques, chacun doté d'une agence de l'eau et d'un comité de bassin-NDLR), liés notamment aux conditions particulières d'accessibilité à la ressource en eau et à sa qualité, fréquemment invoqués pour expliquer les disparités, n'expliquent pas tout ! Selon le type de gestion – en régie ou déléguée –, on constate en effet un prix moyen supérieur de quelque 13% quand la gestion est privée.

La question-clé est donc de reprendre la main sur la gestion de l'eau pour satisfaire les besoins des populations dans un cadre de développement durable et solidaire. On évoque le retour en régie à l'expiration des contrats d'affermage, voire la "nationalisation". À cet égard, les élus présents ont fait part de leur besoin de conseils pour s'engager dans ce type de démarche, notamment de soutien juridique, car certains sont liés par des contrats comportant des clauses léonines. Ils font état de leur besoin de soutien technique, les compétences n'étant plus forcément dans le service public.

Cela conduit également à s'interroger sur le moyen de les y réintégrer. On insiste sur la nécessité de travailler avec les salariés des grands groupes et leurs représentants syndicaux si l'on veut organiser cette appropriation de manière à ce que leur emploi ne soit pas pénalisé, mais que leurs garanties en sortent renforcées.

Un participant (élu local), qui se félicite de la gestion en régie directe de l'eau dans sa commune, donnant toute satisfaction aux usagers, attire, en outre, l'attention sur un véritable "encercllement par les grands groupes" dont sont victimes les communes, rendues dépendantes des procédés innovants qu'elles sont contraintes de leur acheter. L'on insiste également sur le fait que toutes les régies directes – comme au demeurant tous les services et entreprises publics – ne répondent pas nécessairement au mieux aux besoins. N'ayant pas toujours tenu leurs promesses, ils demandent à être améliorés, modernisés pour répondre aux besoins nouveaux, contrôlés démocratiquement. D'où l'exigence d'une réappropriation citoyenne du secteur qui appelle la démocratie comme moyen et comme fin de la démarche.

Les participants ont aussi souligné l'importance de la préservation des milieux aquatiques, structurants des écosystèmes, qu'il convient de distinguer

de la gestion de l'eau, potable ou non, pour les usages domestiques ou productifs. Actuellement, la question de la pollution des eaux de surface et des eaux souterraines, celle de la dégradation des milieux naturels et du climat demande des interventions fortes de l'État.

Un récent rapport de l'Institut français de l'environnement constate que 75 % des rivières et 57 % des nappes d'eau souterraines sont polluées. Les zones où la concentration en nitrates est supérieure à 40 milligrammes par litre représentent la moitié du territoire national. Depuis trente ans, des mesures importantes ont été prises en France pour faire face aux pollutions domestiques et industrielles.

Ainsi, l'industrie a réduit significativement ses rejets polluants grâce à l'installation de dispositifs de dépollution. Au prix d'importants efforts financiers, la situation de l'assainissement s'améliore : la France dispose aujourd'hui de plus de 12 000 stations d'épuration auxquelles 95 % des logements sont raccordés.

L'industrie est encore responsable de la moitié des rejets polluants organiques et de la quasi totalité des rejets toxiques : métaux lourds (l'arsenic, le chrome, le mercure, le plomb, etc.), dioxines... En outre, chaque habitant produit en moyenne un kilogramme par jour de déchets ménagers, contenant 45 % à 50 % de matière organique, qui, une fois mis en décharge, peuvent polluer les sols et les eaux en se décomposant.

Mais c'est à l'agriculture et à l'élevage intensifs que revient la palme. Ainsi, dans les zones qui les pratiquent, 25 % des points de prélèvement d'eau ont une teneur en nitrates supérieure à 40 milligrammes par litre et 12 % ont une teneur supérieure à 50 milligrammes par litre (seuil de pollution). Comment remédier à une situation qui consacre l'échec relatif des politiques de l'eau menées en France, désormais montrée du doigt par l'Europe pour non respect des directives européennes ? Si des structures existent, la représentation citoyenne y est mineure. Ainsi, la majorité des membres des comités de bassin représente les secteurs industriels et agricoles qui ont ainsi toute latitude pour dominer des débats d'experts.

La discussion et la consultation en cours sur la loi sur l'eau, transposition de la directive européenne sur la préservation de l'eau et des milieux aquatiques, oblige les communistes à clarifier leurs positions en la matière pour contribuer à informer et sensibiliser les citoyens afin qu'ils se réapproprient des choix et des décisions qui concerne l'avenir des espèces naturelles parmi lesquelles l'espèce humaine.

Les participants seraient très désireux de poursuivre un travail destiné à mieux définir ce que pourrait être un service public de l'eau et de l'assainissement de type nouveau, démocratique ; quelques-uns des 1 000 forums que le PCF s'apprête à organiser pourraient constituer une étape de ce travail de réflexion et de son élargissement.

OGM, PGM, POUR UNE AGRICULTURE NON PRODUCTIVISTE ET UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ

OUVERTURE: **André Chassaigne**
député communiste du Puy de Dôme

Le 14 avril dernier, la mission d'information parlementaire sur les organismes génétiquement modifiés a rendu les conclusions de ses six mois de travaux. Des dizaines d'auditions ont permis d'échanger avec 130 personnes concernées par le sujet, scientifiques, syndicalistes, représentants d'associations, ministres et anciens ministres, personnalités diverses... Premier constat : les confrontations organisées par la mission, comme les voyages dans plusieurs pays où les OGM sont cultivés (États-Unis, Afrique du Sud, Espagne), sont au moins parvenus à éclaircir les enjeux d'un débat miné depuis des années.

Au titre de secrétaire de cette mission, j'ai assidûment participé à ses différents travaux avec le souci de construire un positionnement politique sans a priori.

Cette démarche a été facilitée par l'équilibre de nos échanges et la volonté partagée d'une approche ouverte et objective. Les propositions de la mission, mesurées et d'un grand intérêt, ont malheureusement été occultées par le rapport final, trop orienté. Pour ma part, et à l'issue d'un investissement passionnant, je souhaiterais livrer les premières conclusions de mes réflexions.

Les OGM cultivés aujourd'hui, dits de première génération, visent essentiellement à accroître l'efficacité des pesticides utilisés dans l'agriculture contre les mauvaises herbes et les insectes. Aucune observation scientifique ne permet à ce jour d'affirmer que leur consommation présente un danger spécifique pour la santé humaine, mais il n'en est pas moins indispensable d'amplifier les recherches dans les domaines de la toxicologie et de l'épidémiologie.

Il est aussi indéniable que la puissance des pesticides jumelés à ces OGM (et vendus par les mêmes entreprises...) peut réduire la diversité de la faune et de la flore au sein des champs concernés par ces cultures. Leur principal intérêt est d'élever la rentabilité de l'agriculture en limitant les intrants chimiques et en réduisant l'intervention humaine.

Pourtant, malgré ce tableau peu réjouissant, nous ne pouvons pas ignorer les promesses ouvertes par les OGM dits de seconde génération. Ils sont certes encore très limités, tant du fait de leur plus grande complexité technique que du faible intérêt des multinationales du secteur pour ce type de produits transgéniques.

De nombreux chercheurs publics travaillent cependant sur des OGM thérapeutiques, sur des semences adaptées à la culture dans des milieux

naturels hostiles ou bien encore sur des plantes aux capacités nutritionnelles supérieures.

Les potentialités ouvertes par les OGM peuvent être d'autant moins négligées que, quoi que l'on fasse, les grandes sociétés transnationales effectueront ces recherches. Et, bien sûr, elles les orienteront dans les directions intéressant au mieux leurs objectifs.

Ces industries dominant déjà à la fois le marché des semences et celui des engrais vendus aux agriculteurs. Leur développement accompagne dans le monde le parti-pris d'une agriculture basée sur le productivisme, un commerce international débridé et le déclin de l'exploitation familiale. Elles inscrivent donc le développement des OGM dans une dynamique libérale dont les effets sont désastreux pour les paysans, mais aussi pour les consommateurs du monde entier, puisqu'elles nient la dimension culturelle de l'alimentation et l'exigence d'autosuffisance alimentaire des grandes régions du monde.

Leur domination sur la recherche leur donnera une mainmise sur les brevets de produits transgéniques. Et avec un régime juridique de brevetabilité trop favorable à ces entreprises, comme veulent nous l'imposer les États-Unis, la culture d'OGM reviendra de fait à donner à ces multinationales l'exclusivité du contrôle des semences utilisées en agriculture et donc à aliéner les agriculteurs en les transformant en simples serviteurs de ces multinationales.

Ainsi, au-delà des controverses scientifiques, nous devons bien comprendre qu'ils utiliseront l'arme alimentaire pour affermir leur domination sur le monde. Nous devons donc absolument chercher à désamorcer ces risques d'appropriation de la nature par des groupes industriels privés.

Devant de telles perspectives, la politique de l'autruche serait, comme d'habitude, bien mauvaise conseillère. Bien au contraire, il est de notre responsabilité de chercher à reprendre le contrôle d'un domaine de recherche capital pour notre avenir.

Cette reprise en main suppose au préalable de donner aux scientifiques les moyens, financiers mais aussi juridiques, d'effectuer leurs recherches en toute indépendance, en vue d'élaborer des produits finalement utiles à l'humanité. Aussi, et parce que les chercheurs nous ont affirmé combien les essais étaient indispensables à la poursuite de leurs travaux, je suis désormais persuadé que des expérimentations en plein champ d'organismes transgé-

niques sont inévitables. Ces expérimentations devront évidemment être justifiées, objectivement validées et assorties de nombreux contrôles, notamment pour évaluer les conséquences de la culture de ces OGM expérimentaux sur la santé et l'environnement : les scientifiques, notamment ceux des instituts publics, nous ont démontré que la plupart des expérimentations ne pouvaient pas être menées à leurs termes en milieu confiné (laboratoires et serres). Le fauchage volontaire, que j'ai moi-même approuvé par le passé, a certes attiré l'attention de l'opinion publique sur des questions éthiques d'importance. Mais il a aussi des conséquences terribles pour l'évolution des recherches dans notre pays ; je pense notamment aux travaux remarquables des chercheurs de l'INRA.

En outre, parce qu'il convient de prévenir tout risque de privatisation de la nature, nous devons bien insister sur la nécessaire dimension publique de ces expérimentations comme sur la promotion d'un régime juridique de brevets autorisant la mutualisation de la propriété intellectuelle ou le principe de licences d'utilisation des semences transgéniques gratuites pour les paysans du monde entier.

Enfin, la question du passage à la culture commerciale de ces expérimentations se posera inévitablement un jour : elle est même d'ores et déjà posée en Auvergne avec le développement de la culture d'un maïs transgénique pour la production, par une entreprise locale, d'un médicament contre la mucoviscidose.

La culture des OGM posera la délicate question de la coexistence entre les différents types de cultures : l'application de normes de protection et de zonage extrêmement strictes est une exigence incontournable. Il s'agit notamment de protéger la filière biologique contre tout risque de contamination et les consommateurs qui font le choix d'une alimentation excluant toute présence d'OGM.

Ainsi, la maîtrise publique du processus de recherche et de mise sur le marché des OGM est d'autant plus essentielle qu'elle seule pourrait garantir la compatibilité de la production d'OGM avec un modèle agricole alternatif de celui que veulent nous imposer l'OMC et l'Union européenne : au-delà de la question des OGM, nous militons évidemment pour une agriculture reposant sur l'exploitation familiale, une ruralité vivante et la défense de la dimension culturelle de notre alimentation.

COMPTE RENDU : **Claude Seureau**, biologiste, universitaire, maître de conférence
honoraire de l'université Pierre et Marie Curie-Paris 6

4 participants

Chacun reconnaît que les enjeux des biotechnologies, et en particulier de la transgénèse végétale et de son application "en plein champ", sont considérables. Ils sont d'ordre scientifique, écologique, économique, agricole, alimentaire, sanitaire, éthique, philosophique, politique.

Du débat riche, vif et sans concessions entre une ingénieure de recherche de l'industrie pharmaceutique, un économiste, un parlementaire secrétaire d'une mission parlementaire sur ce sujet et un enseignant-chercheur en biologie, on peut dégager plusieurs axes non exhaustifs de constats et de réflexions à approfondir.

Principe de précaution: après avoir défini ce qu'est un OGM (organisme génétiquement modifié), une PGM (plante génétiquement modifiée) et de manière plus générale la technologie et les techniques de la transgénèse, l'accent est mis sur la culture en plein champ des plantes transgéniques à usage agricole, industriel ou pharmaceutique, que ce soient les essais ou les cultures commerciales. Sont évoqués les risques de dissémination dans la nature de ces constructions génétiques et l'impact que cela peut avoir sur la biodiversité, la santé publique et la coexistence avec les cultures non-

transgéniques "conventionnelles" ou "biologiques". C'est aussi un changement technologique profond pour l'agriculture et les pratiques agraires qui encourage une agriculture productiviste et "industrielle", au détriment des petits exploitants devenus encore plus dépendants des fournisseurs de semences et d'intrants.

Cette problématique concerne notre pays, l'Europe et toute la planète, en particulier les rapports Nord/Sud, pays développés industriels/pays "émergents" ou en développement dans lesquels l'agriculture et ses spécificités sont économiquement et socialement déterminantes.

Comment appliquer le principe de précaution à cette problématique ? Après dix années d'application, quel bilan peut-on faire des résultats obtenus avec cette nouvelle technologie agricole en termes d'avantages et de risques avérés ? Quel impact sur la biodiversité ? Quels avantages pour les agriculteurs, les consommateurs ? Le caractère irréversible des risques encourus et parfois avérés parce que liés à une dynamique du vivant pour une très grande part inconnue ne justifie-t-il pas une pause et d'autres approches que celles actuellement en cours ? A-t-on exploré toutes les possibilités qu'offre la culture cellulaire en milieu strictement confiné ? Les essais en champ sont-ils "indispensables" ? Sont-ils scientifiquement menés en terme de

recherche des avantages et des risques ? Les organismes nationaux d'expertise, de contrôle et de validation travaillent-ils dans les meilleures conditions pour remplir leurs missions ?

Recherche privée, recherche publique: le constat est fait d'une insuffisante implication de la recherche publique dans le domaine des applications de la transgénèse végétale et des biotechnologies en général.

Cette situation est due à la fois à un manque de moyens financiers et humains, et à une vision à court terme de la recherche et de l'avancement des connaissances qui aboutit à une orientation sélective des thèmes de recherche, et à l'abandon de thématiques jugées "non porteuses". Or, et surtout dans les domaines de la biologie et des biotechnologies, il est indispensable de promouvoir et de développer une recherche dans tous les domaines de la connaissance, indépendante, libre de toutes pressions (voir plus bas "le contexte économique et politique").

À ce propos, le relatif désengagement actuel de l'INRA (Institut national de recherche agronomique), organisme public, dans son activité de recherche fondamentale sur la transgénèse végétale ne manque pas d'inquiéter.

Quelle est cette "recherche" dont se prévalent les promoteurs des essais en champ ? Comment définir, dans ce domaine, un rapport juste et équilibré entre recherche et innovation ? Entre recherche publique et recherche privée ? Que penser de l'usage des brevets, comme dans l'ensemble des sciences du vivant ?

Information, débat, démocratie: les enjeux des biotechnologies et de la transgénèse végétale appliquée à l'agriculture sont d'une telle importance du point de vue social et économique, comme de leur impact sur la vie de tous les jours, que l'ensemble de la société, que tous les citoyens, doivent s'en emparer. Or, force est de constater que le débat est, au mieux confidentiel, au pire confisqué, voire détourné des véritables enjeux par la seule médiatisation d'actes spectaculaires de révolte durement réprimés.

De pseudo-consultation en informations gouvernementales "en ligne" souvent tendancieuses et difficilement accessibles et lisibles, de commission de "sages" en mission parlementaire d'information, les quelques propositions "de bon sens" ne sont même pas prises en compte par les pouvoirs publics.

Les acteurs de la recherche publique et privée doivent être sollicités pour débattre de ces questions qui concernent leur activité, l'idée qu'ils s'en font dans son rapport à la société, la déontologie de leur métier.

Où est le grand débat scientifique, incluant les sciences humaines, sur les biotechnologies et sur les rapports entre recherche, innovation et société ? Où est le débat démocratique et citoyen qui, informé, chercherait à éviter le passionnel porteur de dérives irrationnelles ? Faut-il craindre que le niveau actuel de culture et d'éducation scientifiques soit tel qu'il permette à certains de dire que "c'est trop compliqué" et donc inaccessible au commun des mortels ? Est-ce une raison pour se cantonner au seul avis d'experts ?

Contexte économique et politique: le débat et les décisions prises ou qui pourraient l'être dans un avenir proche (pour la France, un projet de loi sur la cultures de PGM en champ, pour l'Europe, les nombreuses directives effectives ou en préparation) ne sauraient se concevoir et se comprendre sans tenir compte du contexte économique et politique.

Dans un monde où règne, non sans résistances, un ultralibéralisme hégémonique qui ne voit que le profit financier à court terme, qui peut s'étonner que, s'agissant des PGM, quelques multinationales de l'agroalimentaire imposent, au nom du marché ouvert, leurs vues à l'ensemble de la planète. Les mêmes multinationales usent, avec des moyens considérables, de méthodes bien connues pour faire pression sur les gouvernements, en particulier ceux des pays "émergents" ou "en développement", de même que sur les instances internationales (UE, ONU, FAO, OMC...). Les politiques scientifiques et de recherche ne sont pas à l'abri de ces pressions.

Dans ce contexte, que vaut l'argument selon lequel une "pause" ou un "moratoire" même limité dans le temps mettrait notre pays en difficulté scientifique et économique ?

N'est-il pas temps, après dix ans d'application et comme le propose, avec d'autres, le PCF, de profiter d'une pause ou d'un moratoire pour évaluer, expérimenter (en particulier dans le domaine sanitaire), de tenir compte et de dépasser le refus des PGM agro-pharmaco-alimentaires tel qu'il s'exprime dans les sondages d'opinion partout dans le monde, afin de mettre en oeuvre d'autres moyens pour apporter des solutions à cet aspect du développement durable et solidaire de notre planète ?

RISQUES INDUSTRIELS, SANITAIRES, ENJEUX TECHNOLOGIQUES ET SOCIÉTÉ

OUVERTURE: **Luc Foulquier**
ingénieur, chercheur en écologie

Les aspects dont nous avons à traiter (sans prétendre les prendre tous en compte) sont permanents dans la vie quotidienne et dans les débats. Ils sont au cœur du (des) mouvement(s) de la société.

Comme exemples :

- la catastrophe de la Louisiane
- la grippe aviaire
- les accidents d'avions
- les OGM
- les déchets nucléaires et chimiques
- le terrorisme
- les accidents et maladies du travail
- les "guerres du pétrole et du gaz"
- les questions de surveillance, de contrôle, de réglementation, de diffusion et de transparence des informations...

Dans tous les cas, la démocratie est en jeu ainsi que le rôle des sciences et des techniques.

La question politique autour du sens et des buts de la production était bien ancrée dans le NON au projet de constitution européenne.

C'est un refus de "la concurrence libre et non faussée", ainsi que du développement durable "fondé sur une économie sociale de marché hautement compétitive".

1. De quoi parle-t-on ?

Il ne faut pas confondre danger et risque. Le danger est une menace sur une personne ou une chose. L'analyse du danger fait appel à l'intelligence, aux savoirs et implique la manière d'y faire face. Ici se pose le problème de la peur. Peut-elle être désamorçée par le savoir ? Peut-il y avoir transformation d'une peur irrationnelle en crainte fondée ? Les émotions sont contagieuses et les décisions humaines demandent de la vigilance.

Le risque est un danger plus ou moins prévisible qui demande à être géré. D'où la notion importante de prévention qui consiste, après analyse, à prendre des mesures (sécurité civile, plans de prévention...). Dans le cas de la précaution, on émet des hypothèses. D'où l'importance de la rigueur dans la démarche scientifique des risques. On est souvent devant un risque potentiel plausible ou pas ; en quelque sorte un risque de risque.

2. Les risques ne sont jamais nuls

Toute l'histoire de l'humanité en témoigne. Il faut donc les connaître pour les faire décroître, les prévoir, les gérer. Ce qui renvoie à la nature des risques qui n'est pas un simple problème de classification.

Par exemples :

- Les risques naturels non industriels et collectifs. Ce sont des risques avérés où il faut travailler la prévention (séismes, inondations,...).
- Les risques sociaux – Avec les comportements (tabac, alcool, drogue...) ; le chômage, les maladies professionnelles, le manque d'énergie, d'eau potable, d'alimentation..., le stress, les maladies environnementales causées par la pollution de l'air.

Notons que certains risques réels sont peu ou pas connus ou peu ou pas pris en compte (le bruit, les effets synergiques des micro-doses...).

- Les risques technologiques : transport, chimie, déchets, biotechnologies...

En permanence, il faut une évaluation détaillée des risques.

Il y a bien d'autres classements : risques aigus et chroniques, risques sanitaires, environnementaux aigus ou diffus, chroniques... On parle aussi de risques économiques, financiers...

Toutes ces notions doivent être mises en relation avec l'état de la société et donc le type de perception des risques.

3. Les attitudes face aux risques

Ici, il faut analyser (gros travail de sociologie) la perception.

Ce qui permet de tenir compte de la culture scientifique, de l'histoire et des mentalités, de la formation et l'éducation (a-t-on oublié que l'écologie est une science depuis plus d'un siècle ?), de l'information...

Dans ce domaine de la perception, comme dans d'autres, s'expriment des points de vue différents qui sont fonction de la place des individus dans la société, de leurs rapports au travail, à la production, des modes de vie...

Ne faut-il pas pour gérer au mieux les risques, transformer les rapports d'exploitation en rapports de coopération ?

4. Les réponses à trouver pour travailler à une meilleure sécurité et sûreté des êtres humains et des écosystèmes, de la planète terre

Tel est au fond l'intérêt central des forums : chercher ensemble des réponses.

On constate bien que la démocratie avec l'intervention des gens est indispensable.

Avec une telle conception, le travail inter-disciplinaire des experts, des scientifiques et leur rôle prend toute son utilité sociale. D'où les besoins

énormes en matière de recherche, de surveillance, de contrôleurs, de circulation libre des informations scientifiques.

Dans le domaine des risques comme dans les autres, il faut raisonner, je pense, en terme de droits, de solidarité, de respect, droits des salariés dans les entreprises, droit à la santé, au logement, à l'énergie, à l'alimentation, à l'eau... Se pose alors l'existence et la conception de grands services

publics rénovés. Le type de coopération au niveau local, européen et mondial, le partage des savoirs...

Il y a grand besoin, pour un développement (réel et non productiviste) durable et solidaire, de sortir des démarches électoralistes au coup par coup, et d'avoir une vision d'ensemble, un projet.

Essayons ensemble de prendre à bras le corps ce débat.

ÉCOLOGIE URBAINE, QUEL DROIT À QUELLE VILLE ?

OUVERTURE: **Makan Rafadjou**
architecte, urbaniste

Nous avons souligné la spécificité du monde urbain et ce qu'il nécessite comme changement radical. Ce mode de vie dominant, y compris dans le milieu rural, nous impose de prendre en compte le fait que le territoire n'est pas uniquement un réceptacle des activités des individus (ce n'est pas uniquement un espace creux où l'on s'implante), il est l'ensemble de la vie et des activités des êtres humains qui se déroulent dans le territoire, qui lui-même est un produit des êtres humains. Le territoire naturel, préservé, est lui-même transformé par la main de l'homme présente partout.

Cette dimension impose de penser le territoire comme bien commun par de là les titres de propriété, qu'ils soient publics ou privés. Dès lors, il y a un triple impératif ; d'abord, un impératif éthique, car le territoire est aussi un socle de mémoire individuel et collectif. On ne peut à aucun moment reconduire, y compris en voulant bien faire, des pratiques anciennes comme, par exemple, celle de la table rase.

Si on considère par exemple le parc de l'habitat d'avant 1975. C est un parc essentiellement vétuste, sans critères de confort ni d'habitabilité et des critères énergétiques dépassés. Que devons-nous faire par rapport à cela ? Sommes-nous dans la volonté – en admettant que nous ayons les moyens – de raser ce parc et d'en faire autre chose ? Si tel n'est pas le cas, prenons en compte la difficulté, dans le temps, de le renouveler, le rénover, au gré des opportunités, dans le domaine privé aussi bien que public, pour arriver peu à peu à un habitat conforme, aux données et aux nécessités écologiques.

Second impératif, celui-là politique. La dimension démocratique est fondamentale. Il n'y a pas un canal unique. Il s'agit à la fois de démocratie représentative, et de démocratie participative. Mais il y a aussi une dimension esthétique, pas seulement dans le sens de la beauté, mais aussi dans celui de la -ville. Il faut que le sens de la ville soit partagé ; il faut faire ensemble pour vivre ensemble et faire ensemble avec tous les citoyens. Il n'y a pas d'habitant qui dans un territoire qui ne soit citoyen de plein droit. À partir de là, on peut décliner l'ensemble des domaines de préservation, prévention et précaution, aussi bien en ce qui concerne la pollution, les nuisances, l'énergie, les déplacements, que la construction, les services publics, la nécessité de créer de nouveaux services publics. Prenons notamment notre proposition de service public du logement. Elle peut permettre d'œuvrer à un moment donné dans le domaine de l'écologie urbaine-développement durable dans le domaine de l'aménagement du territoire, dans le rapport des villes entre elles et sur la dimension de déplacement.

Pourquoi cette dimension de déplacement ? Parce que nous vivons dans un monde de mobilité et qu'il faut le prendre en compte. Une part de cette mobilité est une mobilité subie, mais une autre part est une mobilité choisie. Malgré ces deux parts, dans l'ensemble il y a un droit à mobilité qui émerge et les individus estiment que le droit à la mobilité est une liberté. Prendre en compte les difficultés des modes de transports – individuels et collectifs – doit s'inscrire dans cet impératif de répondre aux besoins, aux désirs et aspiration de mobilité.

Dans ce cadre, prenons l'exemple des TGV. Effectivement, si l'on considère uniquement le coût en terme énergétique, le TGV est sûrement plus économique que la voiture. Mais c'est l'un mode de transport qui fonctionne de pôle à pôle. Pour les petits déplacements, la voiture reste le mode de déplacement le plus souple aussi bien à l'échelle interne des villes qu'à l'échelle externe.

De nombreux chiffres ont donné des distances de transport. Dans les villes, il s'agit de distances très courtes, et la voiture pourrait être évitée. Mais il n'y a pas d'alternative. Pour une mère de famille avec un enfant, une poussette, le métro à Paris est une gageure, un défi.

À partir du moment où les transports en commun n'offrent pas le confort nécessaire, ou que, comme lorsqu'on sort de Paris, le maillage nécessaire de transports en commun n'existe pas, on ne peut pas être uniquement dans le coercitif. Il faut aussi être dans l'incitatif. L'incitatif peut être dans le mode de circulation douce, mais pas seulement. Ce mode de circulation nécessite des aménagements et des investissements lourds qu'aujourd'hui on ne fait pas.

Nous avons eu un débat, au moment des régionales, avec le groupe communiste et citoyen. Est-il nécessaire, en Île-de-France, de faire des investissements encore bien plus lourds que ce qu'a fait la ville de Paris au moment où on le métropolitain a été construit ?

À ce moment-là, la ville de Paris s'est endettée pour plus de 80 ans parce que l'on investissait pour l'avenir. Un tel maillage est nécessaire, ne fut-ce que dans la première couronne. C'est un outil à la fois contre la ségrégation, la discrimination et pour le mieux vivre.

À partir de là, on peut aussi être dans le coercitif, parce qu'il faut voir qu'en ce qui concerne la voiture le problème n'est pas seulement la pollution. Aujourd'hui, on estime que c'est un problème gravissime.

Pour autant, ne nous trompons pas. Les constructeurs ont dans leur manche des solutions alternatives nécessaires pour faire acheter des voitures. La voiture apparaît aujourd'hui comme non seulement économiquement fondamentale dans ce pays, mais elle est présente dans les schèmes mentaux, dans l'imaginaire même. Tous les journaux sont remplis de publicités pour la voiture.

La lutte est inégale. Si on veut une ville qui ne soit pas une ville soumise à la logique de la voiture, il faudra changer beaucoup de choses, donc il faudra aussi de la coercition. Mais je suis contre la coercition quand on n'offre pas d'alternative. C'est le cas aujourd'hui dans beaucoup de grandes villes. D'autant plus que cela pose des questions importantes en termes d'échelle.

Les grandes villes, les grandes métropoles sont des lieux où des chaînes, des impératifs multiples se télescopent. Des villes comme Paris, Londres, New

York... sont des villes inscrites dans des réseaux mondiaux, avec des impératifs financiers, culturels, intellectuels d'ordre mondial en termes de service. Malheureusement, cet impératif s'impose au détriment de l'échelle locale.

Dans cette dimension, il faut retrouver une échelle locale qui ne soit pas l'enfermement, mais l'échelle d'un lieu singulier d'où les individus déploient leur activité dans le monde, voire à partir de lieux où ils maîtrisent les autres échelles.

Le global n'est jamais vécu globalement, mais à partir d'un lieu donné, d'un lieu singulier, que l'on peut s'approprier ne fut-ce que par le corps. Internet est un outil extraordinaire de mise en relation, néanmoins, au quotidien, nous avons un espace que nous parcourons avec notre corps. Il y a un rapport à cela qui est de l'ordre du stress, de la nuisance psychologique... que l'on reçoit quotidiennement. C'est cet espace-là qu'il faut arriver à maîtriser dans le rapport au local.

Poser la question : estimons-nous que la forme métropolitaine est inhérente au développement industriel, au processus d'industrialisation, voire au capitalisme, auquel cas il faut que nous réfléchissions à une forme urbaine alternative aux métropoles, ou alors estimons-nous qu'une autre métropole est possible ?

Ce n'est pas la même question qui est posée. Sachant que les choses sont contradictoires. Par exemple, la grande ville, avant même de passer métropole, a permis de s'arracher à la communauté villageoise. L'anonymat est à la fois une souffrance dans la grande ville mais c'est aussi la liberté de ne pas être sous le regard des autres.

La grande ville offre beaucoup de difficultés en matière de transports, etc. mais aussi énormément possibilités en termes de services. Ne l'oublions pas. C'est extraordinaire d'habiter Paris. Mais une part importante de ces services ne sont pas accessibles à tout le monde, ce qui pose la question des inégalités et des ségrégations à l'intérieur de la grande métropole. Mais sommes-nous capables de résoudre la question des inégalités en maintenant la forme métropole ou faut-il aller vers autre chose ?

À l'échelle du pays, on voit ce que cela veut dire. En termes d'écologie urbaine, si nous prenons l'exemple parisien, dans la région Île-de-France, 50% de la population est concentrée sur 5% du territoire. Nous ne sommes donc pas en termes d'urbanisation extensive qui consomme du territoire. Néanmoins, ces 50% qui vivent sur les 5% n'y sont pas si bien que cela. Si les gens partent d'un territoire à un moment donné, c'est qu'ils ne s'y sentent pas bien. Ce sont des questions fondamentales.

La loi SRU est une loi fondamentale, mais qui doit être mise en acte. Dans sa mise en œuvre, il faut faire la démonstration que nous sommes capables de faire de la ville dense de qualité. Aujourd'hui, la ville dense est mal vécue.

Denier élément : les solutions alternatives. En grande partie, elles existent. Tout n'est pas à inventer. Le problème c'est que les solutions sont connues, quelques fois reconnues mais ne sont mises en œuvre que d'une façon expérimentale, et même lorsque c'est le cas, elles ne sont pas portées à la connaissance. Par exemple, nous avons, rien que dans la région parisienne, un certain nombre de collectivités, de SEM, d'opérateurs publics, etc. qui font des expériences et que l'on ne rencontre pas aujourd'hui pour nous en parler. C'est important que l'on sache que des expériences existent et peuvent être systématisées, pas reproduites en tant que tel mais portées à la connaissance.

Il existe aussi des solutions alternatives qui mobilisent d'autres échelles. Par exemple, si nous voulons avoir une visée haute qualité environnementale, pas seulement en terme architectural, pour un bâtiment, mais aussi en terme urbanistique pour un aménagement, cela suppose que l'on ait un autre calcul des coûts ; que l'on ne prenne pas uniquement un calcul restreint au moment où l'investissement est fait mais que l'on tienne compte aussi des impacts collatéraux, y compris de la gestion d'entretien dans le temps. Ceci peut nécessiter la mobilisation de plus d'argent au départ mais en faire gagner, en économisant dans la durée. Le temps est devenu une donnée politique énorme en matière d'écologie.

Troisième élément et à mon avis le plus important, celui de la démocratie.

Il est important de considérer que le développement urbain solidaire et durable nécessite une mise en œuvre de démocratie radicale. Pourquoi ? J'y vois trois raisons, y compris au regard des débats que nous avons depuis hier soir

La question qui décide et selon quels critères est la question de fond. Finalement, la question du développement urbain solidaire et durable ne m'intéresse que parce que c'est une question sine qua non d'autonomie, d'auto-production individuelle et collective des hommes. C'est ce qui permet à chacun d'être autonome, de faire, de choisir le parcours de sa vie. Et c'est cela le fondamental.

Sommes-nous dans une gouvernance technocratique, dictée par des impératifs que vont nous dicter les techniciens, les experts, les scientifiques, avec d'une certaine façon implicite le retour à une espèce de philosophe-roi, à une espèce de raison suprême de la Révolution, ou est-ce que nous faisons le pari de la démocratie comme mode de gouvernement ?

Ce qui fait qu'à un moment donné, il y a une rencontre, des espaces publics de débats, entre les élus, les politiques, les citoyens, les experts, que chacun est porteur à la fois de connaissances, d'expériences, de savoirs, de savoirs-faire, de responsabilités, de compétences propres. Quand nous parlons de la ville, il y a de la scientificité dans la ville,

mais il n'y a pas que cela. La réalité n'est pas réductible à son objectivation mathématique.

Henri Lefevre, qui a beaucoup pensé sur les questions urbaines, disait qu'il faut tenir du même coup le conçu, le perçu et le vécu. La réalité est au fait de cela. Dire que c'est équivalent, certainement pas. Nous voyons bien qu'il nous faut tenir compte de la façon dont l'irrationnel, les peurs, les décisions de parcours de chacun avec des passions qui peuvent s'exprimer. C'est dans la rencontre de ces trois éléments, dans cet espace de débats que nous pouvons faire des choix collectifs, des choix de société, des choix de société en commun. Prenons par exemple l'impératif de régler la question des inégalités, des ségrégations mais aussi l'impératif de ne faire ces choix ni au détriment d'autres pays, ni au détriment des générations futures. Ce n'est pas l'un contre l'autre, ce n'est pas ou le développement solidaire et durable ou progrès et communisme. C'est l'un est condition même de l'autre. Il faut que les deux avancent ensemble.

Deuxième élément : pas d'angélisme, pas de catastrophisme. J'y tiens beaucoup. Je sens quand même porté dans ce débat, ici et ailleurs, en général par rapport à la ville, de façon implicite, l'idée qu'aujourd'hui, de toute façon, on vivrait un enfer par rapport à un paradis perdu. Ce n'est pas vrai.

Même si la qualité de vie est aujourd'hui insuffisante, elle existe. Certes, elle est en danger. Mais elle existe même si elle n'est pas partagée. S'il n'y a pas de paradis perdu, il n'y a pas non plus demain de paradis à retrouver.

La dimension métropolitaine est essentiellement celle-là. Ce n'est pas parce que l'on aura réglé les problèmes de ségrégation, les problèmes d'écologie, qu'il n'y aura plus de problèmes du tout. Il n'y a pas de bonne forme de la ville scientifiquement prouvée que l'on mettrait en œuvre et qui réglerait la question. Prenons l'exemple de la santé. Ce n'est pas l'absence de la maladie, c'est la capacité à surmonter la maladie. Et c'est fondamental cette façon de revoir les choses.

Denier élément, c'est vraiment faire la part des choix individuels et la part de choix d'intérêt général. Comment peut-on faire le choix d'intérêt général qui ne se joue pas au détriment de choix personnels et en même temps comment ne pas laisser des choix d'intérêts particuliers se juxtaposer et faire atomiser la société ? C'est cela la question de fond. On voit bien dans le débat que la question n'est pas d'imposer un modèle de ville. La question, c'est d'offrir des espaces de vie pour le parcours de vie et de choix de chacun mais dans une cohérence globale et dans une économie générale qui ne se fasse ni au détriment des générations actuelles ni au détriment des générations futures. La question est bien celle de l'autonomie. En termes d'urbanité, c'est une question que l'on va souvent rencontrer. J'insiste pour qu'on réfléchisse ensemble à la manière de la prendre de façon spécifique.

QUELLE CULTURE À L'ENVIRONNEMENT, QUELLE ÉDUCATION ET QUELLE RECHERCHE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE DE LA PLANÈTE ?

OUVERTURE: **Marc Guégan**
directeur de l'ASTS

A- Culture, environnement et développement durable

La culture constituant notamment le moyen de s'approprier les termes du débat, l'atelier a permis de faire le point sur les relations entre culture, citoyenneté et développement durable.

1. Il existe une conscience de la gravité de la situation en terme d'environnement et de développement durable.

La connaissance, la maîtrise et la capacité d'intervention des citoyens sont certainement insuffisantes, mais il ne faut pas sous-estimer leur conscience et leur intérêt pour les questions d'environnement et de développement durable (en témoigne, par exemple, la fierté des habitants pour les réalisations positives de leur ville dans ces domaines).

A contrario, le fait que les organisations apparaissent comme parfois en retard sur l'opinion constitue un problème.

Enfin, il existe bien un levier important au niveau de l'intervention politique des citoyens pour ce qui est de la mise en œuvre du développement durable.

2. Le développement durable implique un changement culturel et politique.

Contrairement à l'illusion courante pendant plusieurs décennies selon laquelle le progrès scientifique et technique était en mesure de générer naturellement les solutions, la conscience s'est largement développée que l'avenir n'est pas écrit d'avance, et qu'il sera le résultat de choix. Ceci renforce la nécessité démocratique d'une citoyenneté exigeante, critique, constructive.

3. Il existe un risque de fracture au niveau des connaissances.

La maîtrise par tous et par chacun des enjeux de l'avenir nécessite une élévation de l'appropriation culturelle. Ceci passe par le partage le plus large des savoirs et des connaissances.

4. Les questions de développement durable induisent des évolutions de la façon de penser les problèmes.

Ceci conduit à donner plus de place à la transversalité, à l'interdisciplinarité, au travail en réseau par rapport à la représentation par grandes catégories.

B- Éducation et développement durable

La mise en œuvre du développement durable rend nécessaire le développement de l'éducation scolaire et populaire, et de mettre l'accent sur certains aspects. L'éducation au développement durable est bien un enjeu de citoyenneté.

1. Les orientations ministérielles en matière d'éducation au développement durable sont satisfaisantes mais il y a nécessité d'ancrer le développement durable dans la pratique.

Il est important en effet de dépasser le stade des concepts et de toujours poser la question du comment. Par exemple, concernant le commerce équitable, il est intéressant de positionner la problématique en France, à la cantine ou au restaurant d'entreprise.

Par ailleurs, la question de la transparence (mettre les actes en accord avec les paroles) est essentielle pour la crédibilité des différents acteurs.

2. L'éducation scientifique, la culture scientifique et technique sont incontournables.

D'une part l'accès à la culture scientifique et technique est indispensable pour permettre à chacun de comprendre et maîtriser les problèmes (l'exemple des OGM est symptomatique).

D'autre part, il y a un intérêt à ce que la démarche scientifique soit mieux comprise et partagée (par exemple, pour la gestion des choix en situation de doute ou d'incertitude).

3. La réflexion économique doit être élargie.

Il est indispensable de dépasser une conception trop étroite de l'économie se limitant aux critères marchands ou au prix. Ceci passe par la promotion d'une réflexion économique prenant mieux en compte la réflexion sur les différents coûts et sur les implications à long terme.

4. L'éducation au développement durable pose la question de la place de l'Homme.

Il est essentiel de rappeler la place de l'Homme, à la fois parce qu'il est au centre des enjeux du développement durable et parce qu'il est en situation de responsabilité face à ces enjeux.

C- Recherche et développement durable

La mise en œuvre du développement durable interpelle les acteurs de la science et de la technologie et notamment ceux de la recherche.

1. Les connaissances scientifiques.

La progression des connaissances scientifiques constitue un mouvement ininterrompu à l'échelle de l'humanité. Mais, dans la période actuelle, on assiste à une explosion à ce niveau (nombre de chercheurs, volume de publications). Parallèlement les perspectives offertes à la recherche scientifique (comme par exemple la nanorévolution et les travaux sur les limites entre vie et matière) bouleversent nos représentations et à terme nos moyens d'intervention sur l'Homme et la planète. Il s'agit d'un enjeu essentiel pour la mise en œuvre d'un développement durable.

2. Les besoins en matière de recherche dans la perspective du développement durable.

Au moins trois chantiers relatifs au développement durable nécessitent le déploiement des efforts de recherche scientifique et technologique :

- Connaître, comprendre, répertorier ... le monde

Qu'il s'agisse des questions relatives à la biodiversité ou au système climatique planétaire, tout ce qui permet de mieux comprendre le monde sera essentiel pour imaginer l'avenir de la planète et de l'humanité.

- Répondre aux besoins immédiats de l'humanité

La mise à contribution des sciences et des tech-

niques reste indispensable si l'on veut venir à bout des fléaux de l'humanité dans les domaines de l'alimentation, de l'eau et de la santé.

- Trouver les voies du développement et de l'avenir de la planète

Imaginer et concevoir un développement équilibré et juste, économe en ressources, permettant de sauvegarder la planète et de répondre aux besoins des hommes, aujourd'hui et demain, tout cela va nécessiter une importante mobilisation des acteurs des sciences et des techniques. Ceci concerne de grands domaines de recherche (énergie, démographie...), mais suppose également davantage de transversalité entre les disciplines.

3. Développement durable et politique de recherche

Les politiques de recherche doivent dès maintenant s'imprégner des concepts sous-tendant le développement durable. S'agissant d'activités intéressant la survie de la planète et de l'humanité (et contrairement au mouvement actuel), les politiques de recherche devraient faire l'objet de choix démocratiques. Également afin de s'inscrire dans une perspective pluri-générationnelle, il est essentiel de doter la recherche fondamentale des moyens nécessaires, au-delà des retombées technologiques à court terme. Enfin, en cohérence avec la notion d'avenir commun, les politiques de recherche doivent associer les pays du Sud sur des bases d'échange, de coopération et d'enrichissement mutuel.

Alain Hayot

Pour conclure provisoirement ce premier forum national organisé par le PCF sur l'écologie et le développement durable, je veux remercier tous les participants, les personnalités qui ont animé les tables rondes et les ateliers et ceux qui ont travaillé à sa réalisation, particulièrement Denis Cohen, Luc Foulquier, Patrice Busque, et surtout Claudine Ludwig qui a supporté les humeurs des uns et des autres et assumé le travail au quotidien.

Ce forum constitue un signal très fort de la volonté du PCF d'affronter une question essentielle avec laquelle pourtant il n'est pas familier.

L'enjeu écologique, précisément parce qu'il est aujourd'hui essentiel, ne peut être le monopole d'un parti. Il doit devenir la propriété de tous, le bien commun de toute la gauche. Nous vivons une véritable "révolution écologique" qui appelle une autre révolution culturelle celle-là, au sein du PCF mais au-delà au sein d'une gauche qui a été trop longtemps productiviste et scientiste et qui tarde encore trop à intégrer l'enjeu écologique dans ce qui fait sa raison d'être, un mouvement politique de transformation sociale, de dépassement des rapports de domination, d'exploitation, d'aliénation qui caractérise le capitalisme mondialisé actuel, un processus d'émancipation humaine.

Nous avons la prétention de penser que le fait que le PCF se préoccupe d'écologie ne peut être qu'une bonne nouvelle pour tous ceux qui se battent en France et en Europe sur ces questions. Non pas parce que nous serions plus intelligents que d'autres, mais parce que nous pouvons apporter à ce combat une contribution singulière qui découle de ce que nous sommes : un parti dont l'identité est faite de combat pour l'égalité, la justi-

ce et le progrès social, le partage, et la fraternité entre les êtres humains, la paix et la solidarité à l'échelle mondiale.

C'est donc, nous semble-t-il, un plus pour le combat écologique.

C'est également un plus pour nous : parce que le projet communiste pour le XXI^e siècle naissant ne peut être un projet d'émancipation humaine que s'il intègre le défi écologique comme un de ceux qu'il lui faut affronter s'il veut réellement se libérer du capitalisme et de toutes les formes de domination y compris celle que subit la nature et sa biodiversité.

Le communisme doit affronter et se battre en faveur de la révolution écologique que Paul Boccarda classe parmi les grandes révolutions qui caractérisent les transformations sociétales contemporaines.

C'est dire qu'il ne s'agit pas pour les communistes d'une attitude opportuniste, "tendances", pour reprendre l'expression utilisée par Philippe Corcuff hier soir, mais d'une démarche fondamentale autour de notre réflexion actuelle sur de nouveaux types de croissance et de développement qui permettent à nos sociétés tout à la fois de garantir l'accès de tous aux avoirs, aux savoirs, aux biens et aux services, aux pouvoirs, tout en préservant et en renouvelant ces biens essentiels que sont la planète, sa biodiversité, le climat, les espèces animales, l'espèce humaine elle-même.

Il est urgent que la gauche en France et en Europe prenne conscience qu'elle ne peut élaborer et mettre en œuvre une politique alternative à la droite en ignorant un fait majeur : il faudrait 4 à 5 planètes pour poursuivre le type de développement

généralisé par les politiques libérales à l'échelle mondiale : les dérives climatiques, l'épuisement des ressources naturelles, la mise en cause de la biodiversité interpelle notre mode de développement. Mais il ne s'agit pas seulement d'un constat quantitatif et purement écologique : en effet la croissance actuelle génère autant de dégâts sociaux que de dégâts environnementaux et les politiques libérales sont au cœur des deux fractures, sociales et écologiques. En 40 ans, l'écart entre les plus pauvres et les plus riches est passé de 1 à 30 à 1 à 80 et les catastrophes écologiques frappent au Nord comme au Sud en priorité les couches sociales les plus pauvres et les plus vulnérables.

C'est pourquoi, afin d'intégrer l'enjeu écologique à son projet politique la gauche doit ouvrir à notre sens au moins trois types de débats :

- Peut-on construire un développement soutenable et durable sans rompre avec les logiques libérales ? N'est-ce pas la condition pour que l'air, l'eau, l'énergie, la biodiversité, la santé soient considérés comme des biens communs de l'humanité et soient gérés par des services publics démocratisés du local au global ?
- La décroissance absolue prônée par certains est-elle la solution à opposer à la croissance capitaliste et productiviste ? Ne faut-il pas penser là aussi un nouveau type de développement garantissant l'accès de tous aux biens et aux services essentiels tout en faisant décroître certaines productions tels les armements et en combattant les gâchis considérables générés par la concurrence effrénée et la course au profit immédiat ?
- Ouvrons le débat enfin sur la question énergétique sans tabous mais aussi sans anathèmes : la gauche peut se mettre d'accord sur une ambition forte : garantir à l'échelle du monde et du XXI^e

siècle l'accès de tous à une énergie propre, durable et renouvelable.

Cela doit nous conduire à préparer dès maintenant la société post-pétrolière et le remplacement à terme des énergies fossiles par des énergies non productrices de gaz à effet de serre. Dans ce cadre, si l'accord est général sur le développement des énergies renouvelables, il faut ouvrir le débat sur l'énergie nucléaire qui permet à la France aujourd'hui d'être en conformité avec les exigences du protocole de Kyoto. Les communistes pensent qu'il est possible et nécessaire d'avancer grâce à la recherche et la démocratie vers un nucléaire propre et durable. Ouvrons le débat sur cette question.

Vous le voyez, les communistes veulent fonder une politique de gauche non sur des critères de rentabilité du capital et de course productiviste aux profits immédiats mais sur la satisfaction des besoins sociaux, sur l'épanouissement des individus, sur les droits citoyens de chacun et sur la sauvegarde de notre environnement naturel. En effet, le besoin d'un air respirable, d'une eau potable, d'une alimentation saine, d'une énergie propre s'identifie à l'impératif même de survie de l'espèce humaine, des espèces animales et de la biodiversité dont l'équilibre est aujourd'hui gravement menacé.

Construire à gauche un projet réellement alternatif à ce capitalisme productiviste, destructeur de notre environnement et générateur d'insécurité sociale et de pauvreté suppose de rompre avec les politiques menées ces 20 dernières années. Cela suppose également que le peuple s'en mêle tant sur les contenus que sur les formes du rassemblement. C'est à ce débat citoyen que nous appelons.

FORUM POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE DE LA PLANÈTE

ACCUEIL DES PARTICIPANTS ET OUVERTURE DES TRAVAUX :

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF.....page 2

● Les enjeux

PREMIÈRE TABLE RONDE. **QUEL AVENIR POUR LA PLANÈTE : UN TERRIBLE CONSTAT**

OUVERTURE : **Denis Cohen**, membre du Conseil national du PCF,
responsable de la commission *Développement durable*.....page 4

Suzan George, vice-présidente d'ATTAC.....page 6

Christian Ngô, délégué général d'Écrin
conseiller au cabinet scientifique du haut commissaire du CEA.....page 7

Gérard Durand, porte parole de la Confédération paysanne.....page 9
dans le débat

Yves Dimicoli, membre du Conseil national du PCF
président de la commission *Politique économique et sociale*.....page 11

Claude Aury, représentant le Mouvement national de lutte pour l'environnement.....page 11

DEUXIÈME TABLE RONDE. **CROISSANCE, DÉCROISSANCE OU NOUVEAU TYPE DE DÉVELOPPEMENT**

OUVERTURE : **Alain Hayot**, membre du Comité exécutif national du PCF,
chargé de l'*Écologie* et du *Développement durable*.....page 12

Jacques Attali, économiste, écrivain.....page 13

Francine Bavay, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Les Verts.....page 15

Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire confédéral de la CGT.....page 17
dans le débat

Bernard Guibert, responsable de la commission économique nationale des Verts.....page 18

Alain Obadia, coordonnateur du pôle *Entreprises-économie-social* à l'exécutif national du PCF.....page 21

TROISIÈME TABLE RONDE. **QUELLES SOLUTIONS ALTERNATIVES AU LIBÉRALISME
COMME AU PRODUCTIVISME ?**

OUVERTURE : **Luc Foulquier**, ingénieur, chercheur en écologie.....page 22

Philippe Corcuff, sociologue, co-auteur de *Écologie et socialisme - Syllepse*.....page 23

Corine Lepage, ancienne ministre de l'écologie, animatrice de CAP 21.....page 25

André Chassaigne, député communiste du Puy de Dôme.....page 26
dans le débat

Manuela Gomez, coordonnatrice du pôle *Ville-territoires-développement durable* à l'exécutif du PCF.....page 27

Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace-France.....page 27

● Les chantiers

CLIMAT, ÉNERGIE, TRANSPORTS, PENSER LA SOCIÉTÉ POST-PÉTROLIÈRE

Sandrine Mathy, administratrice du Réseau action climat France.....page 28

**EAU, DÉCHETS, ÉNERGIE, PROTECTION DE LA NATURE, BIODIVERSITÉ :
L'EXIGENCE D'UNE MAÎTRISE PUBLIQUE**

OUVERTURE : **Jacques Perreux**, vice-président du conseil général du Val de Marne
délégué à l'*Eau*, à l'*Environnement*, au *Développement durable*.....page 33

COMPTE-RENDU : **Marie Claire Lamoure**, journaliste à la *Vie ouvrière*.....page 35

**OGM, PGM, POUR UNE AGRICULTURE NON PRODUCTIVISTE
ET UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ**

OUVERTURE : **André Chassaigne**, député communiste du Puy de Dôme.....page 37

COMPTE-RENDU : **Claude Seureau**, biologiste, maître de conférence honoraire
à l'Université Pierre et Marie Curie-Paris 6.....page 38

RISQUES INDUSTRIELS, RISQUES SANITAIRES, ENJEUX TECHNOLOGIQUES ET SOCIÉTÉ

Luc Foulquier, ingénieur, chercheur en écologie.....page 40

POUR UNE ÉCOLOGIE URBAINE, QUEL DROIT À QUELLE VILLE ?

Makan Rafadjou, architecte, urbaniste.....page 41

ÉDUCATION, RECHERCHE ET ENVIRONNEMENT

Marc Guégan, directeur de l'ASTS.....page 44

Conclusions d'Alain Hayot.....page 46